



LES VILLAGES ANTIQUES DU NORD DE LA SYRIE

JANVIER 2010 / **PLAN DE GESTION**

| DOSSIER DE PRÉSENTATION
EN VUE DE L'INSCRIPTION
SUR LA LISTE DU PATRIMOINE
MONDIAL DE L'UNESCO |



RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE

LES VILLAGES ANTIQUES DU NORD DE LA SYRIE

JANVIER 2010 / **PLAN DE GESTION**



RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE

| DOSSIER DE PRÉSENTATION
EN VUE DE L'INSCRIPTION
SUR LA LISTE DU PATRIMOINE
MONDIAL DE L'UNESCO |

TABLE DES MATIÈRES

Préface	3
PREMIERE PARTIE – PRESENTATION	6
Chapitre 1. Cadre général	6
1.1. La Convention du patrimoine mondial	6
1.2. La Syrie et la Convention de 1972	6
1.3. Le rôle du Plan de gestion	7
1.4. Statut du Plan de gestion	8
1.5. Le cadre légal de protection	9
Chapitre 2. La gestion des sites	11
2.1. Les principes du Plan de gestion	11
2.2. L'élaboration du Plan de gestion	12
2.2.1. <i>Études existantes</i>	12
2.2.2. <i>La situation actuelle sur le terrain</i>	12
2.2.3. <i>Structure du Plan de gestion</i>	13
2.3. Les limites du Plan de gestion	13
Chapitre 3. Description et signification du site	15
3.1. La valeur universelle exceptionnelle du site	15
3.2. Les limites du site et les caractéristiques formelles de la nomination	16
DEUXIEME PARTIE – PLAN DE GESTION	18
Chapitre 1. Introduction	18
1.1. L'importance de la création d'un système de gestion	18
1.2. Les caractères requis pour le système de gestion	19
Chapitre 2. Cadre conceptuel et structurel du système de gestion	20
2.1. Mode de gestion des parcs archéologiques	20
2.2. Les partenaires de la gestion	21
2.3. Les rôles des principaux partenaires	22
2.4. Mécanismes de coordination au niveau local	22

2.4.1. Mécanismes d'exécution	23
2.4.2. Protection et contrôle	23
2.4.3. Tourisme	24
Chapitre 3. Plan de gestion	25
3.1. Exigences du système de gestion	25
3.2. La vision du Plan de gestion	25
3.3. Les buts du Plan de gestion	25
3.4. La mission du Plan de gestion	26
Chapitre 4. La Maison du patrimoine	27
4.1. Définition	27
4.2. Le cadre proposé pour la gestion des villages antiques du Nord de la Syrie	27
4.3. Le rôle de la maison du patrimoine	27
4.4. Les tâches de la maison du patrimoine	27
4.5. L'administration financière de la Maison du patrimoine	29
4.5.1 Conditions nécessaires au fonctionnement de la MP	30
Chapitre 5. Organigramme et description des postes	31
5.1. Organigramme proposé pour la Maison du patrimoine	31
5.2. Personnel de la Maison du patrimoine	33
5.3. Le directeur de la Maison du patrimoine	33
5.3.1. Qualités personnelles	34
5.3.2. Qualifications requises pour le poste	34
5.4. Les cadres de la Maison du patrimoine	34
5.5. Les départements de la MP et de leurs tâches respectives	35
5.5.1 Tâches du département des services	35
5.5.2. Tâches du département de l'éducation et du tourisme	35
5.5.3. Tâches de l'administration	36
5.6. L'équipe de travail	36
5.7. Haut Comité d'Orientation	36
Chapitre 6. La structure administrative de la DGAM	38
6.1. Système administratif de la DGAM	38
6.2. Le Département de gestion des sites	38
6.3. Plan de gestion : conservation et développement	39
6.3.1. Principes généraux	39
6.3.2. Procédures et mécanismes de protection	40
ANNEXES	42

Préface

La République arabe syrienne est dépositaire de cultures millénaires qui se sont succédées sur son territoire. La responsabilité de la préservation et de la gestion de ce patrimoine exceptionnel et multiple est une tâche immense à laquelle se dédie depuis sa création, avec engagement et passion, la Direction Générale des Antiquités et des Musées (DGAM).

En 2007, un département dédié à la Gestion des sites a été créé au sein de la DGAM pour mieux répondre aux enjeux complexes liés à cet aspect, dont l'importance est de plus en plus reconnue à l'échelle internationale et en Syrie.

La préparation des dossiers de classement pour l'UNESCO a été un élément fondamental pour l'avancement de la réflexion autour de la gestion des sites syriens. Le dossier des *villages antiques du Nord de la Syrie* qui propose pour l'inscription huit parcs archéologiques couvrant une surface d'environ 130 km², pose de nouveaux défis à l'administration de la DGAM.

Le document présenté dans les pages suivantes est l'aboutissement d'une réflexion collective, effectuée par les cadres de la DGAM avec l'appui d'experts nationaux et internationaux, visant à permettre le développement durable des territoires dont les décrets du Premier Ministre ont confié la responsabilité à la DGAM.

La DGAM est responsable, devant l'UNESCO et la communauté internationale, de la conservation et de la mise en valeur du site des *villages antiques du Nord de la Syrie*.

Pour la première fois, elle doit se confronter non seulement à des sites archéologiques ou monumentaux, mais à un territoire et à des paysages culturels habités où vivent des milliers de personnes.

Le Plan de Gestion ci-joint a été établi en collaboration et avec l'appui de la communauté locale et de tous les partenaires qui ont des responsabilités sur le site. Le plan vise à parvenir à un équilibre entre conservation et développement économique et touristique afin que la région du Massif Calcaire puisse contribuer au développement social et économique du pays.

Le Plan de Gestion identifie les principales questions posées par le site — aujourd'hui et dans le futur — et propose des solutions de principe. Mais ce plan n'est que le début ; la tâche la plus difficile sera maintenant la mise en œuvre des recommandations du plan d'action en coordination avec les autres partenaires, en premier lieu les Gouvernorats et le ministère du Tourisme.

Par ailleurs, beaucoup de travail reste encore à faire pour améliorer notre compréhension du site et la qualité de l'interprétation proposée au public, pour aider les gestionnaires du site dans leur tâche quotidienne, pour démolir les additions malheureuses, pour redessiner et requalifier l'ensemble du site et pour favoriser le développement durable de la région et les conditions de vie de ses habitants.

Le plan de gestion définit les responsabilités pour la protection et la conservation des monuments et des vestiges archéologiques. Il garantit que la signification du paysage culturel soit préservée et que les habitants et les touristes qui visiteront le site puissent connaître et comprendre l'histoire de la région et son évolution.

La mise en œuvre du plan de gestion dans une région en plein développement et en grande croissance démographique est un défi. Ce plan doit être flexible afin de s'adapter aux résultats des campagnes de fouilles et aux dynamiques économiques du territoire afin de garantir en même temps que l'ensemble des vestiges à l'intérieur du périmètre protégé ne soit pas endommagé par les constructions et les infrastructures modernes et que la population de la région puisse vivre et se développer en harmonie avec le paysage environnant.

Les défis qui s'ouvrent devant nous sont certes importants et nouveaux, mais le travail accompli jusqu'à présent pour la préparation du dossier de nomination et de ce plan de gestion nous donne de la confiance pour l'avenir.

La Direction générale des Antiquités et des Musées — avec la collaboration de l'UNESCO et d'autres partenaires internationaux — saura relever le défi et préserver et développer le paysage culturel des *villages antiques du Nord de la Syrie* selon les principes énoncés dans ce document.

Mr. Bassam Jamous
Directeur général de la DGAM
République arabe syrienne



PREMIÈRE PARTIE – PRÉSENTATION

Chapitre 1. Cadre général

1.1. La Convention du patrimoine mondial

Depuis avril 2009, 186 pays ont ratifié la Convention du patrimoine mondial de 1972. Les États parties de la Convention expriment l'engagement commun de préserver notre patrimoine pour les générations futures.

La Convention de 1972 définit le type de sites naturels ou culturels dont on peut envisager l'inscription sur la Liste du patrimoine mondial. Elle fixe les devoirs des États dans l'identification de sites potentiels, ainsi que leur rôle dans la protection et la préservation de ces sites.

Les États parties sont encouragés à intégrer la protection du patrimoine culturel et naturel dans les programmes de planification régionaux, à mettre en place du personnel et des services sur leurs sites, à entreprendre des études scientifiques et techniques sur la conservation et à prendre des mesures pour conférer à ce patrimoine une fonction dans la vie quotidienne des citoyens.

La Convention de 1972 réunit dans un même document les notions de protection de la nature et de préservation des biens culturels.

La **Liste du patrimoine mondial** (2009) comporte 890 biens constituant le patrimoine culturel et naturel que le Comité du patrimoine mondial considère comme ayant une valeur universelle exceptionnelle.

Des 890 biens, situés dans 148 États parties (sur 186 pays ayant ratifié la Convention), 689 sont des biens culturels, 176 sont naturels et 25 sont mixtes.

1.2. La Syrie et la Convention de 1972

La République arabe syrienne a ratifié la **Convention de la Haye pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé** le 06/03/1958.

Le 13/08/1975, la République arabe syrienne a été parmi les premiers pays à ratifier aussi la **Convention du patrimoine mondial** de 1972.

La République arabe syrienne compte 5 sites culturels inscrits sur la Liste du patrimoine mondial. La *ville ancienne de Damas*, fut inscrite en 1979, suivie par 3 autres sites dans la période 1980-86 (*ville ancienne de Bosra*, *site de Palmyre* et *ville ancienne d'Alep*) puis par l'inscription en série de deux forteresses militaires du Moyen-âge, le *Crac des Chevaliers* et la *forteresse de Salah ad-Din*, en Juillet 2006.

La Syrie a soumis au Centre du patrimoine mondial une Liste indicative dont la dernière révision date du 28/12/2006. Elle contient 15 sites patrimoniaux majeurs du pays.

Depuis l'an 2000, le gouvernement syrien a entamé le processus de nomination du site des *villages antiques du Nord de la Syrie* à travers une série de colloques et de missions nationales et internationales. Le travail de préparation du dossier de nomination a démarré en 2006/07 et a abouti à la soumission du dossier (et de ce Plan de gestion) au Centre du patrimoine mondial en Janvier 2010.

1.3. Le rôle du Plan de gestion

Le paragraphe 97 des *Orientations devant guider la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial* (2005) affirme :

« *Tous les biens inscrits sur la Liste du patrimoine mondial doivent avoir une protection législative, à caractère réglementaire, institutionnelle et/ou traditionnelle adéquate à long terme pour assurer leur sauvegarde* ».

Les *Orientations* rappellent en outre, dans le paragraphe 108, que « *chaque bien proposé pour inscription devra avoir un plan de gestion adapté ou un autre système de gestion documenté qui devra spécifier la manière dont la valeur universelle exceptionnelle du bien devrait être préservée, de préférence par des moyens participatifs* ».

Cette condition préalable est essentielle et doit se refléter dans tous les nouveaux dossiers de propositions d'inscription.

Les *Orientations* donnent aussi des indications générales en termes de protection et de gestion. Comme énoncé au paragraphe 96, « *La protection et la gestion des biens du patrimoine mondial doivent assurer que la valeur universelle exceptionnelle, les conditions d'intégrité et/ou d'authenticité définies lors de l'inscription soient maintenues ou améliorées à l'avenir* ».

Le gouvernement syrien encourage activement et soutient la préparation de plans de gestion pour ses sites inscrits sur la Liste du patrimoine mondial et pour toute nouvelle candidature.

La nécessité de prévoir un plan de gestion, d'autre part, ne dérive pas seulement des recommandations internationales, mais aussi de l'analyse de la situation dans laquelle se trouvent *Les villages antiques du Nord de la Syrie* et leurs environs immédiats. Le site candidat est sis, en effet, dans une région en expansion autant sur le plan démographique que sur le plan économique. Pour pouvoir répondre aux objectifs fixés par la Convention de 1972, il est donc essentiel de garantir un cadre institutionnel clair et une coordination efficace capable de guider et de gérer le développement à long terme du site. Le plan de gestion devient alors le pivot de ce programme.

L'un des effets les plus évidents de l'inscription d'un site sur la Liste du patrimoine mondial est la plus grande sensibilisation du public au site et à sa valeur exceptionnelle et en conséquence, le développement/renfort des activités touristiques sur le site.

La planification et l'organisation de ce développement, conformément aux **principes du tourisme durable**, constituent l'un des éléments principaux de ce plan de gestion qui vise à permettre la protection de ce site paysager fragile et en même temps sa transformation en une source majeure de revenus pour le site et l'économie locale.

Au cours des dernières décennies, une réflexion approfondie a été menée en matière de gestion du patrimoine. Un système de gestion ne peut pas être réduit à un plan de conservation ou d'entretien, ni à des projets de restauration architecturale présents, passés ou futurs, ou à un plan de gestion des visiteurs, mais doit être plutôt un document d'ensemble dont ces opérations essentielles ne sont que des éléments.

Le but de ce document est de définir un cadre pour la gestion, l'entretien et la mise en valeur du site des *villages antiques du Nord de la Syrie* qui puisse être acté par le niveau politique et mis en œuvre par les gestionnaires de la DGAM.

Ce document est basé sur les standards internationaux de gestion et préservation du patrimoine culturel. Les principes énoncés dans ce document seront déclinés dans un plan d'action, réaliste et réalisable, qui permettra sa mise en œuvre sur le terrain.

1.4. Statut du Plan de gestion

Par l'adoption de ce Plan de Gestion, les autorités syriennes expriment leur détermination à préserver le site des *villages antiques du Nord de la Syrie* en tant que paysage culturel. Elles ont l'intention d'inscrire le Plan de Gestion dans un projet de développement touristique et culturel pour les prochaines années.

Le Plan de Gestion contient les options stratégiques et les orientations officielles pour la conservation du patrimoine et la gestion du territoire à l'intérieur du périmètre proposé pour l'inscription, qui doivent être observées par toutes les parties concernées : les autorités publiques (DGAM, ministère du Tourisme, Gouvernorats, etc.), la communauté locale et le secteur privé.

Le but du Plan de Gestion est la définition d'une politique de planification et d'un cadre institutionnel capable de répondre aux exigences de l'UNESCO pour le classement du site des *villages antiques du Nord de la Syrie* sur la Liste du patrimoine mondial.

Ce Plan de Gestion est approuvé par le Premier Ministre, par le Ministre de la Culture et par les gouverneurs des régions de Idleb et d'Alep afin de lui donner le niveau maximal de soutien administratif et politique et de le rendre incontournable pour toutes les parties concernées.

Le Plan de Gestion fixe des objectifs stratégiques pour les *villages antiques du Nord de la Syrie*. Leur mise en œuvre requiert des normes opérationnelles complémentaires qui devront être adoptées par les Ministères concernés et par les gouverneurs. Des mesures concrètes et précises devront être prises afin de traduire, dans un processus continu, les objectifs stratégiques du plan en actions concrètes.

Un système de suivi, à même d'évaluer en continu l'impact réel des actions sur le terrain, permettra de définir et entreprendre les éventuelles mesures correctives nécessaires.

Le plan de Gestion se base sur le concept de développement durable, qui pourrait être défini, de la façon la plus simple possible, comme « un développement qui réponde aux besoins d'aujourd'hui sans mettre en péril la possibilité des générations futures de répondre à leurs besoins ».

Ce Plan prend aussi en compte la *Déclaration de Budapest* sur le patrimoine mondial qui stipule que :

« *Compte tenu de l'ampleur des défis à relever en faveur de notre patrimoine commun, nous :*

...

- c. *veillerons à maintenir un juste équilibre entre la conservation, la durabilité et le développement, de façon à protéger les biens du patrimoine mondial grâce à des activités adaptées contribuant au développement social et économique et à la qualité de vie de nos communautés ;*
- d. *unirons nos efforts pour coopérer à la protection du patrimoine, tout en reconnaissant que le fait de porter atteinte à ce patrimoine, constitue une atteinte à l'esprit humain et à l'héritage commun de l'humanité ;*
- e. *défendrons la cause du patrimoine mondial par la communication, l'éducation, la recherche, la formation et la sensibilisation ;*
- f. *veillerons à assurer, à tous les niveaux, la participation active de nos communautés locales à l'identification, la protection et la gestion des biens du patrimoine mondial. »*
(art. 3)

1.5. Le cadre légal de protection

Le site des *villages antiques du Nord de la Syrie* se compose de huit parcs archéologiques non contigus situés dans les gouvernorats d'Alep et de Idleb.

Les parcs incluent, sur une surface totale d'environ 130 km², une quarantaine de sites archéologiques classés et des territoires présentant des caractéristiques paysagères et culturelles de valeur universelle exceptionnelle.

Le statut juridique des sites archéologiques à l'intérieur des périmètres des parcs proposés pour l'inscription sur la Liste du patrimoine mondial est défini par la Loi des Antiquités (dont la version française est jointe en annexe).

La protection du territoire des parcs en dehors des sites archéologiques est assurée par huit décrets primo-ministériels (voir originaux arabes en annexe). À la date du dépôt du dossier de nomination, ces décrets sont signés par le Ministre de la Culture et sont à la signature du Premier Ministre.

En effet, le cadre légal existant ne prévoit pas de mécanismes permettant la protection du paysage. Afin de rendre possible la candidature des *villages antiques du Nord de la Syrie* en tant que « paysage culturel » il a donc été nécessaire de renforcer le cadre législatif par des Décrets du Président du Conseil des Ministres visant à étendre les compétences de la DGAM des seuls sites archéologiques au territoire inclus dans le périmètre de chaque parc.

Le principe fondamental à la base de la protection du paysage est le « principe de non constructibilité » à l'intérieur des périmètres des parcs (art. 7). Suivent, par importance, les articles autorisant les activités agricoles traditionnelles (art. 9), interdisant toute activité industrielle (art. 13), interdisant la création d'infrastructures touristiques (art. 14) et de réseaux d'infrastructures (art. 17).

Chaque restriction prévoit une série d'exceptions qui visent à rendre possible le développement et la vie des habitants à l'intérieur des parcs sans pour autant mettre en danger ni le paysage ni les sites archéologiques. Ces « exceptions » répondent non seulement aux besoins légitimes des résidents, mais aussi aux exigences de mise en valeur durable du territoire des parcs archéologiques.

Le texte des décrets :

- définit les conditions générales et spécifiques d'exploitation des parcelles à l'intérieur des sites et du parc archéologiques ;
- délimite les conditions d'exercice des activités de construction, des activités agricoles, artisanales, industrielles et d'installation des infrastructures de base et des infrastructures touristiques ;
- assure la protection des sites archéologiques et des paysages culturels à l'intérieur du périmètre du parc archéologique ;
- crée les conditions cadres pour l'adoption et l'exécution de plans de protection, d'aménagement et de promotion du parc archéologique.

Chapitre 2. La gestion des sites

2.1. Les principes du Plan de gestion

Le concept de paysage culturel est un concept relativement nouveau dans le monde du patrimoine dans son ensemble et particulièrement en Asie et dans la région arabe ; la mise en place de campagnes de sensibilisation de la population est donc particulièrement importante pour la conservation des paysages culturels.

La nomination du site des *villages antiques du Nord de la Syrie* pour l'inscription sur la Liste du patrimoine mondial est l'occasion d'engager la conscience collective sur la problématique des paysages culturels au-delà de la nomination même, puisque ce type de site devrait toujours être mis en valeur, même quand il n'est pas reconnu au niveau international.

Dans un « paysage culturel » les monuments, les vestiges archéologiques, la nature, et les traces de l'activité humaine ancienne et de sa continuité jusqu'à nos jours, jouent tous un rôle complémentaire qui participe à la définition d'un ensemble dont la valeur dépasse celle de la somme de ses parties.

Les paysages culturels sont des sites habités et/ou cultivés par des populations locales; afin d'en garantir la protection, il est essentiel qu'une grande partie des tâches de conservation soit confiée à des membres de ces communautés, avec des formations et une supervision appropriées, afin que celles-ci soient en mesure de consolider leur propre patrimoine.

L'expérience internationale montre que le développement touristique des paysages culturels est inévitable. Il apparaît alors qu'une importante partie du processus de préservation consiste à informer les visiteurs de la valeur du paysage, des caractéristiques qui en font son authenticité et de la responsabilité de chacun pour sa sauvegarde.

Le plan de gestion veillera d'une part à l'intégration des habitants à la gestion du site et, d'autre part, à ce que l'exposition didactique proposée sur les sites soit plus qu'une simple histoire narrative mais qu'il contribue aussi à la préservation du site.

En effet, comme le soulignent les protocoles de Hoi An¹ desquels se sont largement inspirées les considérations présentées dans ce paragraphe, lorsqu'on intervient pour « conserver » un paysage culturel, le but n'est pas seulement de le sauvegarder en tant que vestige historique, mais aussi en tant que système vivant et matrice d'un développement culturel à venir. À cette fin, notamment, les paysages agricoles doivent continuer à être économiquement viables dans les limites du maintien de l'authenticité du site.

1 - Le texte original en Anglais, *Hoi An Protocols*, établis par le bureau régional de l'UNESCO à Bangkok pour la région Asie, est disponible en ligne à l'adresse suivante : <http://www2.unescobkk.org/elib/publications/242/>

2.2. L'élaboration du Plan de gestion

2.2.1 *Études existantes*

Après les travaux pionniers du XIX^{ème} siècle, et les études et les campagnes de fouilles de l'époque du Mandat Français sur la Syrie, de nombreuses recherches sont actuellement en cours dans la région.

Parmi celles-ci, particulièrement importantes pour la région du Massif calcaire et *les villages antiques du Nord de la Syrie* sont les fouilles menées par les équipes françaises en collaboration avec la DGAM, et notamment celles de la Mission archéologique Syro-française de la Syrie du Nord (MASFSN) dirigées par le regretté Georges Tate et par Maamoun Abdulkarim, et celles de la mission de Saint Siméon (dirigée par Jean-Luc Biscop). De nouvelles campagnes sous la direction d'archéologues syriens sont programmées sur le site de Ruweiha, à l'intérieur des parcs archéologiques.

Tous les programmes de fouilles, qu'ils soient nationaux, internationaux ou en partenariats, prévoient une phase dédiée à la préservation des vestiges archéologiques.

Des plans détaillés de mise en valeur (actuellement en cours de réalisation) existent pour le site de Sergilla (Jabal Zawiyah) et la région de Brad (Jabal Sema'an), alors que les lignes directrices pour le développement du site de Saint Siméon sont esquissées dans un plan établi avec le concours du Fond Arabe pour le Développement.

2.2.2. *La situation actuelle sur le terrain*

Depuis le début du travail, et ce régulièrement, des séances avec les résidents et les maires des villages ont été organisées afin de présenter le projet de classement.

L'explication à la population des principes qui fondent le processus de classement est particulièrement essentielle dans le contexte du Massif calcaire.

En effet, les habitants des villages et des hameaux de la région sont régulièrement confrontés aux interdits et aux limitations imposés par la DGAM dont ils ne comprennent pas toujours les raisons. Jusqu'à présent, le système de contrôle de la DGAM sur le territoire s'est limité à l'application des sanctions contre les transgresseurs de la Loi des antiquités, mais il n'a pas pu prendre en compte les exigences de la population et les besoins causés par l'accroissement de celle-ci. Le décalage entre les aspirations légitimes de la population d'une part, et l'exigence de préserver les sites de l'autre, est souvent total.

L'une des aspirations du plan de gestion des *villages antiques du Nord de la Syrie* est de mettre en place des mécanismes favorisant le développement durable de la région dans le but d'intégrer politique de préservation du territoire et des vestiges archéologiques d'une part, et développement de l'autre.

Cette politique demande la création d'un nouveau rapport avec la population basé sur l'écoute et la compréhension des besoins des deux parties, sur l'identification de zones de développement pour les villages et sur le développement d'une économie locale basée sur le tourisme culturel. La protection à long terme du paysage culturel et des sites archéologiques ne sera possible que si elle comporte une amélioration sensible du niveau de vie la population du massif, qui devra être la première bénéficiaire du classement des parcs archéologiques. Le classement des sites offrira de nouvelles opportunités de travail (guides, gardes, mais aussi propriétaires de restaurants, cafés, et *bed and breakfast* et toute autre activité liée au tourisme durable) et non uniquement — comme c'est souvent le cas aujourd'hui — de nouveaux interdits accompagnés parfois de la démolition de maisons illégalement construites à proximité des sites archéologique.

L'explication des enjeux et de la signification du classement est donc un élément essentiel de la politique de préservation du site des *villages antiques du Nord de la Syrie*. Un pas important dans cette direction, au-delà des rencontres informelles lors des visites du site par les membres du département de la gestion des sites de la DGAM, a été le colloque international dédié à la présentation du projet de classement organisé — grâce à l'Assistance Internationale octroyée par le Centre du patrimoine mondial à la République arabe syrienne pour soutenir la préparation du dossier de candidature des *villages antiques du Nord de la Syrie* sur la Liste du patrimoine mondial — à Idleb en avril 2008.

Les échanges, souvent vifs, entre les participants ont été l'occasion d'un véritable débat ouvert et constructif entre populations locales, administrateurs locaux et membres de la DGAM et du ministère de la Culture.

D'autre part, la décision de proposer le classement des *villages antiques du Nord de la Syrie* sur la Liste du patrimoine mondial et la préparation du dossier de candidature ont permis de concentrer l'attention des autorités syriennes sur la protection du territoire vis-à-vis de tout nouveau projet de développement urbain. Cette volonté affichée de l'État a permis notamment de remettre en question un projet soutenu par le Syndicat des ingénieurs de Syrie qui prévoyait la création d'une ville nouvelle dans les alentours d'Alep, sur une zone où aujourd'hui est situé l'un des parcs archéologiques.

La nomination des *villages antiques du Nord de la Syrie* pour l'inscription sur la Liste du patrimoine mondial fait en effet partie d'une stratégie plus vaste de la part de l'État syrien visant à la protection et à la mise en valeur du territoire et de la région dans une optique de développement économique durable.

Le plan de Gestion présenté dans les pages suivantes a été établi par la Direction générale des Antiquités et des Musées de la République arabe syrienne entre décembre 2008 et janvier 2010 en tant que partie intégrante du dossier de candidature pour l'inscription sur la Liste du patrimoine mondial. Il prend en compte l'ensemble des études et rapports disponibles à ce jour et intègre les principes directeurs des plans actuellement en cours d'élaboration.

2.2.3 Structure du Plan de gestion

Le plan de gestion se divise en trois sections :

- Première partie : aperçu général
- Deuxième partie : plan de gestion
- Troisième partie : plan d'action

La troisième partie, qui est une sorte de document indépendant présentant les activités et les priorités de l'équipe en charge de la gestion du site, ne pourra être faite que dans le courant de l'année 2010, lorsque la structure de gestion aura été formellement établie et aura commencé son travail sur le terrain.

2.3. Les limites du Plan de gestion

Le plan de gestion est un document de principe fixant des stratégies d'intervention et définissant une structure de gestion et des mécanismes de coordination entre les divers organismes publics en charge des différents aspects liés à la gestion et au développement du territoire.

Néanmoins, le plan de gestion ne veut, et ne peut pas se substituer à d'autres mécanismes politiques de gestion du territoire aux différentes échelles, et notamment aux plans directeurs nationaux établis par l'État et définissant les grands axes de développement (réseaux de transport, urbanisation, etc.) qui dépassent les prérogatives de ce document.

D'autre part, l'existence d'un plan de gestion censé coordonner les activités des acteurs locaux à l'intérieur des parcs archéologiques (et dans leurs abords immédiats) ne doit pas exclure (mais au contraire devrait favoriser) l'élaboration d'une planification à l'échelle régionale qui puisse définir les politiques de développement pour l'ensemble du Massif Calcaire.

Cette planification à l'échelle régionale, s'appuyant sur une cartographie à l'échelle du 1/100 000, devrait définir, par exemple, les zones urbanisables, le réseau routier régional et la localisation d'éventuelles zones touristiques.

Elle devra être mise en œuvre en collaboration et en accord avec les Maisons du patrimoine prévues par le plan de gestion afin de coordonner les stratégies pour le territoire environnant et celles pour l'intérieur des parcs archéologiques.

Chapitre 3. Description et signification du site

3.1. La valeur universelle exceptionnelle du site

Le paysage culturel des *villages antiques du Nord de la Syrie* forme un ensemble unique, caractérisé non seulement par l'interaction entre le site naturel et l'œuvre de l'homme pendant plusieurs siècles, mais aussi par la longue période d'abandon qui a permis un degré extraordinaire de conservation des ruines et du paysage.

La candidature du site des *villages antiques du Nord de la Syrie* pour l'inscription sur la Liste du patrimoine mondial permet, d'une part, de sauvegarder un paysage antique extraordinaire — préservant les traces laissées sur le territoire par les sociétés païennes d'abord, puis chrétiennes, qui vécurent dans la région entre le I^{er} et le VII^e siècle — et d'autre part, de mettre en place les mécanismes permettant de diriger et contrôler l'évolution de la région selon les principes du développement durable.

Les huit parcs présentent un territoire où les traces de l'implantation antique de l'homme sont encore pleinement visibles et où l'activité de l'homme a contribué, depuis l'antiquité, à modeler et former un paysage qui garde encore aujourd'hui les caractéristiques qu'il possédait à la fin de l'Antiquité et à l'époque byzantine.

L'état exceptionnel de conservation des vestiges (monumentaux et vernaculaires) et du paysage, qui a été longtemps abandonné par l'homme, permet aujourd'hui un aperçu unique et incomparable sur le mode de vie des habitants de cette région et, par conséquent, sur les caractéristiques de la vie dans les zones rurales à la fin du monde antique.

La valeur exceptionnelle universelle du site des *villages antiques du Nord de la Syrie* est renforcée par l'état extraordinaire de conservation des vestiges : tombeaux, maisons, temples, églises et couvents conservent souvent leurs maçonneries d'origine jusqu'aux corniches des toitures. L'intégrité du paysage et des sites, où seules manquent les parties en bois et les décors qui n'ont pas résisté au passage du temps, est unique.

Les huit zones sélectionnées ont préservé de façon extraordinaire aussi le paysage fossile et, dans ces zones, la population (quelques milliers d'habitants) a essentiellement repris — et ainsi perpétué — des activités traditionnelles proches de celles de l'Antiquité, protégeant ainsi le paysage en le faisant revivre. Plantations d'oliviers, de blé, de vignes et d'arbres fruitiers à petite échelle, et des activités traditionnelles d'élevage de chèvres et de moutons, non seulement ne risquent pas d'endommager le paysage antique, mais contribuent de façon significative à la préservation et à la compréhension du mode de vie propre à la région dans le passé.

3.2. Les limites du site et les caractéristiques formelles de la nomination

Le parti retenu pour le dossier de candidature a été de proposer pour l'inscription huit zones indépendantes qui constituent une synthèse des différents types de paysages et de sites du Massif calcaire.

Ces zones, définies sur la base de leurs caractéristiques paysagères et archéologiques, permettent de proposer sur une superficie restreinte un aperçu significatif des paysages qui composent la région.

D'un point de vue formel, le site se définit comme un site « en série » composé de huit parcs archéologiques qui constituent, dans leur ensemble, un seul « paysage culturel ».

Le paysage culturel des *villages antiques du Nord de la Syrie* constitue, selon la définition proposée dans l'Annexe 3 des *Orientations* (§ 10), un « paysage évolutif relique » qui a subi un processus évolutif arrêté vers le X^{ème} siècle, mais dont les caractéristiques essentielles restent matériellement visibles.

Les périmètres des parcs suivent les lignes de crête et isolent des bassins visuels où l'impact des nouvelles installations « industrielles » et des nouveaux centres habités est presque inexistant.

De la sorte, les huit parcs jouissent d'un paysage « intègre » et possèdent donc « tous les éléments nécessaires pour exprimer leur valeur universelle exceptionnelle » (*Orientations*, Annexe 3, § 88).

En tant que « paysage culturel » la création d'une Zone Tampon de protection autour du site ne s'impose pas de la même façon que pour les sites monumentaux ou les ensembles urbains isolés. De nombreux cas de paysages culturels inscrits sur la Liste du patrimoine mondial illustrent cette spécificité et ne possèdent pas de zone tampon.

Dans le cas des *villages antiques du Nord de la Syrie*, les périmètres des parcs isolent des ensembles cohérents qui protègent les cônes visuels depuis et vers les sites de toute atteinte majeure car les limites des zones suivent l'orographie du territoire.

D'autre part, la présence de nombreux autres sites archéologiques protégés par la Loi des Antiquités en dehors et autour des parcs — chacun doté d'un périmètre de protection les entourant — et les lois relatives à l'utilisation du territoire (Loi de l'agriculture et Loi de protection de l'environnement notamment) garantissent une protection complémentaire à la région.



DEUXIÈME PARTIE – PLAN DE GESTION

Chapitre 1. Introduction

Le Gouvernement Syrien a préparé, en coopération avec une équipe d'experts internationaux, le dossier du classement des *villages antiques du Nord de la Syrie* sur la Liste du patrimoine mondial.

Les huit parcs archéologiques proposés pour l'inscription sont situés dans les deux gouvernorats d'Alep et de Idleb, et appartiennent administrativement à trois directions locales distinctes de la Direction Générale des Antiquités et des Musées (DGAM) : la Direction d'Alep, celle de Idleb et celle de Maarat an-Noman.

Le dossier de candidature propose le classement du paysage culturel des *villages antiques du Nord de la Syrie* au-delà de la qualité et du nombre de monuments, sites archéologiques et autres vestiges présents dans ces parcs archéologiques.

Le but étant de garantir la protection, la préservation, et la mise en valeur de ces ensembles, avec toutes leurs richesses, culturelles et naturelles, qui contribuent à former un paysage culturel unique de valeur universelle exceptionnelle.

L'élaboration et la mise en œuvre d'un système de gestion pour un ensemble si vaste et complexe exige une coopération étroite entre tous les ministères et toutes les directions locales concernées de la DGAM, mais aussi une coordination au niveau central qui permette de définir les procédures et les mesures de protection, de gestion et de préservation de ce site.

Un projet ambitieux comme celui-ci — qui vise à mettre en œuvre une gestion efficace des parcs archéologiques — doit être soutenu par une volonté politique claire, forte et constante et demande un suivi continu aux plus hauts niveaux du Gouvernement Syrien.

1.1. L'importance de la création d'un système de gestion

Le projet d'inscription des *villages antiques du Nord de la Syrie* sur la Liste du patrimoine mondial constitue un enjeu majeur pour l'avenir de la Syrie et est une aspiration stratégique légitime, étant donné la qualité et la signification de cet ensemble exceptionnel et unique.

L'élaboration d'un système de gestion pour ces sites joue le rôle d'une véritable « soupape de sûreté » afin de protéger la valeur universelle exceptionnelle de ces sites et du paysage par laquelle ils se distinguent.

La politique d'ouverture du gouvernement, le développement économique général de la région, la création de programmes pour le développement du tourisme, et l'exploitation quelque peu « anarchique » de quelques-uns des sites proposés constituent, en même temps, des opportunités et des menaces pour la conservation des sites. L'élaboration d'une stratégie de gestion, capable de permettre le suivi constant de l'évolution sur le terrain et le contrôle réel du territoire, devient donc prioritaire.

Les parcs archéologiques requièrent, au regard de leur signification historique et environnementale exceptionnelle, la mise en œuvre d'une stratégie nationale pour l'ensemble de la région basée sur les principes du développement durable, seule garantie de leur préservation, leur mise en valeur et une reconnaissance internationale.

Les plans et les projets pour le développement et la conservation de ces zones — et de l'ensemble de la région du Massif calcaire — devront assurer un équilibre entre protection et conservation des valeurs archéologiques, esthétiques et naturelles des parcs archéologiques d'une part, et répondre aux besoins des habitants de l'autre.

La priorité aujourd'hui est donc d'arriver à établir les principes qui doivent diriger le développement et définir les projets qu'il faut réaliser pour assurer la gestion durable des parcs archéologiques.

1.2. Les caractères requis pour le système de gestion

La valeur historique, esthétique et écologique des parcs archéologiques impose que l'organisme en charge de leur gestion, conservation, restauration et mise en valeur soit capable d'opérer selon les plus hauts standards de qualité, de compétence et d'efficacité.

La structure de gestion des parcs doit avoir une vision à long terme et une stratégie permettant une coordination efficace aux niveaux de la région et de l'État, de sorte que les décisions prises et les procédures lancées soient compatibles avec les principes du classement sur la Liste du patrimoine mondial, mais aussi qu'elles soient réalisables, qu'elles puissent dépasser les obstacles bureaucratiques existants et permettre de concentrer l'action de tous les organismes et pouvoirs vers le but souhaité de façon rapide et efficace.

La « coordination » est le mot-clé de toute politique de gestion. Si une coordination efficace entre les partenaires est mise en œuvre, il sera possible non seulement d'arriver à une politique commune pour les huit parcs, mais aussi de donner à chaque partenaire un rôle précis à l'intérieur d'une stratégie approuvée par tous.

Cette remarque d'ordre général souligne l'importance de l'adoption de la stratégie de gestion aux niveaux national et régional et de la mise en œuvre de mécanismes d'articulation avec les partenaires locaux.

Chapitre 2. Cadre conceptuel et structurel du système de gestion

Pour assurer le succès du système de gestion et permettre la mise en œuvre du plan, il est indispensable de :

- 1) Déterminer la structure de gestion et ses tâches de façon détaillée, en collaboration avec les partenaires concernés.
- 2) Définir exactement les fonctions et les postes à l'intérieur de la structure de gestion et déterminer les rôles respectifs du personnel.
- 3) Déterminer les capacités, les expertises et les qualifications requises pour que les employés puissent remplir leurs fonctions.
- 4) Créer un mécanisme d'évaluation, de révision et de suivi.
- 5) Identifier les mécanismes de coordination entre les responsables de la structure de gestion et :
 - les directions locales et régionales de la DGAM, au niveau de l'État comme au niveau local ;
 - les directions locales et centrales du ministère du Tourisme ;
 - les bureaux techniques des Gouvernorats et les autres partenaires institutionnels (voir 2.2).

2.1. Mode de gestion des parcs archéologiques

La gestion des huit parcs archéologiques qui composent le site des *villages antiques du Nord de la Syrie* est confiée à deux nouvelles structures appelées « Maison du patrimoine », une pour les parcs dépendants du Gouvernorat d'Alep et une pour ceux dépendants du Gouvernorat d'Idleb. Les deux maisons auront les mêmes principes constitutifs, les mêmes tâches et les mêmes modes de fonctionnement.

Les principes sur lesquels repose le système de gestion sont présentés ci-dessous.

- 1) La gestion des parcs archéologiques requiert des connaissances scientifiques, techniques et administratives spécifiques, en accord avec les indications des conventions et des orientations internationales. Toute personne impliquée dans la gestion des parcs doit être en mesure d'en comprendre la signification et la valeur culturelle et archéologique.
- 2) La direction de la « Maison du patrimoine » doit rechercher, dans la gestion des parcs archéologiques, la participation active de tous ceux qui ont une relation spécifique avec les sites — matérielle ou morale — et manifestent la volonté de participer à leur gestion.
- 3) La structure de gestion doit gérer les parcs archéologiques avec toutes les ressources humaines et financières à sa disposition afin d'en préserver les éléments originaux, en veillant qu'aucun des éléments archéologiques essentiels ne soit modifié et qu'aucune atteinte ne soit portée au paysage culturel.
- 4) La réalisation des objectifs de la « Maison du patrimoine » est une responsabilité commune de la société, de l'État et des institutions régionales, y compris les organisations civiles (ONG). La

direction de la « Maison du patrimoine » sera responsable de la mise en œuvre de la stratégie de gestion en vertu des pouvoirs qui lui sont confiés.

- 5) Dans l'exercice de ses pouvoirs, la direction de la « Maison du patrimoine » doit, autant que possible, coopérer et coordonner ses activités avec les différentes autorités et institutions locales actives dans la région (universités, institutions scientifiques existantes, organisations civiles et personnes) et les encourager à remplir un rôle actif pour réaliser des tâches définies.
- 6) La direction de la « Maison du patrimoine » doit chercher, dans le cadre de ses activités visant à la protection des parcs archéologiques, à assurer la plus vaste collaboration possible des groupes et des individus qui s'occupent de la conservation du patrimoine et le transmettent aux nouvelles générations
- 7) La gestion des parcs archéologiques se base sur les décrets de classement — et notamment sur leurs dispositions générales, considérations générales et dispositions finales — et sur le renforcement de la direction de la « Maison du patrimoine » en collaboration avec les autorités concernées, qui mettra en œuvre les plans détaillés de gestion selon les besoins du site.
- 8) Il est prioritaire de protéger le paysage culturel des *villages antiques du Nord de la Syrie* avec toutes ses composantes. Pour ce faire, il faut définir des principes de planification capables de maîtriser le développement et la croissance sur le terrain et l'équilibre entre protection des sites et contrôle de la communauté locale d'une part, et prise en compte des besoins et exigences légitimes de celle-ci de l'autre. Cet équilibre doit notamment permettre le développement des activités économiques et l'amélioration des conditions de vie dans la région qui peuvent être obtenues à travers le développement du tourisme culturel et d'une agriculture durable. Il est très important, d'autre part, que tout développement de services et d'activités à l'intérieur des parcs soit en accord avec la signification historique de la région et la protection de l'environnement.

2.2. Les partenaires de la gestion

La gestion du territoire des parcs archéologiques ne peut être uniquement du ressort de la Direction des Antiquités et des Musées de Syrie, mais demande la participation de nombreux partenaires. Parmi ceux-ci, il faut notamment compter :

1. La Direction générale des Antiquités et des Musées
2. Le ministère du Tourisme, Directions du tourisme à Alep et Idleb
3. Le ministère de la Direction régionale : le Gouvernorat d'Alep, les municipalités dont dépendent les parcs archéologiques.
4. Le ministère de l'Éducation: les Directions de l'éducation à Alep et Idleb
5. Le ministère du Transport
6. Le ministère de l'Agriculture
7. Le ministère de l'Électricité
8. Le ministère de la Santé
9. Le ministère des Affaires sociales et du travail

2.3. Les rôles des principaux partenaires

Toute activité à l'intérieur des parcs archéologiques sera soumise et devra respecter les réglementations et limitations prévues par les décrets de classement qui seront mis en œuvre, dans le cadre d'une vision générale de développement pour la région, définie au niveau national sur la base des propositions de la Maison du patrimoine, en coordination et concertation avec les autorités concernées.

La **Direction générale des Antiquités et des Musées** (DGAM), avec ses directions locales, est responsable de la gestion, de la protection, de la conservation, des études et des recherches archéologiques et scientifiques à l'intérieur des parcs archéologiques (les compétences précises de la DGAM seront détaillées dans le cadre de la présentation des mesures de protection et des mécanismes de suivi).

Le **ministère du Tourisme** (MOT) est responsable de l'élaboration du plan de gestion touristique et de promotion visant à :

- Encourager la prise de conscience de la signification et de l'importance de la région des *villages antiques du Nord de la Syrie* de la population locale, afin d'en renforcer leur sentiment d'appartenance et d'en favoriser la protection ;
- Développer des stratégies touristiques et de marketing visant à faire connaître le site au niveau national et international ;
- Favoriser la visite touristique des parcs archéologiques par la mise en place de circuits de visites de plusieurs jours afin de revitaliser l'économie de la région ;
- Améliorer le niveau des services touristiques dans la région des *villages antiques du Nord de la Syrie* ;
- Diversifier l'offre touristique existante en favorisant le tourisme culturel et la création d'activités économiques basées sur la revitalisation des sentiers de randonnée, la mise en place de circuits équestres et toute autre activité semblable ;
- Envisager la possibilité de faire participer les visiteurs et les touristes aux travaux de restauration et de conservation des parcs archéologiques.

Les municipalités, au sein de chaque Gouvernorat, prendront en charge le développement de l'infrastructure de la société locale.

2.4. Mécanismes de coordination au niveau local

Les parcs archéologiques dépendent administrativement de plusieurs municipalités — reliées aux gouvernorats d'Alep et de Idleb — soumises aux dispositions de la Loi constitutive du ministère de la Direction régionale réglant et organisant les fonctions respectives des gouvernorats et des municipalités. Selon le texte légal, les Municipalités représentent le pouvoir exécutif sur le territoire et sont responsables des actions suivantes :

- 1) Le développement des infrastructures locales sur la base de plans établis, approuvés et financés par le Gouvernorat ;
- 2) La prévention, le contrôle et la résolution des infractions commises à l'intérieur des parcs archéologiques ;

- 3) L'autorisation de travaux et l'attribution des permis de construire, après accord des autorités archéologiques.

2.4.1. Mécanismes d'exécution

La mise en œuvre de la stratégie adoptée pour la protection et le développement des *villages antiques du Nord de la Syrie* concerne plusieurs entités administratives distinctes au niveau gouvernemental et même au niveau international.

Cette multiplicité de partenaires et d'administrations requiert la mise en place d'un système de coordination, au plus haut niveau possible, entre les partenaires afin de permettre l'exécution de la stratégie.

Les mécanismes d'exécution et de planification devront être flexibles et permettre à chaque partenaire — dans les limites fixées par l'organigramme de la structure de gestion — d'intervenir directement sur les plans afin de les adapter au fur et à mesure aux changements et aux nouveaux besoins des sites.

La mise en œuvre d'une politique de développement durable pour la région sera réalisée selon la méthodologie suivante:

- 4) Les postes devront être repartis entre les différents partenaires gouvernementaux — chacun y contribuant selon sa spécialité et ses aptitudes — dans le but de préparer les plans exécutifs nécessaires pour mettre en œuvre la stratégie de gestion.
- 5) L'élaboration de plans et programmes exécutifs exige que chaque partenaire gouvernemental de la structure de gestion s'engage à produire un plan exécutif à moyen terme, afin qu'il puisse être approuvé par ses organismes législatifs.
- 6) La « Maison du patrimoine » s'engage, en collaboration avec les autres partenaires concernés, à coordonner les plans et programmes exécutifs à moyen et court terme à travers des réunions régulières regroupant l'ensemble des partenaires concernés par chaque projet.
- 7) La « Maison du patrimoine » élaborera, en collaboration avec les autres partenaires, des projets collectifs et des plans d'action qui respectent le « format » nécessaire pour être approuvés et financés au niveau central et local. Pour ce faire, la « Maison du patrimoine » organisera des réunions de travail avec tous les partenaires concernés.

2.4.2. Protection et contrôle

Dans le domaine de la protection et du contrôle, la « Maison du patrimoine » sera en contact permanent, et coopérera, avec les autorités locales afin de les avertir de toute transgression de la loi à l'intérieur des parcs, de s'assurer de leur intervention dans les délais les plus brefs et de vérifier l'efficacité de leur intervention.

L'application rigoureuse du mécanisme de protection s'accompagnera d'un effort de transparence et de communication constant de la part de la « Maison du patrimoine » destiné aux habitants des parcs et de leurs alentours immédiats. Cet effort visera notamment à expliquer à la population le système de protection légale des parcs archéologiques et son rôle pour la conservation des valeurs exceptionnelles universelles du site de la survie desquels dépendra, dans une large mesure, le développement local et

l'attractivité touristique du lieu, et donc également les retombées économiques directes pour la population locale.

2.4.3. Tourisme

Dans le domaine touristique, la « Maison du patrimoine » collaborera avec le ministère du Tourisme et les Directions locales du tourisme, pour élaborer le plan de gestion touristique des *villages antiques du Nord de la Syrie*.

Cette collaboration permettra, à travers la connaissance précise des statistiques des visiteurs (nombre et nature des touristes), de définir et quantifier les services touristiques nécessaires. Ce travail devra toujours prendre en compte, de façon rigoureuse :

- 1) l'équilibre fragile existant entre utilisation et protection des sites ;
- 2) la nécessité que les retombées économiques du tourisme soient réutilisées en faveur de la conservation des sites et de l'amélioration des conditions de vie des habitants.

La coordination entre la « Maison du patrimoine » et le MOT permettra d'identifier les aménagements et équipements touristiques éventuels et leur emplacement, la production de circuits et l'aménagement des accès aux sites, afin de permettre une présentation des parcs archéologiques de haute qualité.

La collaboration avec le ministère du Tourisme concernera également les campagnes d'information et de sensibilisation pour la population et les touristes, la promotion de la région et la préparation des guides et de la documentation touristique.

Enfin, un autre domaine de compétence du MOT devra faire l'objet d'une activité en partenariat avec la « Maison du patrimoine » et les communautés locales : la création et la formation de guides touristiques et d'accompagnateurs pour les groupes. Ce personnel devra être recruté en partie parmi la population locale.

Chapitre 3. Plan de gestion

3.1. Exigences du système de gestion

Pour assurer la réussite et la réalisation de la stratégie de gestion il faut :

- 1) Identifier et créer des mécanismes de coordination entre les responsables de la DGAM et les autorités locales, régionales et nationales et la population locale.
- 2) Définir les tâches de la « Maison du patrimoine » (MP) de façon précise et détaillée en concertation avec les partenaires concernés.
- 3) Définir les caractéristiques des postes à créer dans la MP de façon précise, définir les rôles et les attribuer.
- 4) Définir les aptitudes, le niveau d'expertise et les qualifications requises pour les employés.
- 5) Créer un mécanisme pour évaluer, réviser et mesurer les résultats obtenus.

3.2. La vision du Plan de gestion

La protection, la préservation et la gestion des *villages antiques du nord de la Syrie* s'inscrivent dans une stratégie nationale visant à associer la gestion du patrimoine avec le développement économique local, et notamment avec le tourisme durable.

Le système de gestion vise à permettre le contrôle, la coordination et la mise en œuvre de toutes les activités et plans — en cours ou à l'état de projet — dans le site des *villages antiques du Nord de la Syrie*, selon le cadre prévu par les décrets de classement afin d'assurer la conservation et la mise en valeur de la valeur universelle exceptionnelle du paysage culturel des *villages antiques du Nord de la Syrie*.

Ce qui signifie que le plan de gestion est effectivement un véritable programme de développement durable de la région centré sur sa valeur patrimoniale ; un programme qui ne pourra être réalisé qu'à travers une coordination constante avec l'ensemble des partenaires concernés.

Le plan de gestion se réalisera à travers une série de plans d'action, chacun exigeant la mise en œuvre d'une série d'activités et de projets à réaliser dans des délais définis.

3.3. Les buts du Plan de gestion

- 1) La gestion, la protection, la préservation et la mise en valeur du paysage culturel des *villages antiques du Nord de la Syrie*.
- 2) Le développement — et le soutien — des activités économiques compatibles avec le développement durable prévu pour le site candidat à l'inscription sur la Liste du patrimoine mondial.

- 3) Le développement d'une stratégie de communication et de promotion du site au niveau national et international.
- 4) Le soutien aux recherches scientifiques dans les domaines de l'archéologie, l'architecture, la sociologie, l'économie, le tourisme et l'écologie concernant le site des *villages antiques du Nord de la Syrie*.
- 5) La mise en valeur du site en vue de son exploitation touristique, en accord avec les principes scientifiques et culturels développés pour les sites du patrimoine mondial.
- 6) Le renforcement des activités didactiques (aussi bien touristiques en concertation avec le MOT, qu'éducatives en collaboration avec le ministère de l'Éducation) et le soutien aux autorités concernées.
- 7) L'amélioration du niveau de vie de la population locale et le développement économique de la région centré sur une politique de développement durable du territoire.

3.4. La mission du Plan de gestion

La mission du plan de gestion des *villages antiques du Nord de la Syrie* — qu'accompliront les institutions centrales et locales, ainsi que tous les acteurs locaux — est de conserver le patrimoine et le paysage, tout en assurant un développement local durable.

Ainsi, la mise en œuvre du plan de gestion requiert une connaissance globale et approfondie de ses tenants et aboutissants, des rôles respectifs des parties concernées et des tâches qui leur incombent. La responsabilisation des acteurs, et leur engagement, sont les clés qui en assureront le succès, l'efficacité, et la durabilité.

Chapitre 4. La Maison du patrimoine

4.1. Définition

La « Maison du patrimoine » est une unité administrative, dépendante de la Direction générale des Antiquités et des Musées, créée dans le but de favoriser la conservation et la promotion du site des *villages antiques du Nord de la Syrie*, une fois celui-ci inscrit sur la Liste du patrimoine mondial.

C'est une organisation avec un statut juridique clair, à laquelle est alloué un budget régulier qui en permet le fonctionnement.

Elle contrôle et coordonne toutes les activités et tous les projets relatifs à la gestion des parcs — du simple entretien au développement local — et vérifie leur compatibilité avec les principes énoncés dans le dossier de candidature pour l'inscription sur la Liste du patrimoine mondial.

4.2. Le cadre proposé pour la gestion des *villages antiques du Nord de la Syrie*

L'intégration de la préservation du paysage naturel et culturel des parcs archéologiques avec la réalisation du développement durable de la région se fait en accord avec les stratégies définies au niveau national et avec la législation nationale, et notamment avec :

- Loi des antiquités, numéro 222 de 1963 avec toutes ses modifications,
- Loi de l'administration locale, numéro 51 de 1971.

D'autre part, les objectifs définis pour le plan de gestion du site sont en accord avec les chartes et les conventions internationales comme la Convention de l'UNESCO de 1972 concernant la protection du patrimoine naturel et culturel mondial.

4.3. Le rôle de la maison du patrimoine

La « Maison du patrimoine » est en charge de la gestion des parcs archéologiques, afin d'assurer la protection et la mise en valeur de leur valeur universelle exceptionnelle et la mise en œuvre de plans pour le développement durable de la région.

Elle agit avec l'assistance et l'appui des gouverneurs d'Alep et de Idleb, de la Direction générale des Antiquités et des Musées et du ministère du Tourisme, en coordination avec les autres autorités concernées.

4.4. Les tâches de la maison du patrimoine

La « Maison du patrimoine » établit les règles principales concernant la préservation des parcs archéologiques contre toute dégradation d'origine humaine et naturelle.

À cette fin, en coordination et en collaboration avec les autorités officielles spécialisées, elle est chargée de la protection, l'administration et la promotion des valeurs culturelles et naturelles, et de la valeur universelle exceptionnelle des *villages antiques du Nord de la Syrie*. Ses tâches sont :

- 1) Protection et amélioration de la connaissance des villages antiques :
 - a. L'identification et le recensement des problèmes existants et la participation aux recherches et aux études scientifiques nécessaires pour les résoudre. La Maison du patrimoine s'engagera à limiter l'apparition de nouveaux problèmes dans l'avenir.
 - b. La surveillance de toute activité nuisible qui pourrait affecter les parcs archéologiques par une action constante auprès des autorités officielles et des particuliers pour s'assurer du respect des obligations et des mesures adoptées.
 - c. La préparation et la mise à jour régulière d'une base de données concernant le patrimoine archéologique des *villages antiques du Nord de la Syrie*.
 - d. La préparation de plans pour affronter les risques existants et futurs qui menacent les parcs archéologiques.
 - e. La publication d'ouvrages concernant les parcs archéologiques et le développement du plan de gestion.
- 2) Relation avec les populations locales et développement durable :
 - a. L'établissement de relations de confiance et de respect mutuel avec la population locale
 - b. Le développement, par tous les moyens nécessaires, de la prise de conscience de la population locale de l'importance de la conservation du paysage culturel des *villages antiques du Nord de la Syrie* et de la préservation des vestiges archéologiques.
 - c. La facilitation de la mise en œuvre d'activités commerciales et économiques compatibles.
 - d. La vérification de l'application de la réglementation prévue pour les projets de développement agricole, commercial, touristique et résidentiel, afin d'assurer qu'ils ne portent pas atteinte à la valeur universelle exceptionnelle des *villages antiques du Nord de la Syrie*.
- 3) Coordination, administration et suivi :
 - a. La gestion des contrats avec les spécialistes et les experts ; la supervision des cahiers des charges techniques concernant les appels d'offres et les contrats pour la réalisation des projets ; la supervision de l'exécution du travail des entrepreneurs et du respect des prescriptions techniques.
 - b. La coordination directe et continue avec le ministère du Tourisme et les Départements locaux du MOT en ce qui concerne la mise en œuvre du plan de gestion et l'échange des informations.
 - c. La coordination des activités des deux « Maisons du patrimoine » situées dans les gouvernorats d'Alep et de Idleb, afin de permettre la mise en œuvre de la stratégie commune prévue pour l'ensemble des huit parcs composant le site des *villages antiques du Nord de la Syrie*.
 - d. L'amélioration de la capacité professionnelle de l'équipe responsable de la gestion des sites à travers des plans de formation pour le personnel de la « Maison du patrimoine ».
 - e. La surveillance quotidienne de l'état d'avancement du plan de gestion et de sa compatibilité avec les principes de la Convention de 1972 sur le patrimoine mondial.

- 4) La coordination avec les missions archéologiques travaillant sur les sites.
- 5) La collaboration avec les autorités gouvernementales et régionales concernées dans l'élaboration de plans de développement (de standard international) pour les alentours immédiats des parcs et pour l'ensemble de la région du Massif calcaire.

4.5. L'administration financière de la Maison du patrimoine

La Syrie possède un patrimoine culturel d'une richesse et d'une variété extraordinaires ; l'État syrien engage des moyens considérables, tant financiers qu'humains, pour la protection et la gestion de son patrimoine architectural et archéologique.

Le ministère des Finances alloue à la Direction générale des Antiquités et des Musées l'ensemble de son budget pour l'exécution des fouilles et des tâches de restauration, mais le système actuellement en place ne prévoit pas la possibilité de sources de financement complémentaires (secteur privé, communautés, groupes civiques, etc.).

Même si les sommes engagées par l'État permettent à la DGAM d'accomplir ses tâches, il serait souhaitable que *Les villages antiques du Nord de la Syrie* puissent constituer une exception et recevoir ainsi des financements complémentaires externes, afin de réaliser une politique de gestion efficace sur le terrain. Néanmoins, il n'existe pas, en l'état actuel, un système et des mesures claires permettant une administration financière indépendante des sites archéologiques.

Dans le but de définir une stratégie de ce type, il faut considérer attentivement le cadre réglementaire existant :

- Actuellement, la loi des antiquités ne se prononce pas sur l'allocation des ressources financières pour la protection, la conservation et la gestion.
- La gestion de tous les sites archéologiques et des musées s'effectue à travers un système gouvernemental d'administration centralisée (les recettes des sites sont versées au ministère des Finances et rentrent dans le budget général de l'État).
- Il n'existe aucun système légal permettant au secteur privé de gérer et de financer des sites patrimoniaux.

À la lumière de ce qui précède, et étant donné le système de partage des responsabilités pour l'exécution des plans de développement des parcs, il y a trois seules sources financières possibles pour financer les projets proposés par la stratégie de développement durable :

- Le financement national : chiffré par les institutions gouvernementales dans leurs plans selon les mécanismes propres à chaque organisme et selon les priorités de développement de chaque institution.
- Le financement local : à travers les budgets alloués annuellement à la Maison du patrimoine par le budget général de l'État, via le budget de la DGAM.
- Les donations financières : elles peuvent être reçues par des donateurs (privés et publics) pour financer des projets précis, dans le cadre de projets de coopération entre des institutions spécialisées et la Maison du patrimoine. Ces sommes seront gérées par le président du Haut Comité d'Orientation (voir § 5.7).

La promotion du patrimoine de la Syrie, et donc celle des *villages antiques du Nord de la Syrie*, nécessite une nouvelle stratégie nationale qui devrait s'appuyer sur un « Département de la planification et du financement » et sur un système permettant d'assurer des ressources financières complémentaires provenant de divers secteurs (public, privé et civil).

Il est donc prioritaire de prévoir un amendement législatif qui puisse baser ce processus qui permettra à chaque site archéologique un revenu durable pour couvrir les dépenses et les besoins de la DGAM.

Une fois fondée, la Maison du patrimoine pourra, grâce aux ressources financières provenant du budget de la Direction générale des Antiquités et des Musées, mener à bien les tâches qui lui sont confiées dans les domaines de la conservation, de la restauration, des fouilles et de la protection selon le plan de gestion établi pour le site.

Le ministère du Tourisme financera le plan touristique, et les municipalités le développement des infrastructures, en accord avec le plan global de gestion du site.

4.5.1 Conditions nécessaires au fonctionnement de la MP

Première phase : mise en place

Une fois la « Maison du patrimoine » établie, des ressources financières seront régulièrement allouées par la Direction Générale des Antiquités et des Musées pour couvrir les dépenses relatives à :

- Les dépenses administratives pour les sièges de la « Maison du patrimoine » à Alep et à Idleb et les moyens de transport ;
- L'inventaire du site, les relevés topographiques et les plans de restauration ;
- Le budget annuel pour l'activité courante dans les parcs archéologiques : entretien, restaurations, fouilles, interventions d'urgence, protection, gardiennage, établissement de nouvelles activités dans le site (musée, centres de visiteurs, gardes) et infrastructures (eau, communication, etc.) ;
- Les travaux supplémentaires non prévus par le plan de travail annuel ;
- Les salaires de l'équipe de la Maison du patrimoine et le financement de sa formation.

Deuxième phase : fonctionnement régulier

- Les deux maisons du patrimoine à Alep et Idleb devront présenter un plan annuel de travail incluant une estimation du budget nécessaire ;
- Les sommes prévues seront spécifiées dans le budget annuel de la DGAM ;
- Les activités touristiques, et notamment la préparation du plan de gestion touristique, seront financées par le ministère du Tourisme ;
- Les municipalités financeront l'exécution des infrastructures.

Chapitre 5. Organigramme et description des postes

5.1. Organigramme proposé pour la Maison du patrimoine

La structure administrative de la Maison du patrimoine (MP) est présentée dans l'organigramme ci-joint. Cette structure n'a pas encore été officiellement approuvée et reste donc provisoire.

L'organigramme a été élaboré par la DGAM et a été déjà soumis à l'approbation informelle du MOT. La discussion avec les Gouverneurs d'Alep et de Idleb, partenaires essentiels de la structure de gestion, est actuellement en cours.

Le schéma (voir page suivante) montre les trois partenaires principaux de l'institution, le ministère de la Culture / DGAM, le ministère du Tourisme et les Gouvernorats, leurs systèmes d'organisation internes et les relations existantes entre ces institutions et la maison du patrimoine aux niveaux central et local. L'intérêt principal de cet organigramme est d'explicitier les mécanismes de coordination prévus entre ces trois institutions afin de permettre une gestion intégrée du territoire des parcs archéologiques et de mettre en exergue les niveaux de coordination « horizontaux » :

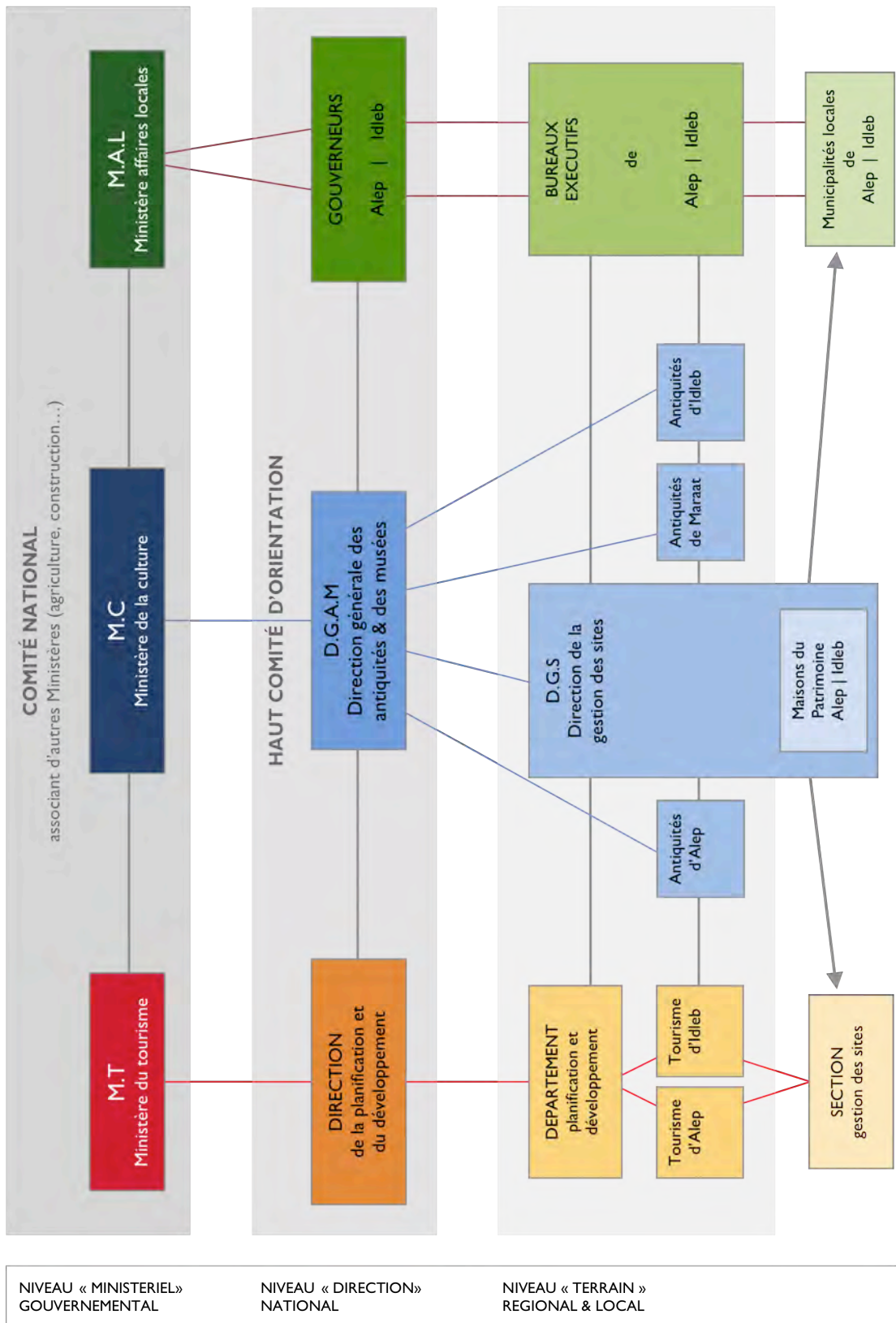
- le niveau du terrain
- le niveau des directions (Haut Comité d'Orientation),
- et le niveau interministériel.

La responsabilité de la gestion des parcs archéologiques est attribuée par décret à la DGAM. La structure de gestion présente sur le terrain — la Maison du patrimoine — dépend directement du Département de gestion des sites à Damas. Les autres directions locales coordonnent leurs activités avec ce département. Des cadres des Gouvernorats et du Ministère du Tourisme participent au travail de la Maison du patrimoine.

La coordination au niveau central se fait à deux niveaux : celui des « directions » et celui des ministères. Le « Haut Comité d'Orientation » (voir § 5.7) réunit le Directeur général de la DGAM, les deux gouverneurs d'Alep et de Idleb, et le Vice-Ministre du Tourisme sous la direction du Ministre de la Culture.

Au niveau interministériel un « Comité National » restreint réunit le Ministre de la Culture, le Ministre du Tourisme et le Ministre des Affaires locales sous l'autorité directe du Premier Ministre. Cette institution est appelée à solutionner les désaccords qui pourraient se produire au niveau du Haut Comité d'Orientation.

ORGANIGRAMME DGAM — MAISONS DU PATRIMOINE



Organigramme des Maisons du patrimoine - DGAM 2010

5.2. Personnel de la Maison du patrimoine

Le personnel de la Maison du patrimoine se compose de :

- Directeur de la « Maison du patrimoine ». Ses tâches comprennent la planification et la mise en œuvre des politiques et procédures de la Maison du patrimoine, le suivi et la surveillance du travail, la gestion du personnel et les rapports avec la population locale. Le Directeur de la maison du patrimoine sera nommé par un acte du Ministre de la Culture suivant la proposition du Directeur général de la DGAM.
- Deux départements en charge du suivi de l'exécution des travaux et de la préparation des rapports détaillés sur les travaux. Ces départements seront composés de deux représentants du Gouvernorat, de deux représentants du ministère du Tourisme et deux représentants de la DGAM.

5.3. Le directeur de la Maison du patrimoine

- Le Directeur supervise directement le travail qui se fait dans la Maison du patrimoine. Il émet les décrets administratifs et vérifie la mise en œuvre des décisions du Haut Comité. Il représente la Maison du patrimoine devant les autres institutions.
- Le Directeur est responsable des dépenses engagées, de leur paiement, de la gestion et vérification des comptes.
- À la fin de chaque année, le Directeur présente à l'administration un rapport général détaillant les activités de la Maison du patrimoine.
- Le Directeur est membre du « Comité régional » et du « Conseil provincial » en tant qu'observateur.

Le Conseil provincial dirige le travail des organes de la province et l'activité des conseils locaux, et les assiste dans l'exercice de leurs fonctions. Le conseil provincial est aussi responsable de la préparation et de l'adoption des plans sociaux et économiques, annuels et à long terme, pour les établissements et les secteurs qui relèvent du gouvernorat dans le cadre du plan général de l'Etat. Il est composé de 30 à 100 membres représentants des organisations populaires. Ses membres sont élus selon la loi des élections générales.

Le Comité régional étudie les objections et les amendements proposés par les unités administratives sur les plans organisationnels. Il est l'institution la plus élevée dans la province en ce qui concerne les projets de planification, de réglementation et d'infrastructure. Il est dirigé par le gouverneur et est composé de :

- Membre du Bureau exécutif de l'autorité compétente
- Directeur des Services Techniques
- Directeur des Antiquités de la province
- Responsable de la planification urbaine de la Direction des Services Techniques
- Deux ingénieurs ayant une expérience dans la planification urbaine désignés par le Ministre du logement et des services publics
- Ingénieur avec expérience dans le domaine de la planification urbaine et un expert dans les questions de succession (juriste) nommés par le Gouverneur
- Le chef de l'autorité administrative compétente

Le responsable des affaires techniques de l'autorité administrative compétente assiste à la réunion du Comité, sans droit de vote.

Quand le sujet les concerne, le Gouverneur invite un représentant des autorités suivantes: la Fédération générale des agriculteurs, l'Union générale de coopération de logement, la Fédération des artisans, la Fédération des ingénieurs, le ministère de la Défense, le ministère des Transports, le ministère de l'Irrigation et le Ministère du Tourisme. Le représentant invité sera membre du Comité et aura droit de vote. Les décisions sont prises par un vote majoritaire.

5.3.1. *Qualités personnelles*

Le Directeur doit posséder une expérience professionnelle et une formation appropriée dans le domaine de l'archéologie ou de la gestion du patrimoine.

Il doit de préférence avoir une expérience professionnelle sur des sites inscrits sur la Liste du patrimoine mondial.

Il doit être capable (et avoir l'autorité) de prendre des décisions concernant la gestion quotidienne de la Maison du patrimoine, maîtriser les principes de la communication, et savoir établir de bonnes relations interpersonnelles, afin de diriger les réunions avec les autorités concernées au bureau et sur le terrain, ainsi que celles avec la population locale.

Le Directeur doit être capable, par son expérience et sa qualification professionnelle, d'assurer l'équilibre entre les besoins de la conservation et le développement dans les sites archéologiques sensibles.

Le Directeur doit posséder des qualités de leadership permettant de gérer de la meilleure façon une équipe de travail.

5.3.2. *Qualifications requises pour le poste*

Qualification scientifique	Diplôme universitaire en architecture, en archéologie, en gestion du patrimoine ou en droit.
Pratique et expérience	Une expérience d'au moins 4 ans dans le domaine de la gestion de sites culturels ou de l'environnement naturel. Une compréhension générale des enjeux et des questions de conservation et de gestion des sites archéologiques.
Formation	Avoir suivi des cours spécialisés dans la gestion des sites constitue un atout.
Autres connaissances et capacités	Posséder des connaissances dans les domaines techniques, ainsi qu'une bonne culture générale permettant de communiquer au public et aux partenaires les activités en cours et les résultats des travaux scientifiques menés sur les sites.

5.4. Les cadres de la Maison du patrimoine

Les cadres de la Maison du patrimoine sont des techniciens appartenant à différents domaines professionnels et administratifs. Par leur position hiérarchique, ils sont amenés à développer une

interaction constante avec la population locale et les touristes ; ils doivent donc posséder un savoir faire dans le domaines des relations publiques.

Les cadres de la Maison du patrimoine sont soumis à l'autorité du directeur, mais participent à l'analyse de l'information, à la définition de la stratégie de développement et à la prise de décisions.

Dans la structure de la Maison du patrimoine il est prévu que ce niveau administratif soit occupé par deux employés du MOT, deux des Gouvernorats et deux de la DGAM.

5.5. Les départements de la MP et de leurs tâches respectives

Les tâches principales des différents départements qui composent la structure de la Maison du patrimoine sont détaillées ci-dessous, département par département.

5.5.1 Tâches du département des services

- La surveillance de la mise en œuvre des décisions concernant la protection des parcs archéologiques.
- La proposition du budget annuel et l'élaboration de projets annuels, en coordination avec les autres autorités officielles travaillant sur des projets dans les parcs archéologiques.
- La participation à la préparation des plans et projets, et à la prise de décisions dans les limites des capacités et des fonctions du personnel.
- L'exécution des projets d'entretien et de restauration d'urgence — ne demandant pas l'intervention de spécialistes — des sites et monuments qui peuvent présenter des risques pour la sécurité des visiteurs.
- Fournir des services directs aux citoyens.
- Le recensement des problèmes et obstacles rencontrés dans l'accomplissement de leurs tâches professionnelles et la transmission de l'information aux responsables.
- La récolte et l'archivage des informations, documents et références concernant le travail.
- La capacité d'effectuer du travail de terrain et de contribuer également aux études.

5.5.2. Tâches du département de l'éducation et du tourisme

- La mise en valeur des parcs archéologiques, en soulignant leur signification et leur importance.
- La préparation et l'impression de brochures et de livrets sur les sites.
- L'élaboration et la mise en œuvre du plan de gestion touristique des *villages antiques du Nord de la Syrie* en collaboration avec le ministère du Tourisme.
- Le soutien et la participation à l'élaboration de projets visant au développement du tourisme culturel dans la région et leur présentation à la population et aux visiteurs.
- La définition, en collaboration avec le MOT, des activités touristiques et du choix des emplacements les plus adaptés pour recevoir les infrastructures touristiques prévues pour les sites.

5.5.3. Tâches de l'administration

- La collecte, enregistrement et distribution du courrier de la Maison du patrimoine aux différents secteurs concernés ;
- Le suivi du travail administratif, y compris la préparation des courriers ;
- La classification et l'archivage des données concernant la Maison du patrimoine ;
- Toute activité de bureau requise par le travail ;
- Répondre aux réclamants sur chaque plainte ou à chaque question concernant le travail de la Maison du patrimoine.

5.6. L'équipe de travail

Afin de réaliser le plan de gestion des *villages antiques du Nord de la Syrie*, il est impératif de prévoir un véritable plan de formation des employés de l'équipe en charge de la mise en œuvre du plan. Le programme de formation doit prendre en considération les éléments suivants :

- L'importance du paysage culturel et les lois et règlements qui le définissent et protègent ;
- L'importance d'un suivi continu, de la définition de politiques de mise en valeur, et leurs mécanismes ;
- La recherche des sources de financement nécessaires à la réalisation du plan de gestion ;
- Le plan de gestion ;
- La formation des spécialistes en restauration et conservation ;
- La formation des guides touristiques ;
- La formation des gardes
- L'importance de la compréhension des besoins de la population locale et de l'établissement d'une relation directe et continue avec les habitants.

5.7. Haut Comité d'Orientation

Un « Haut Comité d'Orientation » est créé pour superviser et diriger les activités de la Maison du patrimoine. Les membres de ce comité sont :

- | | | |
|---|--|-----------|
| - | Ministre de la Culture | Président |
| - | Vice-ministre du Tourisme | Membre |
| - | Directeur général des Antiquités et des Musées | Membre |
| - | Gouverneur d'Alep | Membre |
| - | Gouverneur de Idleb | Membre |

Le Comité veillera à garantir son soutien à toutes les activités nécessaires pour la réalisation des programmes de la Maison du patrimoine et vérifiera que celles-ci soient faites en accord avec les textes de loi et les règlements existants. Il veillera notamment que :

- La Maison du patrimoine soit autorisée à signer des contrats de consultation avec des experts arabes et étrangers et que ces contrats respectent les termes prévus par la loi ;
- La Maison du patrimoine puisse poursuivre sa mission et qu'elle soit soutenue par tous les actes juridiques nécessaires pour la réalisation de celle-ci ;

- La Maison du patrimoine puisse recevoir des financements et des fonds dans le cadre prévu par la loi ;
- La Maison du patrimoine établisse des plans de coopération scientifique avec les institutions locales et étrangères.

Le comité se réunira au moins deux fois par an, et autant de fois que nécessaire, sur convocation du Président du Comité.

Le Président du Comité a le droit d'inviter des spécialistes de renommée nationale et internationale pour assister aux réunions. Les actes et décisions du Haut Comité sont pris à la majorité.

Chapitre 6. La structure administrative de la DGAM

6.1. Système administratif de la DGAM

L'organigramme du système administratif de la Direction générale des Antiquités et des Musées est un organigramme classique composé d'une série de niveaux administratifs dominés par une hiérarchie verticale.

La direction centrale domine tous les autres départements et directions locales qui sont établis sur la base de responsabilités précises définies par la législation existante et qui sont subordonnés à la haute direction centrale à Damas.

Ce système a eu pour effet que les directions locales ont été amenées à travailler de façon isolée l'une par rapport à l'autre, sans que soient prévus des mécanismes de coordination « horizontaux » entre les directions locales ; la nécessité d'une coordination de ce type apparaît aujourd'hui de plus en plus évidente.

Le système pyramidal centralisé de la DGAM impose actuellement à toute direction locale de s'adresser aux départements centraux à Damas pour toute décision.

6.2. Le Département de gestion des sites

Suite à la soumission du dossier de candidature pour l'inscription sur la Liste du patrimoine mondial de la *citadelle de Salah ad-Din* et du *Crac des Chevaliers* — présenté à l'UNESCO en janvier 2005 — il a été décidé d'établir un nouveau département de la DGAM, sous la responsabilité directe du Directeur général : le Département de la gestion des sites, officiellement créé par l'acte ministériel N° 855/A daté du 27/12/2006.

Le Département de gestion des sites travaille actuellement, en coordination avec les autres directions locales, pour la formation d'unités locales directement dépendantes du Département de gestion des sites à Damas, sur le modèle suivi par les autres départements de la DGAM dont la structure centrale est dupliquée au niveau local.

L'acte qui crée formellement ces unités locales de gestion est le numéro 55 daté du 20/1/2008. Les tâches qui doivent être réalisées par le Département de gestion des sites sont décrites dans les pages 142-143 du dossier de classement.

La création du Département de gestion des sites constitue un pas en avant important et montre la prise de conscience de l'importance des problématiques de gestion de la part de la DGAM.

Malheureusement, dans sa forme actuelle, cette réforme structurelle ne résout pas toutes les questions, notamment en ce qui concerne les mécanismes de coordination entre ce nouveau département et les autres départements de la DGAM, tant au niveau central que local.

Les carences de l'acte constitutif se répercutent inévitablement sur l'activité du Département de gestion qui se trouve confronté à des difficultés dans la réalisation de son mandat ; difficultés amplifiées par les moyens (humains et financiers) trop limités qui lui sont alloués.

Le Département de gestion manque de personnel technique (elle ne compte à présent que deux architectes) et de locaux adéquats, et souffre d'un partage de responsabilité insuffisamment clair avec les autres départements de la DGAM.

Le Département de gestion a fondé plusieurs sous-unités au niveau local, censées partager le travail et soutenir le bureau central. Mais, en l'absence d'un statut clair, l'impact concret des structures locales sur l'activité du département est, jusqu'à présent, limité.

Le renfort et le développement du Département de gestion des sites sont des conditions nécessaires pour permettre une gestion efficace des *villages antiques du Nord de la Syrie*. Ce renfort doit notamment passer par :

- Une définition plus précise des compétences et responsabilités et du statut du département ;
- Le recrutement de nouveaux cadres techniques, dans les différents domaines concernés ;
- L'élargissement des bureaux du département et la redistribution des tâches administratives ;
- La formation du personnel (administratif et technique) aux principes et méthodes de gestion et de préservation du patrimoine ;
- Le rééquilibrage des ressources financières respectives allouées aux départements d'archéologie et de gestion des sites.

6.3. Plan de gestion : conservation et développement

6.3.1. Principes généraux

Afin d'établir le plan de gestion des *villages antiques du Nord de la Syrie*, il est essentiel que la Direction générale des Antiquités et des Musées intègre les principes suivants :

- 1) La durabilité du patrimoine culturel
Si l'on veut que le patrimoine culturel soit vivant et qu'il soit en même temps protégé, il est impératif d'associer patrimoine et développement économique.
- 2) Le rôle de la société locale
Il est important d'inclure la population locale dans le processus de gestion et de préservation des sites afin de renforcer son sentiment d'appartenance et afin qu'elle puisse participer directement à la protection du site.
- 3) La question du tourisme
Le tourisme, source importante de revenu, peut aussi constituer une menace pour la conservation des sites, notamment en cas d'absence d'un plan général de développement touristique. Il est donc important, non pas de s'opposer au développement, mais plutôt de contribuer à l'encadrer dans un plan qui fasse du tourisme culturel l'élément moteur de l'économie locale, dans une perspective de développement durable de la région associant préservation et tourisme.
- 4) Le rôle des départements locaux
L'une des priorités de l'action des départements locaux de la DGAM doit être de contribuer, à tous les niveaux, à la prise de conscience de l'importance du patrimoine culturel et de sa protection. Il faut veiller au développement des directions locales qui peuvent devenir un élément important en vue d'une gestion efficace du site des *villages antiques du Nord de la Syrie* et du territoire environnant.

- 5) Le rôle des partenaires dans la gestion des *villages antiques du Nord de la Syrie*
 Pour établir des plans de développement adéquats et respectueux de la nature et des caractéristiques du site des *villages antiques du Nord de la Syrie*, il est important de reconnaître les aspirations de chaque partenaire.

La protection, le développement et la gestion des parcs archéologiques sont des activités qui demandent un travail d'équipe basé sur la collaboration entre différentes institutions (Culture, Tourisme, Administration locale, Education, Santé, etc.).

Une coordination efficace entre les membres de ces entités est essentielle afin de parvenir à des résultats escomptés.

6.3.2. Procédures et mécanismes de protection

La protection du site des *villages antiques du Nord de la Syrie* passe par une série de mesures à moyen et long terme et notamment par :

- 1) La mise place de mécanismes de coordination et de communication permanente avec les autorités locales permettant d'échanger toutes les informations nécessaires en cas de transgression de la Loi des antiquités (et des décrets) dans les parcs archéologiques.
- 2) Le suivi continu des activités proposées dans le plan de gestion afin d'en vérifier l'impact réel sur le site. Le mécanisme de suivi doit être souple et permettre la mise à jour en continu des données par la Maison du patrimoine. Les dispositions prévues par la loi devront être observées de façon scrupuleuse et sans exceptions.
- 3) La réalisation d'un « *risk map* » capable d'identifier les interventions urgentes dans le domaine de la restauration et la conservation doit être une priorité de la structure de gestion en raison de son importance pour la mise en œuvre du plan de gestion touristique.
- 4) Compléter et mettre à jour la cartographie existante des parcs archéologiques est un élément essentiel pour la protection et la gestion du site.
- 5) La prise en compte du paysage culturel des huit parcs, au-delà des seuls sites archéologiques, dans le plan de protection.
- 6) La mise en place d'un inventaire scientifique (base de données) des sites et leur classification par échelle de valeur décroissante.
- 7) La réalisation de projets de conservation et mise en valeur d'urgence.
- 8) La formation des spécialistes dans les domaines de la restauration et de la gestion des sites.
- 9) La prospection aérienne régulière (une fois tous les deux ans en principe) et l'analyse des photos aériennes pour vérifier les changements survenus et les éventuelles transgressions de la loi dans le site.
- 10) L'utilisation de systèmes de documentation numérique (SIG).
- 11) La publication des données relatives aux parcs et la prise de conscience de l'importance de ces sites.

- 12) La préparation régulière de rapports de suivi par la Maison du patrimoine. Ces rapports devront notamment présenter les points suivants :
- a. Les résultats des projets de conservation ;
 - b. Évaluation du plan de gestion et, si nécessaire, des propositions pour sa mise à jour ;
 - c. Évaluation du niveau de coordination et de coopération avec les différents départements et institutions concernés par la protection et la gestion des parcs archéologiques.



ANNEXES

Décrets relatifs à la création des huit parcs archéologiques, signés par le Ministre de la Culture de la République arabe syrienne



القرار رقم / /

وزير الثقافة
بناء على أحكام المرسوم التشريعي رقم ٢٢٢ لعام ١٩٦٣ وتعديلاته المتضمن قانون الآثار السوري لا سيما المادة ١٣/ منه التي تنص على تعيين وتسجيل الآثار.
وموجب الالتزام بتنفيذ المادة ١١ من اتفاقية اليونسكو لحماية التراث العالمي الثقافي والطبيعي لعام ١٩٧٢
وبناء على ما أقره المجلس الأعلى للآثار بجلسته السادسة تاريخ ٢٩/١٠/٢٠٠٩

يقرر ما يلي

الفصل الأول: أحكام عامة

- المادة ١: تعاريف** يقصد بالتعابير التالية في معرض تطبيق هذا القرار ما هو موضح بجانب كل منها :
- أ- **المشهد الطبيعي الثقافي:** هو ممتلك ثقافي ويمثل العمل المشترك بين الطبيعة والإنسان ويعبر عن تطور المجتمع الإنساني والاستيطان البشري عبر الزمن تحت تأثير القيود التي تفرضها أو الفرص التي تتيحها بيئتها الطبيعية وتوالي القوى الاجتماعية والاقتصادية والثقافية الخارجية والداخلية.
- ب- **التجمع الأثري:** مجموعة ممتلكات ثقافية غير منقولة تشمل المشهد الطبيعي الثقافي ومواقع أثرية ذات قيمة عالمية استثنائية ومحددة بمحدود محمية.
- ت- **الموقع الأثري:** مجموعة ممتلكات ثقافية غير منقولة تشمل العناصر والمكونات ذات الصفة الأثرية والتلال والمباني المنفردة أو المتصلة ذات القيمة التاريخية أو الفنية أو العلمية ومحددة بمحدود واضحة.
- ث- **السلطة المختصة:** هي الوزارة أو الإدارة صاحبة الصلاحية باتخاذ القرار.



المادة ٢: أهداف القرار الوزاري

يهدف هذا القرار إلى:

- أ- تسجيل التجمع الأثري (رقم ٢- جبل الأعلى) في سجل المناطق الأثرية والأبنية التاريخية.
ب- تحديد حدود الموقع والتجمع الأثري حسب الخريطة الطبوغرافية التي تُعتبر جزءاً لا يتجزأ من هذا القرار.
ت- تحديد الشروط العامة والخاصة حول استثمار الأراضي الواقعة ضمن حدود المواقع الأثرية والتجمع الأثري.
ث- تحديد شروط النشاطات التي يسمح بها ضمن الموقع والتجمع الأثري (البناء - الزراعة-الصناعات والحرف اليدوية-البنى التحتية والأشغال العامة...الخ).
ج- ضمان حماية المواقع الأثرية والمشهد الطبيعي ضمن حدود التجمع الأثري.
د- وضع وتنفيذ خطة إدارة وحماية وترويج التجمع الأثري (الموقع والمشهد الطبيعي).
هـ- ترشيح التجمع الأثري للتسجيل على قائمة التراث العالمي كتراث ذو قيمة عالمية استثنائية.

المادة ٣: مكونات التجمع الأثري:

- يشمل التجمع الأثري منطقة تحوي مشهد طبيعي ثقافي ذو قيمة عالمية استثنائية ويتضمن المواقع الأثرية التالية:
- أ - موقع قلب لوزة .
ب- موقع قرقبيزة.
ج- موقع الكثير.

المادة ٤: تحديد حدود التجمع الأثري:

- يشغل التجمع الأثري (الخريطة رقم ٢- جبل الأعلى) مساحة قدرها (٤٦٠ هكتار) والمبينة حدوده على الخريطة المرفقة رقم (٢) باللون الأخضر بمقياس ١/٢٥٠٠٠ والتي تعد جزءاً لا يتجزأ من هذا القرار.



المادة ٥: تحديد حدود المواقع الأثرية:

١. يشغل الموقع الأثري (الخريطة أ- قلب لوزة) مساحة قدرها (١٠٤٣٢٣ هكتار) والمبينة حدوده على الخريطة المرفقة رقم (أ) باللون الأحمر بمقياس ١/٥٠٠.
٢. يشغل الموقع الأثري (الخريطة ب- قرقبيزة) مساحة قدرها (١٠٤٠٢٣ هكتار) والمبينة حدوده على الخريطة المرفقة رقم (ب) باللون الأحمر بمقياس ١/٢٠٠٠.
٣. يشغل الموقع الأثري (الخريطة ج- الكفير) مساحة قدرها (١٠٥٢٣٦ هكتار) والمبينة حدوده على الخريطة المرفقة رقم (ج) باللون الأحمر بمقياس ١/٢٠٠٠.
٤. وتعد الخرائط الواردة أرقامها أعلاه للمواقع الأثرية المذكورة جزءاً لا يتجزأ من هذا القرار.

المادة ٦: تغيير صفة استخدام الأراضي:

تخضع عملية تغيير صفة استعمال الأراضي داخل التجمع الأثري لموافقة مسبقة من السلطة المختصة وبشرط الحصول على موافقة المديرية العامة للآثار والمتاحف أو (إدارة التجمع الأثري).

الفصل الثاني: الشروط العامة

المادة ٧: مبدأ عدم السماح بالبناء:

يُمنع البناء وتغيير وتوسيع المباني الموجودة حالياً داخل حدود التجمع الأثري وتؤخذ بعين الاعتبار الاستثناءات الممنوحة بموجب أحكام هذا القرار.

المادة ٨ : الاستثناءات الخاصة بالمادة ٦:

يُسمح بالنشاطات التالية بعد الحصول على موافقة السلطات المختصة وموافقة المديرية العامة للآثار والمتاحف أو (إدارة التجمع الأثري) التي تعين شروط الموافقة لكل حالة على حدة:

١. البناء وفق نظام ضابطة البناء لبلدية قلب لوزة ضمن المخطط التنظيمي لاستيعاب النمو البشري، وخارج المواقع الأثرية الملونة باللون الأحمر على الخريطة المرفقة رقم (٢) بمقياس ١/٢٥٠٠٠ والخريطة المرفقة رقم (أ) بمقياس ١/٥٠٠.
٢. ترميم وصيانة المباني القائمة ضمن حدود التجمع الأثري، حسب الخريطة المرفقة رقم (٢) بمقياس ١/٢٥٠٠٠.

الصفحة ٣/ ١٠ من القرار رقم / تاريخ / ٢٠١٠/



١. بناء المسكن الزراعي على الأراضي الزراعية التي لا تقل مساحتها عن ٤٠٠٠ م^٢، وبما يتوافق مع شروط ترخيص السكن الزراعي.
٢. بناء مبنى مستودع زراعي داخل حدود التجمع الأثري على الأراضي الزراعية التي لا تقل مساحتها عن ١٠٠٠ م^٢ وبمساحة قصوى للبناء ٢٠٠ م^٢ وارتفاع ٤ م بدءاً من سطح الأرض.

المادة ٩: النشاطات الزراعية الممنوعة

يُمنع داخل حدود التجمع الأثري النشاطات الزراعية التالية:

١. قلع الأشجار التي تُشكل جزءاً لا يتجزأ من المشهد الطبيعي ذو الأهمية الثقافية مثل (شجر البلوط، السنديان، الزيتون... الخ).
٢. غرس الأشجار.
٣. استصلاح الأراضي.
٤. إنشاء واستثمار المزارع الجماعية للأبقار ومرابط الأغنام والمداجن.
٥. قلع الأحجار بالآليات الثقيلة في الأراضي الزراعية داخل حدود الموقع الأثري.

المادة ١٠ : الاستثناءات الخاصة بالمادة ٨:

تخضع الأعمال التالية لموافقة السلطة المختصة وموافقة المديرية العامة للآثار والمتاحف أو إدارة التجمع الأثري وحسب الشروط التي يتم وضعها لكل حالة على حدة:

١. قلع وقطع الأشجار المذكورة (في نطاق أعمال التجديد ومعالجة الأشجار المريضة) تحت الفقرة ١ / من المادة ٨ / .
٢. أعمال التشجير.
٣. الإصلاح الزراعي خارج حدود الموقع الأثري.

الصفحة ٤/ ١٠ من القرار رقم / تاريخ / ٢٠١٠/

٤. يستمر نشاط المزارع الجماعية للأبقار ومرابط الأغنام والمداجن القائمة سابقاً بشرط أن تأخذ كل الإجراءات الممكنة للحد من التلوث والتأثير السلبي على التجمع الأثري والمحيط الطبيعي حوله، ويمنع كل



توسع لهذه المنشآت بهدف إلى كثافة الإنتاج.
٥. أعمال قلع الأحجار باستخدام الآليات الثقيلة في الأراضي الزراعية داخل حدود التجمع الأثري وتضع
السلطة المختصة شروط هذا النشاط.

المادة ١١: النشاطات الزراعية المسموحة

يسمح القيام بالنشاطات الزراعية التالية داخل حدود التجمع الأثري:
١. الأعمال الزراعية التقليدية في الأراضي الزراعية.
٢. تربية المواشي التقليدية.

المادة ١٢: الاشتراطات الخاصة بالمادة ١١

تخضع الأعمال التالية لموافقة السلطة المختصة وموافقة المديرية العامة للآثار والمتاحف أو إدارة التجمع الأثري
وحسب الشروط التي يتم وضعها لكل حالة على حدة:
١. الأعمال الزراعية التقليدية في الأراضي الزراعية داخل حدود المواقع الأثرية.
٢. تربية الحيوانات (الدواجن، المواشي... الخ) داخل حدود المواقع الأثرية بالطرق التقليدية.

المادة ١٣ النشاطات الصناعية:

يُمنع القيام بالنشاطات التالية داخل حدود التجمع الأثري:
١. النشاطات الصناعية وإنشاء مناطق صناعية.
٢. إنشاء واستثمار مقالع حجرية.
٣. إنشاء واستثمار مواقع لوضع مخلفات البناء والنواتج المنزلية والصناعية.

الصفحة ٥ / ١٠ من القرار رقم / تاريخ / ٢٠١٠

المادة ١٤: المنشآت السياحية:

يُمنع إقامة المنشآت السياحية وعلى سبيل المثال لا الحصر الفنادق الكبيرة - المجمعات السياحية -



المساح. الكازينوهات. المطاعم... الخ) داخل حدود التجمع الأثري.

المادة ١٥: الاستثناءات الخاصة بالمادة ١٤:

١. يُسمح بإقامة المنشآت لغرض إدارة وترويج المواقع الأثرية وعلى سبيل المثال لا الحصر (مركز زوار . موقف سيارات . كافيتريا صغيرة . حمامات . مركز طبي _ مراكز خدمة غير ثابتة_ خيم مؤقتة... الخ) داخل حدود المواقع الأثرية بعد موافقة المديرية العامة أو (إدارة التجمع الأثري) وحسب الشروط التي تحددها.
٢. يُسمح بإقامة المنشآت السياحية الخفيفة وعلى سبيل المثال لا الحصر (مطاعم صغيرة . فنادق صغيرة . خيم مؤقتة... الخ) في التجمعات السكنية والقرى والمناطق المحددة للتوسع السكني الطبيعي داخل حدود التجمع الأثري والمحددة باللون الأزرق على الخريطة الطبوغرافية المرفقة رقم ٢ مقياس ٢٥٠٠٠/١ والتي تُشكل جزء لا يتجزأ من هذا القرار بعد الحصول على موافقة المديرية العامة للآثار والمتاحف أو (إدارة التجمع الأثري) وحسب الشروط التي تحددها.

المادة ١٦: الترويج للتجمع الأثري:

يخضع لموافقة السلطة المختصة بعد الحصول على موافقة المديرية العامة للآثار والمتاحف أو (إدارة التجمع الأثري) ما يلي:
١. الترويج الثقافي والترابي والاجتماعي والسياحي والاقتصادي للتجمع الأثري.
٢. نشاطات الترويج حسب الفقرة ١ من هذه المادة استناداً لدفتر شروط تضعه السلطة المختصة ولكل نشاط على حدة وحسب خصوصية الموقع أو التجمع الأثري.

الصفحة ٦ / ١٠ من القرار رقم / تاريخ / ٢٠١٠

المادة ١٧: إنشاءات البنية التحتية:



يُمنع القيام بالأعمال التالية:

١. شق الطرق الدولية والسريعة وإنشاء ممرات السكك الحديدية داخل حدود التجمع الأثري.
٢. تعبيد الطرق القائمة حالياً داخل حدود الموقع الأثري.
٣. حفر ممرات لشبكات الكهرباء والماء والهاتف والغاز والصرف الصحي داخل حدود الموقع الأثري.
٤. تمرير شبكات الكهرباء (شبكات التوتر العالي) داخل حدود التجمع الأثري.
٥. إنشاء محطات التوليد الكهربائية ومحطات الهاتف العادية والبرجية وأبراج استقبال وتقوية البث التلفزيوني ومحطات تجميع وضخ المياه والسدود وقنوات الري ضمن حدود التجمع الأثري.

المادة ١٨ : الاستثناءات الخاصة بالمادة ١٧:

يُسمح بالأعمال التالية بعد الحصول على موافقة السلطات المختصة وموافقة المديرية العامة للآثار والمتاحف أو (إدارة التجمع الأثري):

١. شق الطرق الإسفلتية والترابية والزراعية بغرض تخدم التجمعات السكنية والأراضي الزراعية ضمن حدود التجمع الأثري.
٢. شق الطرق الإسفلتية والترابية وتعبيدها داخل حدود الموقع الأثري وحصرياً بهدف الإدارة والترويج للموقع الأثري.
٣. إنشاء شبكات الكهرباء المتوسطة والخفيفة داخل حدود التجمع الأثري وتحديد مساراتها.
٤. إنشاء محطات توزيع الكهربائية ومحطات الهاتف العادية والبرجية وأبراج استقبال وتقوية البث التلفزيوني وتحديد مكانها ضمن حدود التجمع الأثري.

الفصل الثالث: التخطيط الإقليمي والمسح العقاري:

المادة ١٩ : التخطيط الإقليمي:

على الإدارات والجهات المسؤولة عن إنجاز التخطيط الإقليمي والمدني أن تلتزم بمحدود المواقع الأثرية و التجمع الأثري والأحكام التي تضمنها هذا القرار أثناء إنجازها لعملها وتدخّلها في مخططاتها الإقليمية والمدنية.

الصفحة ٧ / ١٠ من القرار رقم / تاريخ / ٢٠١٠/

المادة ٢٠ : المسح العقاري:

على الإدارات والجهات المسؤولة عن عمليات مسح وتحديد وتخريج الأراضي وإزالة الشبوع لحظ

Rue Qasr el-Heir

E-mail: dgam@syrianheritage.org.

شارع قصر الخير الشرقي

دمشق . سورية

Damas, Syrie

Tel: (963-11) 2219938-2228566, Fax: (963-11) 2247983

تلفون: ٢٢١٩٩٣٨ — ٢٢٢٨٥٦٦



حُدود المواقع الأثرية والتجمع الأثري وحقوق الارتفاق التي نص عليها هذا القرار على المخططات والخرائط وفي السجلات العقارية والمستندات المساحية في الأراضي المحددة والمحرة سابقاً، وأثناء القيام بأعمال التحدد والتخريج وإزالة الشبوع للأراضي غير المحددة والمحرة أو المملوكة على الشبوع الواقعة ضمن التجمع الأثري .

الفصل الرابع: أحكام ختامية

المادة ٢١ : استثناءات

١. استثناءاً من أحكام الفقرة ٢ من المادة ١٣ من هذا القرار يُسمح بتحديد رخصة العمل لكل مقلع حجري يتم استثمارها داخل حدود التجمع الأثري بموجب ترخيص نظامي لمدة لا تزيد على سنتين من تاريخ دخول هذا القرار حيز التنفيذ.
٢. يُوقف العمل بكل مقلع غير حاصل على ترخيص في مدة زمنية أقصاها ثلاثة أشهر بدءاً من تاريخ دخول هذا القرار حيز التنفيذ.
٣. استثناءاً من أحكام الفقرة ٣ من المادة ١٣ من هذا القرار تُعالج مكبات القمامة المنزلية والصناعية الواقعة ضمن حدود التجمع الأثري خلال مدة لا تتجاوز العام بدءاً من تاريخ دخول هذا القرار حيز التنفيذ.

المادة ٢٢ : صلاحية تنفيذ القرار:

١. تُمنح صلاحية تنفيذ هذا القرار للمديرية العامة للآثار والمتاحف أو (إدارة التجمع الأثري).
٢. على جميع الوزارات والإدارات ذات الصلة بمختلف أنواعها ومستوياتها تقديم المساعدة للمديرية العامة للآثار والمتاحف أو (إدارة الموقع الأثري) في تنفيذ أحكام هذا القرار.
٣. في نطاق تنفيذ هذا القرار تسعى المديرية العامة للآثار والمتاحف أو (إدارة الموقع الأثري) على تنسيق نشاطها التنفيذي مع جميع الوزارات والإدارات ذات الصلة.

الصفحة ٨ / ١٠ من القرار رقم / تاريخ / ٢٠١٠/

المادة ٢٣ : نشر القرار:

شارع قصر الخير الشرقي

Rue Qasr el-Heir

E-mail: dgam@syrianheritage.org.

Damas, Syrie

Tel: (963-11) 2219938-2228566, Fax: (963-11) 2247983

دمشق . سورية

تلفون: ٢٢١٩٩٣٨ — ٢٢٢٨٥٦٦



المادة ٢٣ : نشر القرار:

— يُنشر هذا القرار ويُبلغ من يلزم لتنفيذه.

المادة ٢٤ : دخول القرار حيز التنفيذ:

— يُحتسب هذا القرار نافذاً اعتباراً من تاريخ نشره في الجريدة الرسمية.

الفريق الوطني لملف التسجيل

المنسق القانوني	المنسق الفني	الخبير العلمي
أيمن سليمان	م. لينا قطيفان	د. مأمون عبد الكريم

مدير المبنى	المدير العام للآثار والمتاحف
نظم عوض	الدكتور بسام جاموس

وزير الثقافة
الدكتور رياض نعيان آغا
رئيس مجلس الوزراء
المهندس محمد ناجي عطري

الصفحة ٩ / ١٠ من القرار رقم / تاريخ / ٢٠١٠



والتعمير (مع نسخة عن المخطط) - وزارة الإدارة المحلية والبيئة (مع نسخة عن المخطط) - وزارة النفط (مع نسخة عن المخطط) - المؤسسة العامة للجيولوجيا (مع نسخة عن المخطط) - وزارة النقل (مع نسخة عن المخطط) المؤسسة العامة للطرق (مع نسخة عن المخطط) - محافظة ادلب (مع نسخة عن المخطط) للتركيب بالتعميم على البلديات التي تقع العقارات ضمن حدودها الإدارية أو تتبع لها. - مديرية الخدمات الفنية في محافظة ادلب (مع نسخة عن المخطط) للتركيب بإخراج المنطقة المعنية بالمادة ٤ / ٤ من هذا القرار خارج التنظيم وتثبيتها وفق الشروط المذكورة فيها - مالكي العقارات المذكورة في هذا القرار ع/ط البلديات التي تتبع لها هذه التجمعات - مديرية المصالح العقارية بادلب (مع نسخة عن المخطط) للتركيب بوضع إشارة أثري على التجمعات المعنية بإحداثياتها والمحددة بالخرائط المرفقة بهذا القرار - وزارة الزراعة (مع نسخة عن المخطط) للتركيب بتخصيص العقارات العائدة ملكيتها لأموال الدولة والواقعة ضمن المناطق المحددة في هذا القرار لصالح المديرية العامة للآثار والمتاحف في حال وجودها - مديرية زراعة ادلب (مع نسخة عن المخطط) - وزارة السياحة (مع نسخة عن المخطط) - مديرية سياحة ادلب (مع نسخة عن المخطط) - دائرة آثار ادلب (مع نسخة عن المخطط) - دائرة آثار المعرة مع نسخة من المخطط - مديرية الهندسة (مع نسخة عن المخطط) - مديرية التفتيش (مع نسخة عن المخطط) - دائرة إدارة المواقع (مع نسخة عن المخطط) - القانونية (مع نسخة عن المخطط) - مديرية المباني مع الأصل .

الصفحة ١٠ / ١٠ من القرار رقم / تاريخ / ٢٠١٠



القرار رقم / /

وزير الثقافة

بناء على أحكام المرسوم التشريعي رقم ٢٢٢ لعام ١٩٦٣ وتعديلاته المتضمن قانون الآثار السوري لا سيما المادة/١٣/ منه التي تنص على تعيين وتسجيل الآثار.
وموجب الالتزام بتنفيذ المادة ١١ من اتفاقية اليونسكو لحماية التراث العالمي الثقافي والطبيعي لعام ١٩٧٢
وبناء على ما أقره المجلس الأعلى للآثار بجلسته السادسة تاريخ ٢٩/١٠/٢٠٠٩

يقرر ما يلي

الفصل الأول: أحكام عامة

المادة ١: تعاريف يقصد بالتعابير التالية في معرض تطبيق هذا القرار ما هو موضح بجانب كل منها :

- أ- **المشهد الطبيعي الثقافي:** هو ممتلك ثقافي ويمثل العمل المشترك بين الطبيعة والإنسان ويعبر عن تطور المجتمع الإنساني والاستيطان البشري عبر الزمن تحت تأثير القيود التي تفرضها أو الفرص التي تتيحها بيئتها الطبيعية وتوالي القوى الاجتماعية والاقتصادية والثقافية الخارجية والداخلية.
- ب- **التجمع الأثري:** مجموعة ممتلكات ثقافية غير منقولة تشمل المشهد الطبيعي الثقافي ومواقع أثرية ذات قيمة عالمية استثنائية ومحددة بحدود محمية.
- ت- **الموقع الأثري:** مجموعة ممتلكات ثقافية غير منقولة تشمل العناصر والمكونات ذات الصفة الأثرية والتلال والمباني المنفردة أو المتصلة ذات القيمة التاريخية أو الفنية أو العلمية ومحددة بحدود واضحة.
- ث- **السلطة المختصة:** هي الوزارة أو الإدارة صاحبة الصلاحية باتخاذ القرار.

الصفحة ١ / ١٢ من القرار رقم / آ تاريخ / ٢٠١٠



المادة ٢: أهداف القرار الوزاري

يهدف هذا القرار إلى:

- أ- تسجيل التجمع الأثري (رقم ٤- جبل الزاوية- البارة) في سجل المناطق الأثرية والأبنية التاريخية.
ب- تحديد حدود الموقع والتجمع الأثري حسب الخريطة الطبوغرافية التي تُعتبر جزءاً لا يتجزأ من هذا القرار.
ت- تحديد الشروط العامة والخاصة حول استثمار الأراضي الواقعة ضمن حدود المواقع الأثرية والتجمع الأثري.
ث- تحديد شروط النشاطات التي يسمح بها ضمن الموقع والتجمع الأثري (البناء - الزراعة-الصناعات والحرف اليدوية-البنى التحتية والأشغال العامة...الخ).
ج- ضمان حماية المواقع الأثرية والمشهد الطبيعي ضمن حدود التجمع الأثري.
د- وضع وتنفيذ خطة إدارة وحماية وترويج التجمع الأثري (الموقع والمشهد الطبيعي).
هـ- ترشيح التجمع الأثري للتسجيل على قائمة التراث العالمي كترت ذو قيمة عالمية استثنائية.

المادة ٣: مكونات التجمع الأثري:

يشمل التجمع الأثري منطقة تحوي مشهد طبيعي ثقافي ذو قيمة عالمية استثنائية ويتضمن المواقع الأثرية التالية:

- أ - موقع البارة .
ب- موقع مجليا وترسا.
ج- موقع بشلا .
ح- موقع سرجيلا .
خ- موقع بعودا.
د- موقع دير لوزة.
ذ- موقع وادي مرتحون والعلنتا.
ر- موقع ربيعة.
ز- موقع شنشراح .

الصفحة ٢ / ١٢ من القرار رقم / آ تاريخ / ٢٠١٠



المادة ٤ : تحديد حدود التجمع الأثري:

يشغل التجمع الأثري (التجمع رقم ٤- جبل الزاوية- البارة) مساحة قدرها (٣٢٠٠ هكتار) والمبينة حدوده على الخريطة المرفقة رقم (٤) وباللون الأخضر مقياس ١/٢٥٠٠٠ والتي تعد جزءاً لا يتجزأ من هذا القرار.

المادة ٥: تحديد حدود المواقع الأثرية:

١. يشغل الموقع الأثري (أ- البارة) مساحة قدرها (٨٥.١٠٧٤ هكتار) والمبينة حدوده على الخريطة المرفقة رقم (أ) وباللون الأحمر مقياس ١/٢٠٠٠.
٢. يشغل الموقع الأثري (ب- مجليا وبترسا) مساحة قدرها (٣٩.٥٢٢٢ هكتار) والمبينة حدوده على الخريطة المرفقة رقم (ب) وباللون الأحمر مقياس ١/٢٠٠٠.
٣. يشغل الموقع الأثري (ج- بشل) مساحة قدرها (١٠.٩٤٠ هكتار) والمبينة حدوده على الخريطة المرفقة رقم (ج) وباللون الأحمر مقياس ١/١٠٠٠.
٤. يشغل الموقع الأثري (ح- سرجيلا) مساحة قدرها (١٣.٦٢٨٧ هكتار) والمبينة حدوده على الخريطة المرفقة رقم (ح) وباللون الأحمر مقياس ١/٢٠٠٠.
٥. يشغل الموقع الأثري (خ- بعودا) مساحة قدرها (٣.٣١٤١ هكتار) والمبينة حدوده على الخريطة المرفقة رقم (خ) وباللون الأحمر مقياس ١/١٠٠٠.
٦. يشغل الموقع الأثري (د- دير لوزة) مساحة قدرها (٩.٠٣٩٨ هكتار) والمبينة حدوده على الخريطة المرفقة رقم (د) وباللون الأحمر مقياس ١/٢٠٠٠.
٧. يشغل الموقع الأثري (ذ- وادي مرتحون والعلنتا) مساحة قدرها (٨.٠٧٢٥ هكتار) والمبينة حدوده على الخريطة المرفقة رقم (ذ) وباللون الأحمر مقياس ١/٢٠٠٠.
٨. يشغل الموقع الأثري (ر- ربيعة) مساحة قدرها (٢.٨٤١٣ هكتار) والمبينة حدوده على الخريطة المرفقة رقم (ر) وباللون الأحمر مقياس ١/١٠٠٠.

الصفحة ٣ / ١٢ من القرار رقم / تاريخ / ٢٠١٠/



٩. يشغل الموقع الأثري (ز- شنشراح) مساحة قدرها (١٠.٥٠٣٧ هكتار) والمبينة حدوده على الخريطة المرفقة رقم (ز) وباللون الأحمر مقياس ١/١٠٠٠.
١٠. وتعد الخرائط الواردة أرقامها أعلاه للمواقع الأثرية المذكورة جزءاً لا يتجزأ من هذا القرار.

المادة ٦: تغيير صفة استخدام الأراضي:

تخضع عملية تغيير صفة استعمال الأراضي داخل التجمع الأثري لموافقة مسبقة من السلطة المختصة وبشروط الحصول على موافقة المديرية العامة للآثار والمتاحف أو (إدارة التجمع الأثري).

الفصل الثاني: الشروط العامة

المادة ٧: مبدأ عدم السماح بالبناء:

يُمنع البناء وتغيير وتوسيع المباني الموجودة حالياً داخل حدود التجمع الأثري وتؤخذ بعين الاعتبار الاستثناءات الممنوحة بموجب أحكام هذا القرار.

المادة ٨ : الاستثناءات الخاصة بالمادة ٦:

١. يُسمح بالنشاطات التالية بعد الحصول على موافقة السلطات المختصة وموافقة المديرية العامة للآثار والمتاحف أو (إدارة التجمع الأثري) التي تعين شروط الموافقة لكل حالة على حدة:
 ١. بتغيير وتوسيع المباني القائمة في القرى و المناطق المحددة باللون الأزرق لاستيعاب النمو البشري، على الخريطة المرفقة رقم (٤) مقياس ١/٢٥٠٠٠.
 ٢. ترميم وصيانة المباني القائمة ضمن حدود التجمع الأثري، حسب الخريطة المرفقة رقم (٤) بمقياس ١/٢٥٠٠٠.
 ٣. بناء المسكن الزراعي، على الأراضي الزراعية التي لا تقل مساحتها عن ٤٠٠٠ م^٢، وبما يتوافق مع شروط ترخيص السكن الزراعي داخل حدود التجمع الأثري بموافقة السلطة المختصة وبعد الحصول على موافقة المديرية العامة للآثار والمتاحف أو (إدارة التجمع الأثري) وتعين شروط الموافقة بحيث تشمل على (مكان توضع البناء، المساحة، الارتفاع، نوعية مواد البناء، شكل الواجحات...الخ).

الصفحة ٤ / ١٢ من القرار رقم / تاريخ / ٢٠١٠/

٤. يُسمح ببناء مبنى مستودع الزراعي داخل حدود التجمع الأثري على الأراضي الزراعية



التي لا تقل مساحتها عن ١٠٠٠ م^٢، لموافقة السلطة المختصة بعد الحصول على موافقة المديرية العامة للآثار والمتاحف أو (إدارة التجمع الأثري) وبمساحة قصوى للبناء ٢٠م^٢ وارتفاع ٤م بدءاً من سطح الأرض، ويتم تعيين شروط الموافقة الممنوحة بحيث تشمل على سبيل المثال لا الحصر (مكان بناء المستودع، ونوعية مواد البناء...الخ).

المادة ٩: النشاطات الزراعية الممنوعة

يُمنع داخل حدود التجمع الأثري النشاطات الزراعية التالية:

١. قلع الأشجار التي تُشكل جزءاً لا يتجزأ من المشهد الطبيعي ذو الأهمية الثقافية مثل (شجر البلوط، السنديان، الزيتون...الخ)
٢. غرس الأشجار.
٣. استصلاح الأراضي.
٤. إنشاء واستثمار المزارع الجماعية للأبقار ومرابط الأغنام والمداحن.
٥. قلع الأحجار بالآليات الثقيلة في الأراضي الزراعية داخل حدود الموقع الأثري.

المادة ١٠: الاستثناءات الخاصة بالمادة ٨:

١. تخضع أعمال قلع وقطع الأشجار المذكورة (في نطاق أعمال التحديد ومعالجة الأشجار المريضة) تحت الفقرة ١/ من المادة ٨ / إلى موافقة السلطة المختصة وبعد موافقة المديرية العامة للآثار والمتاحف أو (إدارة الموقع الأثري) حسب الشروط التي يتم تعيينها في كل حالة على حدة والتي تشمل أنواع الشجر ومكان الغرس الخ... .

الصفحة ٥ / ١٢ من القرار رقم / تاريخ / ٢٠١٠/

٢. تخضع أعمال التشجير لموافقة السلطة المختصة وبعد موافقة المديرية العامة للآثار والمتاحف أو (إدارة



التجمع الأثري) حسب الشروط التي يتم تعيينها في كل حالة على حدة والتي تشمل أنواع الشجر ومكان الغرس الخ....

٣. يخضع الإصلااح الزراعي خارج حدود الموقع الأثري إلى موافقة السلطة المختصة المختصة وبعد موافقة المديرية العامة للآثار والمتاحف أو (إدارة التجمع الأثري) حسب الشروط التي يتم تعيينها في كل حالة على حدة والتي تشمل مكان الإصلااح الزراعي مساحته والآليات الثقيلة التي يسمح باستعمالها.
٤. تخضع المزارع الجماعية للأبقار ومرابط الأغنام والمداحن القائمة سابقاً إلى مواصلة نشاطها بشرط أن تأخذ كل الإجراءات الممكنة للحد من التلوث والتأثير السلبي على التجمع الأثري والمحيط الطبيعي حوله، ويمنع كل توسع لهذه المنشآت يهدف إلى كثافة الإنتاج.
٥. تخضع أعمال قلع الأحجار باستخدام الآليات الثقيلة في الأراضي الزراعية داخل حدود التجمع الأثري إلى موافقة السلطة المختصة بعد الحصول على موافقة المديرية العامة للآثار والمتاحف أو (إدارة التجمع الأثري)، وتضع السلطة المختصة شروط هذا النشاط، وعلى سبيل المثال لا الحصر (المكان، عمق التدخل، الآليات المستعملة، نقل الأحجار الكبيرة أو تكسيرها ضمن المكان...الخ).

المادة ١١: النشاطات الزراعية المسموحة

يسمح القيام بالنشاطات الزراعية التالية داخل حدود التجمع الأثري:

١. الأعمال الزراعية التقليدية في الأراضي الزراعية.
٢. التربية التقليدية للمواشي.

المادة ١٢ : الاشتراطات الخاصة بالمادة ١١

١. تخضع الأعمال الزراعية التقليدية في الأراضي الزراعية داخل حدود المواقع الأثرية على شروط خاصة تشمل استعمال الآليات التقليدية للحرث والغرس وجني المحاصيل نوع الزراعات ونوع طريقة الري المتبعة تحدد هذه الشروط في كل حالة على حدة من طرف السلطة المختصة بعد موافقة المديرية العامة أو (إدارة التجمع الأثري).

الصفحة ٦ / ١٢ من القرار رقم / تاريخ / ٢٠١٠/



٢. تخضع تربية الحيوانات (الدواجن، المواشي... الخ) داخل حدود المواقع الأثرية وبالطرق التقليدية لموافقة المديرية العامة للآثار والمتاحف أو إدارة التجمع الأثري إلى شروط خاصة (كأماكن تربية الحيوان، عدم استعمال المباني التاريخية والأثرية كحظائر، تنظيف مخلفات الحيوانات... الخ).

المادة ١٣ النشاطات الصناعية:

يُمنع القيام بالنشاطات التالية داخل حدود التجمع الأثري:

١. النشاطات الصناعية وإنشاء مناطق صناعية.
٢. إنشاء واستثمار مقالع حجرية.
٣. إنشاء واستثمار مواقع لوضع مخلفات البناء والنواتج المنزلية والصناعية.

المادة ١٤ : المنشآت السياحية:

يُمنع إقامة المنشآت السياحية وعلى سبيل المثال لا الحصر (الفنادق الكبيرة . المجمعات سياحية . المسابح . الكازينوهات . المطاعم... الخ) داخل حدود التجمع الأثري.

المادة ١٥: الاستثناءات الخاصة بالمادة ١٤:

١. يُسمح بإقامة المنشآت لغرض إدارة وترويج المواقع الأثرية وعلى سبيل المثال لا الحصر (مركز زوار . موقف سيارات . كافتيريا صغيرة . حمامات . مركز طبي _ مراكز خدمة غير ثابتة_ خيم مؤقتة... الخ) داخل حدود المواقع الأثرية بعد موافقة المديرية العامة أو (إدارة التجمع الأثري) وحسب الشروط التي تحددها.

الصفحة ١٢/٧ من القرار رقم / تاريخ / ٢٠١٠/

٢. يُسمح بإقامة المنشآت السياحية الخفيفة وعلى سبيل المثال لا الحصر (مطاعم صغيرة . فنادق صغيرة . خيم مؤقتة... الخ) في التجمعات السكنية والقرى والمناطق المحددة للتوسع السكني الطبيعي داخل حدود



التجمع الأثري والمحددة باللون الأزرق على الخريطة الطبوغرافية المرفقة رقم ٤ مقياس ٢٥٠٠٠/١ والتي تُشكل جزء لا يتجزأ من هذا القرار بعد الحصول على موافقة المديرية العامة للآثار والمتاحف أو (إدارة التجمع الأثري) وحسب الشروط التي تحددها.

المادة ١٦ : الترويج للتجمع الأثري:

١. يخضع الترويج الثقافي والترويجي والاجتماعي والسياحي والاقتصادي للتجمع الأثري لموافقة السلطة المختصة وبعد الحصول على موافقة المديرية العامة للآثار والمتاحف أو (إدارة التجمع الأثري).
٢. يخضع نشاطات الترويج حسب الفقرة ١ من هذه المادة لدفع شروط تضعه السلطة المختصة ولكل نشاط على حدا وحسب خصوصية الموقع أو التجمع الأثري لموافقة المديرية العامة للآثار والمتاحف أو (إدارة التجمع الأثري).

المادة ١٧ : إنشاءات البنية التحتية:

١. يُمنع شق الطرق الدولية والسريعة وإنشاء ممرات السكك الحديدية داخل حدود التجمع الأثري.
٢. يُمنع تعبيد الطرق القائمة حالياً داخل حدود الموقع الأثري.
٣. يُمنع حفر ممرات لشبكات الكهرباء والماء والهاتف والغاز والصرف الصحي داخل حدود الموقع الأثري.
٤. يُمنع تمرير شبكات الكهرباء (شبكات التوتر العالي) داخل حدود التجمع الأثري.
٥. يُمنع إنشاء محطات التوليد الكهربائية ومحطات الهاتف العادية والبرجية وأبراج استقبال وتقوية البث التلفزيوني ومحطات تجميع وضخ المياه والسدود وقنوات الري ضمن حدود التجمع الأثري.

الصفحة ١٢/٨ من القرار رقم / تاريخ / ٢٠١٠/

المادة ١٨ : الاستثناءات الخاصة بالمادة ١٧:

١. يُسمح بشق الطرق الإسفلتية والترابية والزراعية بغرض تخديم التجمعات السكنية والأراضي الزراعية ضمن حدود التجمع الأثري وبالشروط التي تحددها المديرية العامة للآثار والمتاحف أو (إدارة التجمع الأثري).



٢. يُسمح بشق الطرق الإسفلتية والترابية وتجديدها داخل حدود الموقع الأثري من قبل السلطة المختصة وبعد موافقة المديرية العامة للآثار والمتاحف أو (إدارة التجمع الأثري) وحصرياً بهدف الإدارة والترويج للموقع الأثري.
٣. يُخضع إنشاء شبكات الكهرباء المتوسطة والخفيفة داخل حدود التجمع الأثري وتحديد مسارها لموافقة المديرية العامة للآثار والمتاحف أو (إدارة التجمع الأثري).
٤. يُخضع إنشاء محطات توزيع الكهربائية ومحطات الهاتف العادية والبرجية وأبراج استقبال وتقوية البث التلفزيوني وتحديد مكانها ضمن حدود التجمع الأثري لموافقة المديرية العامة للآثار والمتاحف أو إدارة التجمع الأثري.

الفصل الثالث: التخطيط الإقليمي والمسح العقاري:

المادة ١٩ : التخطيط الإقليمي:

على الإدارات والجهات المسؤولة عن إنجاز التخطيط الإقليمي والمديني أن تلتزم بحدود المواقع الأثرية و التجمع الأثري والأحكام التي تضمنها هذا القرار أثناء إنجازها لعملها وتدخّلها في مخططاتها الإقليمية والمدينة.

المادة ٢٠ : المسح العقاري:

على الإدارات والجهات المسؤولة عن عمليات مسح وتحديد وتحرير الأراضي وإزالة الشبوع لحظ حدود المواقع الأثرية والتجمع الأثري وحقوق الارتفاق التي نص عليها هذا القرار على المخططات والخرائط وفي السجلات العقارية والمستندات المساحية في الأراضي المحددة والمحرة سابقاً، وأثناء القيام بأعمال التحديد والتحرير وإزالة الشبوع للأراضي غير المحددة والمحرة أو المملوكة على الشبوع الواقعة ضمن التجمع الأثري .

الصفحة ١٢ /٩ من القرار رقم / تاريخ / ٢٠١٠/

الفصل الرابع: أحكام ختامية

المادة ٢١ : استثناءات

١. استثناءً من أحكام الفقرة ٢ من المادة ١٣ من هذا القرار يُسمح بتحديد رخصة العمل لكل مقلع

حصري يتم استثمارها داخل حدود التجمع الأثري بموجب ترخيص نظامي لمدة لا تزيد



١. على سنتين من تاريخ دخول هذا القرار حيز التنفيذ.
٢. يُوقف العمل بكل مقلع غير حاصل على ترخيص في مدة زمنية أقصاها ثلاثة أشهر بدءاً من تاريخ دخول هذا القرار حيز التنفيذ.
٣. استثناءً من أحكام الفقرة ٣ من المادة ١٣ من هذا القرار تُعالج مكبات القمامة المنزلية والصناعية الواقعة ضمن حدود التجمع الأثري خلال مدة لا تتجاوز العام بدءاً من تاريخ دخول هذا القرار حيز التنفيذ.

المادة ٢٢ : صلاحية تنفيذ القرار:

١. تُمنح صلاحية تنفيذ هذا القرار للمديرية العامة للآثار والمتاحف أو (إدارة التجمع الأثري).
٢. على جميع الوزارات والإدارات ذات الصلة بمختلف أنواعها ومستوياتها تقديم المساعدة للمديرية العامة للآثار والمتاحف أو (إدارة الموقع الأثري) في تنفيذ أحكام هذا القرار.
٣. في نطاق تنفيذ هذا القرار تسعى المديرية العامة للآثار والمتاحف أو (إدارة الموقع الأثري) على تنسيق نشاطها التنفيذي مع جميع الوزارات والإدارات ذات الصلة.

الصفحة ١٢ /١٠ من القرار رقم / تاريخ / ٢٠١٠/

المادة ٢٣ : نشر القرار:

. يُنشر هذا القرار ويُبلغ من يلزم لتنفيذه.

المادة ٢٤ : دخول القرار حيز التنفيذ:



المادة ٢٣ : نشر القرار:

— يُنشر هذا القرار ويُبلغ من يلزم لتنفيذه.

المادة ٢٤ : دخول القرار حيز التنفيذ:

— يُعتبر هذا القرار نافذاً إعتباراً من تاريخ نشره في الجريدة الرسمية.

الفرع الوطني لل ملف التسجيل

المنسق القانوني	المنسق الفني	الخبير العلمي
أ. م. سليمان	م. لينا قطيعان	د. مأمون عبد الكريم

مدير المباحث	المدير العام للآثار والمتاحف
نظير عوض	الدكتور بسام حاموس

وزير الثقافة
الدكتور رياض نعيان آغا

رئيس مجلس الوزراء
المهندس محمد ناجي عطري

الصفحة ١٢ / ١١ من القرار رقم / آ تاريخ / ٢٠١٠



نسخة عن المخطط) - محافظة ادلب (مع نسخة عن المخطط) للتكرم بالتعميم على البلديات التي تقع العقارات ضمن حدودها الإدارية أو تتبع لها. - مديرية الخدمات الفنية في محافظة ادلب (مع نسخة عن المخطط) للتكرم بإخراج المنطقة المعينة بالمادة / ٤ / من هذا القرار خارج التنظيم وتثبيتها وفق الشروط المذكورة فيها- مالكي العقارات المذكورة في هذا القرار ع/ط البلديات التي تتبع لها هذه التجمعات - مديرية المصالح العقارية بادلب (مع نسخة عن المخطط) للتكرم بوضع إشارة أثري على التجمعات المعينة بإحداثياتها والمحددة بالخرائط المرفقة بهذا القرار - وزارة الزراعة (مع نسخة عن المخطط) للتكرم بتخصيص العقارات العائدة ملكيتها لأملاك الدولة الواقعة ضمن المناطق المحددة في هذا القرار لصالح المديرية العامة للآثار والمتاحف في حال وجودها - مديرية زراعة ادلب (مع نسخة عن المخطط) - وزارة السياحة (مع نسخة عن المخطط) - مديرية سياحة ادلب (مع نسخة عن المخطط) - دائرة آثار ادلب (مع نسخة عن المخطط) - دائرة آثار المعرفة مع نسخة من المخطط - مديرية الهندسة (مع نسخة عن المخطط) - مديرية التقيب (مع نسخة عن المخطط) - دائرة إدارة المواقع (مع نسخة عن المخطط) - القانونية (مع نسخة عن المخطط) - مديرية المباحث (مع نسخة عن المخطط) - مديرية المباحث مع الأصل .

الصفحة ١٢ / ١٢ من القرار رقم / آ تاريخ / ٢٠١٠



القرار رقم / /

وزير الثقافة
بناء على أحكام المرسوم التشريعي رقم ٢٢٢ لعام ١٩٦٣ وتعديلاته المتضمن قانون الآثار السوري لاسيما المادة ١٣/ منه التي تنص على تعيين وتسجيل الآثار.
وموجب الالتزام بتنفيذ المادة ١١ من اتفاقية اليونسكو لحماية التراث العالمي الثقافي والطبيعي لعام ١٩٧٢
وبناء على ما أقره المجلس الأعلى للآثار بجلسته السادسة تاريخ ٢٩/١٠/٢٠٠٩

يقرر ما يلي

الفصل الأول: أحكام عامة

- المادة ١: تعاريف** يقصد بالتعابير التالية في معرض تطبيق هذا القرار ما هو موضح بجانب كل منها :
- أ- **المشهد الطبيعي الثقافي:** هو ممتلك ثقافي ويمثل العمل المشترك بين الطبيعة والإنسان ويعبر عن تطور المجتمع الإنساني والاستيطان البشري عبر الزمن تحت تأثير القيود التي تفرضها أو الفرص التي تتيحها بيئتها الطبيعية وتوالي القوى الاجتماعية والاقتصادية والثقافية الخارجية والداخلية.
- ب- **التجمع الأثري:** مجموعة ممتلكات ثقافية غير منقولة تشمل المشهد الطبيعي الثقافي ومواقع أثرية ذات قيمة عالمية استثنائية ومحددة بمحدود محمية.
- ت- **الموقع الأثري:** مجموعة ممتلكات ثقافية غير منقولة تشمل العناصر والمكونات ذات الصفة الأثرية والتلال والمباني المنفردة أو المتصلة ذات القيمة التاريخية أو الفنية أو العلمية ومحددة بمحدود واضحة.
- ث- **السلطة المختصة:** هي الوزارة أو الإدارة صاحبة الصلاحية باتخاذ القرار.



المادة ٢ : أهداف القرار الوزاري

يهدف هذا القرار إلى:

- أ- تسجيل التجمع الأثري (رقم ١- جبل باريشا) في سجل المناطق الأثرية والأبنية التاريخية.
ب- تحديد حدود الموقع والتجمع الأثري حسب الخريطة الطبوغرافية التي تُعتبر جزءاً لا يتجزأ من هذا القرار.
ت- تحديد الشروط العامة والخاصة حول استثمار الأراضي الواقعة ضمن حدود المواقع الأثرية والتجمع الأثري.
ث- تحديد شروط النشاطات التي يسمح بها ضمن الموقع والتجمع الأثري (البناء - الزراعة-الصناعات والحرف اليدوية-البنى التحتية والأشغال العامة...الخ).
ج- ضمان حماية المواقع الأثرية والمشهد الطبيعي ضمن حدود التجمع الأثري.
د- وضع وتنفيذ خطة إدارة وحماية وترويج التجمع الأثري (الموقع والمشهد الطبيعي).
هـ- ترشيح التجمع الأثري للتسجيل على قائمة التراث العالمي كترت ذو قيمة عالمية استثنائية.

المادة ٣: مكونات التجمع الأثري:

يشمل التجمع الأثري منطلقة تحوي مشهد طبيعي ثقافي ذو قيمة عالمية استثنائية ويتضمن المواقع الأثرية التالية:

- أ - موقع خربة الخطيب.
ب- موقع دير قيتا والديرونية.
ج- موقع باقراحا.

المادة ٤ : تحديد حدود التجمع الأثري:

يشغل التجمع الأثري (الخريطة رقم ١-جبل باريشا) مساحة قدرها (٥٨٠ هكتار) والمبيّنة حدوده على الخريطة المرفقة رقم (١) باللون الأخضر بمقياس ١/٢٥٠٠٠ والتي تعد جزءاً لا يتجزأ من هذا القرار.

المادة ٥: تحديد حدود المواقع الأثرية:

- ١ . يشغل الموقع الأثري (الخريطة رقم أ- خربة الخطيب) مساحة قدرها (٦.٥٨٦٢ هكتار) والمبيّنة حدوده على الخريطة المرفقة رقم(أ) باللون الأحمر بمقياس ١/٢٥٠٠٠ .



٢. يشغل الموقع الأثري (الخريطة ب- دير قيتا والديونية) مساحة قدرها ٨.٩٨٢٨ هكتار + ٠.١٩٣٥ هكتار = ٩.١٧٦٣ هكتار والمبينة حدوده على الخريطة المرفقة رقم (ب) باللون الأحمر بمقياس ١/٢٠٠٠.
٣. يشغل الموقع الأثري (الخريطة ج- باقروحا) مساحة قدرها (٨.٠٩٠١ هكتار) والمبينة حدوده على الخريطة المرفقة رقم (ج) باللون الأحمر بمقياس ١/٢٠٠٠.
٤. وتعد الخرائط الواردة أرقامها أعلاه للمواقع الأثرية المذكورة جزءاً لا يتجزأ من هذا القرار.

المادة ٦: تغيير صفة استخدام الأراضي:

تخضع عملية تغيير صفة استعمال الأراضي داخل التجمع الأثري لموافقة مسبقة من السلطة المختصة وبشرط الحصول على موافقة المديرية العامة للآثار والمتاحف أو (إدارة التجمع الأثري).

الفصل الثاني: الشروط العامة

المادة ٧: مبدأ عدم السماح بالبناء:

يُمنع البناء وتغيير وتوسيع المباني الموجودة حالياً داخل حدود التجمع الأثري وتؤخذ بعين الاعتبار الاستثناءات الممنوحة بموجب أحكام هذا القرار.

المادة ٨ : الاستثناءات الخاصة بالمادة ٦:

- يُسمح بالنشاطات التالية بعد الحصول على موافقة السلطات المختصة وموافقة المديرية العامة للآثار والمتاحف أو (إدارة التجمع الأثري) التي تعين شروط الموافقة لكل حالة على حدة:
١. تغيير وتوسيع المباني القائمة في القرى والمناطق المحددة باللون الأزرق لاستيعاب النمو البشري، على الخريطة المرفقة مقياس ١/٢٥٠٠٠.
 ٢. ترميم وصيانة المباني القائمة ضمن حدود التجمع الأثري، حسب الخريطة المرفقة رقم (١) بمقياس ١/٢٥٠٠٠.

الصفحة ٣ / ١٠ من القرار رقم / تاريخ / ٢٠١٠/



٣. بناء المسكن الزراعي على الأراضي الزراعية التي لا تقل مساحتها عن ٤٠٠٠ م^٢، وبما يتوافق مع شروط ترخيص السكن الزراعي.
٤. بناء مبنى مستودع الزراعي داخل حدود التجمع الأثري على الأراضي الزراعية التي لا تقل مساحتها عن ١٠٠٠ م^٢ ومساحة قصوى للبناء ٢٠ م^٢ وارتفاع ٤ م بدءاً من سطح الأرض.

المادة ٩: النشاطات الزراعية الممنوعة

يُمنع داخل حدود التجمع الأثري النشاطات الزراعية التالية:

١. قلع الأشجار التي تُشكل جزء لا يتجزأ من المشهد الطبيعي ذو الأهمية الثقافية مثل (شجر البلوط، السنديان، الزيتون... الخ)
٢. غرس الأشجار.
٣. استصلاح الأراضي.
٤. إنشاء واستثمار المزارع الجماعية للأبقار ومرابط الأغنام والمداحن.
٥. قلع الأحجار بالآليات الثقيلة في الأراضي الزراعية داخل حدود الموقع الأثري.

المادة ١٠ : الاستثناءات الخاصة بالمادة ٨:

تخضع الأعمال التالية لموافقة السلطة المختصة وموافقة المديرية العامة للآثار والمتاحف أو إدارة التجمع الأثري وحسب الشروط التي يتم وضعها لكل حالة على حدة:

١. قلع وقطع الأشجار المذكورة (في نطاق أعمال التجديد ومعالجة الأشجار المريضة) تحت الفقرة ١ / من المادة ٨ / .
٢. أعمال التشجير.
٣. الإصلاح الزراعي خارج حدود الموقع الأثري.
٤. يستمر نشاط المزارع الجماعية للأبقار ومرابط الأغنام والمداحن القائمة سابقاً بشرط أن تأخذ كل الإجراءات الممكنة للحد من التلوث والتأثير السلبي على التجمع الأثري والمحيط الطبيعي حوله، ويمنع كل توسع لهذه المنشآت يهدف إلى كثافة الإنتاج.

الصفحة ٤ / ١٠ من القرار رقم / تاريخ / ٢٠١٠/



٥. أعمال قلع الأحجار باستخدام الآليات الثقيلة في الأراضي الزراعية داخل حدود التجمع الأثري وتضع السلطة المختصة شروط هذا النشاط.

المادة ١١: النشاطات الزراعية المسموحة

يسمح القيام بالنشاطات الزراعية التالية داخل حدود التجمع الأثري:

١. الأعمال الزراعية التقليدية في الأراضي الزراعية.
٢. تربية المواشي التقليدية.

المادة ١٢: الاشتراطات الخاصة بالمادة ١١

تخضع الأعمال التالية لموافقة السلطة المختصة وموافقة المديرية العامة للآثار والمتاحف أو إدارة التجمع الأثري وحسب الشروط التي يتم وضعها لكل حالة على حدة:

١. الأعمال الزراعية التقليدية في الأراضي الزراعية داخل حدود المواقع الأثرية.
٢. تربية الحيوانات (الدواجن، المواشي... الخ) داخل حدود المواقع الأثرية بالطرق التقليدية.

المادة ١٣: النشاطات الصناعية:

يُمنع القيام بالنشاطات التالية داخل حدود التجمع الأثري:

١. النشاطات الصناعية وإنشاء مناطق صناعية.
٢. إنشاء واستثمار مقالع حجرية.
٣. إنشاء واستثمار مواقع لوضع مخلفات البناء والنواتج المنزلية والصناعية.

المادة ١٤: المنشآت السياحية:

يُمنع إقامة المنشآت السياحية وعلى سبيل المثال لا الحصر (الفنادق الكبيرة، المجمعات سياحية، المساح، الكازينوهات، المطاعم... الخ) داخل حدود التجمع الأثري.



المادة ١٥: الاستثناءات الخاصة بالمادة ١٤:

١. يُسمح بإقامة المنشآت لغرض إدارة وترويج المواقع الأثرية وعلى سبيل المثال لا الحصر (مركز زوار . موقف سيارات . كافيتريا صغيرة . حمامات . مركز طبي _ مراكز خدمة غير ثابتة_ خيم مؤقتة... الخ) داخل حدود المواقع الأثرية بعد موافقة المديرية العامة أو (إدارة التجمع الأثري) وحسب الشروط التي تحددها.
٢. يُسمح بإقامة المنشآت السياحية الخفيفة وعلى سبيل المثال لا الحصر (مطاعم صغيرة . فنادق صغيرة . خيم مؤقتة... الخ) في التجمعات السكنية والقرى والمناطق المحددة للتوسع السكني الطبيعي داخل حدود التجمع الأثري والمحددة باللون الأزرق على الخريطة الطبوغرافية المرفقة رقم (١) مقياس ١/٢٥٠٠٠ والتي تُشكل جزء لا يتجزأ من هذا القرار بعد الحصول على موافقة المديرية العامة للآثار والمتاحف أو (إدارة التجمع الأثري) وحسب الشروط التي تحددها.

المادة ١٦: الترويج للتجمع الأثري:

١. يخضع الترويج الثقافي والتربوي والاجتماعي والسياحي والاقتصادي للتجمع الأثري لموافقة السلطة المختصة وبعد الحصول على موافقة المديرية العامة للآثار والمتاحف أو (إدارة التجمع الأثري).
٢. يخضع نشاطات الترويج حسب الفقرة ١ من هذه المادة لدفتر شروط تضعه السلطة المختصة ولكل نشاط على حدة وحسب خصوصية الموقع أو التجمع الأثري لموافقة المديرية العامة للآثار والمتاحف أو (إدارة التجمع الأثري).

المادة ١٧: إنشاءات البنية التحتية:

يُمنع القيام بالأعمال التالية:

١. شق الطرق الدولية والسريعة وإنشاء ممرات السكك الحديدية داخل حدود التجمع الأثري.
٢. تعبيد الطرق القائمة حالياً داخل حدود الموقع الأثري.
٣. حفر ممرات لشبكات الكهرباء والماء والهاتف والغاز والصرف الصحي داخل حدود الموقع الأثري.
٤. تمرير شبكات الكهرباء (شبكات التوتر العالي) داخل حدود التجمع الأثري.



٥. إنشاء محطات التوليد الكهربائية ومحطات الهاتف العادية والبرجية وأبراج استقبال وتقوية البث التلفزيوني ومحطات تجميع وضخ المياه والسدود وقنوات الري ضمن حدود التجمع الأثري.

المادة ١٨ : الاستثناءات الخاصة بالمادة ١٧ :

يُسمح بالأعمال التالية بعد الحصول على موافقة السلطات المختصة وموافقة المديرية العامة للآثار والمتاحف أو (إدارة التجمع الأثري):

١. شق الطرق الإسفلتية والترابية والزراعية بغرض تخدم التجمعات السكنية والأراضي الزراعية ضمن حدود التجمع الأثري.
٢. شق الطرق الإسفلتية والترابية وتجديدها داخل حدود الموقع الأثري وحصرها بهدف الإدارة والترويج للموقع الأثري.
٣. إنشاء شبكات الكهرباء المتوسطة والجهدية داخل حدود التجمع الأثري وتحديد مساراتها.
٤. بإنشاء محطات توزيع الكهربائية ومحطات الهاتف العادية والبرجية وأبراج استقبال وتقوية البث التلفزيوني وتحديد مكانها ضمن حدود التجمع الأثري.

الفصل الثالث: التخطيط الإقليمي والمسح العقاري:

المادة ١٩ : التخطيط الإقليمي:

على الإدارات والجهات المسؤولة عن إنجاز التخطيط الإقليمي والمديني أن تلتزم بمدود المواقع الأثرية و التجمع الأثري والأحكام التي تضمنها هذا القرار أثناء إنجازها لعملها وتدخلها في مخططاتها الإقليمية والمدينة.

المادة ٢٠ : المسح العقاري:

على الإدارات والجهات المسؤولة عن عمليات مسح وتحديد وتحرير الأراضي وإزالة الشبوع لحظ حدود المواقع الأثرية والتجمع الأثري وحقوق الارتفاق التي نص عليها هذا القرار على المخططات والخرائط وفي السجلات العقارية والمستندات المساحية في الأراضي المحددة والخررة سابقاً، وأثناء القيام بأعمال التحديد والتحرير وإزالة الشبوع للأراضي غير المحددة والخررة أو المملوكة على الشبوع الواقعة ضمن التجمع الأثري .

الصفحة ٧ / ١٠ من القرار رقم / تاريخ / ٢٠١٠

الفصل الرابع: أحكام ختامية



المادة ٢١ : استثناءات

١. استثناءاً من أحكام الفقرة ٢ من المادة ١٣ من هذا القرار يُسمح بتجديد رخصة العمل لكل مقلع حجري يتم استثمارها داخل حدود التجمع الأثري بموجب ترخيص نظامي لمدة لا تزيد على سنتين من تاريخ دخول هذا القرار حيز التنفيذ.
٢. يُوقف العمل بكل مقلع غير حاصل على ترخيص في مدة زمنية أقصاها ثلاثة أشهر بدءاً من تاريخ دخول هذا القرار حيز التنفيذ.
٣. استثناءاً من أحكام الفقرة ٣ من المادة ١٣ من هذا القرار تُعالج مكبات القمامة المنزلية والصناعية الواقعة ضمن حدود التجمع الأثري خلال مدة لا تتجاوز العام بدءاً من تاريخ دخول هذا القرار حيز التنفيذ.

المادة ٢٢ : صلاحية تنفيذ القرار:

١. تُمنح صلاحية تنفيذ هذا القرار للمديرية العامة للآثار والمتاحف أو (إدارة التجمع الأثري).
٢. على جميع الوزارات والإدارات ذات الصلة بمختلف أنواعها ومستوياتها تقديم المساعدة للمديرية العامة للآثار والمتاحف أو (إدارة الموقع الأثري) في تنفيذ أحكام هذا القرار.
٣. في نطاق تنفيذ هذا القرار تسعى المديرية العامة للآثار والمتاحف أو (إدارة الموقع الأثري) على تنسيق نشاطها التنفيذي مع جميع الوزارات والإدارات ذات الصلة.

الصفحة ٨ / ١٠ من القرار رقم / تاريخ / ٢٠١٠

المادة ٢٣ : نشر القرار:



المادة ٢٣ : نشر القرار:

— يُنشر هذا القرار ويُبلغ من يلزم لتنفيذه.

المادة ٢٤ : دخول القرار حيز التنفيذ:

— يُحتسب هذا القرار نافذاً اعتباراً من تاريخ نشره في الجريدة الرسمية.

الفريق الوطني لملف التسجيل

الخبير العلمي	المنسق الفني	المنسق القانوني
د. مأمون عبد الكريم	م. لينا قطيفان	أيمن سليمان

المدير العام للآثار والمتاحف	مدير المباني
الدكتور بسام جاموس	نظم عوض

وزير الثقافة

الدكتور رياض نعيان آغا

رئيس مجلس الوزراء

المهندس محمد ناجي عطري

الصفحة ٩ / ١٠ من القرار رقم / آ تاريخ / ٢٠١٠



صورة إلى:

رئاسة الوزراء مع نسخة عن المخطط - وزارة المالية نسخة عدد ٢/ للتمويل بنشره وإعلامنا - وزارة الإسكان والتعمير (مع نسخة عن المخطط) - وزارة الإدارة المحلية والبيئة (مع نسخة عن المخطط) - وزارة النفط (مع نسخة عن المخطط) - المؤسسة العامة للجيولوجيا (مع نسخة عن المخطط) - وزارة النقل (مع نسخة عن المخطط) المؤسسة العامة للطرق (مع نسخة عن المخطط) - محافظة ادلب (مع نسخة عن المخطط) للتركيم بالتعميم على البلديات التي تقع العقارات ضمن حدودها الإدارية أو تتبع لها. - مديرية الخدمات الفنية في محافظة ادلب (مع نسخة عن المخطط) للتركيم بإخراج المنطقة المعنية بالمادة ٤/ من هذا القرار خارج التنظيم وتثبيتها وفق الشروط المذكورة فيها - مالكي العقارات المذكورة في هذا القرار ع/ط البلديات التي تتبع لها هذه التجمعات - مديرية المصالح العقارية بادلب (مع نسخة عن المخطط) للتركيم بوضع إشارة أثري على التجمعات المعنية بإحداثياتها والمحددة بالخرائط المرفقة بهذا القرار - وزارة الزراعة (مع نسخة عن المخطط) للتركيم بتخصيص العقارات العائدة ملكيتها لأموال الدولة والواقعة ضمن المناطق المحددة في هذا القرار لصالح المديرية العامة للآثار والمتاحف في حال وجودها - مديرية زراعة ادلب (مع نسخة عن المخطط) - وزارة السياحة (مع نسخة عن المخطط) - مديرية سياحة ادلب (مع نسخة عن المخطط) - دائرة آثار ادلب (مع نسخة عن المخطط) - دائرة آثار المعرة مع نسخة من المخطط - مديرية الهندسة (مع نسخة عن المخطط) - مديرية التفتيش (مع نسخة عن المخطط) - دائرة إدارة المواقع (مع نسخة عن المخطط) - القانونية (مع نسخة عن المخطط) - مديرية المباني مع الأصل .

الصفحة ١٠ / ١٠ من القرار رقم / آ تاريخ / ٢٠١٠



القرار رقم / /

وزير الثقافة

بناء على أحكام المرسوم التشريعي رقم ٢٢٢ لعام ١٩٦٣ وتعديلاته المتضمن قانون الآثار السوري لا سيما المادة/١٣/ منه التي تنص على تعيين وتسجيل الآثار.
وموجب الالتزام بتنفيذ المادة ١١ من اتفاقية اليونسكو لحماية التراث العالمي الثقافي والطبيعي لعام ١٩٧٢
وبناء على ما أقره المجلس الأعلى للآثار بجلسته السادسة تاريخ ٢٩/١٠/٢٠٠٩

يقرر ما يلي

الفصل الأول: أحكام عامة

المادة ١: تعاريف يقصد بالتعابير التالية في معرض تطبيق هذا القرار ما هو موضح بجانب كل منها :

- أ- **المشهد الطبيعي الثقافي:** هو ممتلك ثقافي ويمثل العمل المشترك بين الطبيعة والإنسان ويعبر عن تطور المجتمع الإنساني والاستيطان البشري عبر الزمن تحت تأثير القيود التي تفرضها أو الفرص التي تتيحها بيئتها الطبيعية وتوالي القوى الاجتماعية والاقتصادية والثقافية الخارجية والداخلية.
- ب- **التجمع الأثري:** مجموعة ممتلكات ثقافية غير منقولة تشمل المشهد الطبيعي الثقافي ومواقع أثرية ذات قيمة عالمية استثنائية ومحددة بحدود محمية.
- ت- **الموقع الأثري:** مجموعة ممتلكات ثقافية غير منقولة تشمل العناصر والمكونات ذات الصفة الأثرية والتلال والمباني المنفردة أو المتصلة ذات القيمة التاريخية أو الفنية أو العلمية ومحددة بحدود واضحة.
- ث- **السلطة المختصة:** هي الوزارة أو الإدارة صاحبة الصلاحية باتخاذ القرار.



المادة ٢: أهداف القرار الوزاري

يهدف هذا القرار إلى:

- أ- تسجيل التجمع الأثري (رقم ٢- جبل سمعان- براد) في سجل المناطق الأثرية والأبنية التاريخية.
ب- تحديد حدود الموقع والتجمع الأثري حسب الخريطة الطبوغرافية التي تُعتبر جزءاً لا يتجزأ من هذا القرار.
ت- تحديد الشروط العامة والخاصة حول استثمار الأراضي الواقعة ضمن حدود المواقع الأثرية والتجمع الأثري.
ث- تحديد شروط النشاطات التي يسمح بها ضمن الموقع والتجمع الأثري (البناء - الزراعة-الصناعات والحرف اليدوية-البنى التحتية والأشغال العامة...الخ).
ج- ضمان حماية المواقع الأثرية والمشهد الطبيعي ضمن حدود التجمع الأثري.
د- وضع وتنفيذ خطة إدارة وحماية وترويج التجمع الأثري (الموقع والمشهد الطبيعي).
هـ- ترشيح التجمع الأثري للتسجيل على قائمة التراث العالمي كترت ذو قيمة عالمية استثنائية.

المادة ٣: مكونات التجمع الأثري:

يشمل التجمع الأثري منطقة تحوي مشهد طبيعي ثقافي ذو قيمة عالمية استثنائية ويتضمن المواقع الأثرية التالية:

- أ - موقع براد
ب- موقع كفر نبو
ج- موقع برج حيدر
هـ- موقع خراب شمس
و- موقع كالوتا



المادة ٤ : تحديد حدود التجمع الأثري:

يشغل التجمع الأثري (التجمع رقم ٢- جبل سمعان- براد) مساحة قدرها (٢٧٦٠ هكتار) والمبينة حدوده على الخريطة المرفقة رقم (٢) وباللون الأحمر مقياس ٢٥٠٠٠/١ والتي تعد جزءاً لا يتجزأ من هذا القرار.

المادة ٥: تحديد حدود المواقع الأثرية:

١. يشغل الموقع الأثري (براد) مساحة قدرها (٩٨.٢٤٧٥ هكتار) والمبينة حدوده باللون الأزرق على الصورة الفضائية المرفقة رقم (١).
٢. يشغل الموقع الأثري (كفرنبو) مساحة قدرها (٥٦.٤٢٠٧/ هكتار) والمبينة حدوده باللون الأزرق على الصورة الفضائية رقم (٢).
٣. يشغل الموقع الأثري (برج حيدر) مساحة قدرها (٤٨.٥٨٣٦/ هكتار) والمبينة حدوده باللون الأزرق على الصورة الفضائية رقم (٣).
٤. يشغل الموقع الأثري (خراب شمس) مساحة قدرها (١٢.١٧٥٤ هكتار) والمبينة حدوده باللون الأزرق على الصورة الفضائية رقم (٤).
٥. يشغل الموقع الأثري (كالوتا) مساحة قدرها (٤٠.٤٢٨٧ هكتار) والمبينة حدوده باللون الأزرق على الصورة الفضائية رقم (٥).
٦. تعد الخرائط الواردة أرقامها أعلاه للمواقع الأثرية المذكورة جزءاً لا يتجزأ من هذا القرار.

الصفحة ٣ / ١٢ من القرار رقم / آ تاريخ / ٢٠١٠



المادة ٦: تغيير صفة استخدام الأراضي:

تخضع عملية تغيير صفة استعمال الأراضي داخل التجمع الأثري لموافقة مسبقة من السلطة المختصة وبشرط الحصول على موافقة المديرية العامة للآثار والمتاحف أو (إدارة التجمع الأثري).

الفصل الثاني: الشروط العامة

المادة ٧: مبدأ عدم السماح بالبناء:

يُمنع البناء و تغيير وتوسيع المباني الموجودة حالياً داخل حدود التجمع الأثري وتؤخذ بعين الاعتبار الاستثناءات الممنوحة بموجب أحكام هذا القرار.

المادة ٨ : الاستثناءات الخاصة بالمادة ٦:

يُسمح بالنشاطات التالية بعد الحصول على موافقة السلطات المختصة وموافقة المديرية العامة للآثار والمتاحف أو (إدارة التجمع الأثري) التي تعين شروط الموافقة لكل حالة على حدة:

١. تغيير وتوسيع المباني القائمة في القرى والمناطق المحددة باللون الأزرق لاستيعاب النمو البشري، على الخريطة المرفقة رقم (٢) مقياس ٢٥٠٠٠/١.
٢. ترميم وصيانة المباني القائمة ضمن حدود التجمع الأثري، حسب الخريطة المرفقة رقم (٢) بمقياس ٢٥٠٠٠/١.
٣. بناء المسكن الزراعي، على الأراضي الزراعية التي لا تقل مساحتها عن ٤٠٠٠ م^٢، وبما يتوافق مع شروط ترخيص السكن الزراعي داخل حدود التجمع الأثري بموافقة السلطة المختصة وبعد الحصول على موافقة المديرية العامة للآثار والمتاحف أو (إدارة التجمع الأثري) وتعين شروط الموافقة بحيث تشمل على (مكان توضع البناء، المساحة، الارتفاع، نوعية مواد البناء، شكل الواجهات... الخ).

الصفحة ٤ / ١٢ من القرار رقم / آ تاريخ / ٢٠١٠

٤. يُسمح ببناء مبنى مستودع الزراعي داخل حدود التجمع الأثري على الأراضي الزراعية



التي لا تقل مساحتها عن ١٠٠٠ م^٢، لموافقة السلطة المختصة بعد الحصول على موافقة المديرية العامة للآثار والمتاحف أو (إدارة التجمع الأثري) وبمساحة قصوى للبناء ٢٠ م^٢ وارتفاع ٤ م بدءاً من سطح الأرض، ويتم تعيين شروط الموافقة الممنوحة بحيث تشمل على سبيل المثال لا الحصر (مكان بناء المستودع، ونوعية مواد البناء... الخ).

المادة ٩: النشاطات الزراعية الممنوعة

تُمنع داخل حدود التجمع الأثري النشاطات الزراعية التالية:

١. قلع الأشجار التي تُشكل جزء لا يتجزأ من المشهد الطبيعي ذو الأهمية الثقافية مثل (شجر البلوط، السنديان، الزيتون... الخ).
٢. غرس الأشجار.
٣. استصلاح الأراضي.
٤. إنشاء واستثمار المزارع الجماعية للآبقار ومرابط الأغنام والمداجن.
٥. قلع الأحجار بالآليات الثقيلة في الأراضي الزراعية داخل حدود الموقع الأثري.

المادة ١٠: الاستثناءات الخاصة بالمادة ٨:

- تخضع الأعمال التالية لموافقة السلطة المختصة وموافقة المديرية العامة للآثار والمتاحف أو إدارة التجمع الأثري وحسب الشروط التي يتم وضعها لكل حالة على حدة:
١. قلع وقطع الأشجار المذكورة (في نطاق أعمال التجديد ومعالجة الأشجار المريضة) تحت الفقرة ١ / من المادة ٨ / .
 ٢. أعمال التشجير.
 ٣. الإصلاح الزراعي خارج حدود الموقع الأثري.

الصفحة ٥ / ١٢ من القرار رقم / تاريخ / ٢٠١٠



٤. يستمر نشاط المزارع الجماعية للآبقار ومرابط الأغنام والمداجن القائمة سابقاً بشرط أن تأخذ كل الإجراءات الممكنة للحد من التلوث والتأثير السلبي على التجمع الأثري والمحيط الطبيعي حوله، ويمنع كل توسع لهذه المنشآت يهدف إلى كثافة الإنتاج.
٥. أعمال قلع الأحجار باستخدام الآليات الثقيلة في الأراضي الزراعية داخل حدود التجمع الأثري وتضع السلطة المختصة شروط هذا النشاط.

المادة ١١: النشاطات الزراعية المسموحة

يسمح القيام بالنشاطات الزراعية التالية داخل حدود التجمع الأثري:

١. الأعمال الزراعية التقليدية في الأراضي الزراعية.
٢. التربية التقليدية للمواشي.

المادة ١٢ : الاشتراطات الخاصة بالمادة ١١

١. تخضع الأعمال الزراعية التقليدية في الأراضي الزراعية داخل حدود المواقع الأثرية على شروط خاصة تشمل استعمال الآليات التقليدية للحراثة والغرس وحي المحاصيل نوع الزراعات ونوع طريقة الري المتبعة تحدد هذه الشروط في كل حالة على حدة من طرف السلطة المختصة بعد موافقة المديرية العامة أو (إدارة التجمع الأثري).
٢. تخضع تربية الحيوانات (الدواجن، المواشي... الخ) داخل حدود المواقع الأثرية وبالطرق التقليدية لموافقة المديرية العامة للآثار والمتاحف أو إدارة التجمع الأثري إلى شروط خاصة (كأماكن تربية الحيوان، عدم استعمال المياحي التاريخية والأثرية كحظائر، تنظيف مخلفات الحيوانات... الخ).

الصفحة ٦ / ١٢ من القرار رقم / تاريخ / ٢٠١٠



يُمنع القيام بالنشاطات التالية داخل حدود التجمع الأثري:

- النشاطات الصناعية وإنشاء مناطق صناعية.
- إنشاء واستثمار مقالع حجرية.
- إنشاء واستثمار مواقع لوضع مخلفات البناء والنواتج المنزلية والصناعية.

المادة ١٤ : المنشآت السياحية:

يُمنع إقامة المنشآت السياحية وعلى سبيل المثال لا الحصر (الفنادق الكبيرة . المجمعات سياحية . المسابح . الكازينوهات . المطاعم... الخ) داخل حدود التجمع الأثري.

المادة ١٥ : الاستثناءات الخاصة بالمادة ١٤ :

- يُسمح بإقامة المنشآت لغرض إدارة وترويج المواقع الأثرية وعلى سبيل المثال لا الحصر (مركز زوار . موقف سيارات . كافيتريا صغيرة . حمامات . مركز طبي _ مراكز خدمة غير ثابتة _ خيم مؤقتة... الخ) داخل حدود المواقع الأثرية بعد موافقة المديرية العامة أو (إدارة التجمع الأثري) وحسب الشروط التي تحددها.
- يُسمح بإقامة المنشآت السياحية الخفيفة وعلى سبيل المثال لا الحصر (مطاعم صغيرة . فنادق صغيرة . خيم مؤقتة... الخ) في التجمعات السكنية والقرى والمناطق المحددة للتوسع السكني الطبيعي داخل حدود التجمع الأثري والمحددة باللون الأزرق على الخريطة الطبوغرافية المرفقة رقم ١ مقياس ١/٢٥٠٠٠ والتي تُشكل جزء لا يتجزأ من هذا القرار بعد الحصول على موافقة المديرية العامة للآثار والمتاحف أو (إدارة التجمع الأثري) وحسب الشروط التي تحددها.

الصفحة ١٢/٧ من القرار رقم / تاريخ / ٢٠١٠/

المادة ١٦ : الترويج للتجمع الأثري:



- يخضع الترويج الثقافي والترابي والاجتماعي والسياحي والاقتصادي للتجمع الأثري لموافقة السلطة المختصة وبعد الحصول على موافقة المديرية العامة للآثار والمتاحف أو (إدارة التجمع الأثري).
- يخضع نشاطات الترويج حسب الفقرة ١ من هذه المادة لدفع شروط تضعه السلطة المختصة ولكل نشاط على حدا وحسب خصوصية الموقع أو التجمع الأثري لموافقة المديرية العامة للآثار والمتاحف أو (إدارة التجمع الأثري).

المادة ١٧ : إنشاءات البنية التحتية:

- يُمنع شق الطرق الدولية والسريعة وإنشاء ممرات السكك الحديدية داخل حدود التجمع الأثري.
- يُمنع تعبيد الطرق القائمة حالياً داخل حدود الموقع الأثري.
- يُمنع حفر ممرات لشبكات الكهرباء والماء والهاتف والغاز والصرف الصحي داخل حدود الموقع الأثري.
- يُمنع تمرير شبكات الكهرباء (شبكات التوتر العالي) داخل حدود التجمع الأثري.
- يُمنع إنشاء محطات التوليد الكهربائية ومحطات الهاتف العادية والبرجية وأبراج استقبال وتقوية البث التلفزيوني ومحطات تجميع وضخ المياه والسدود وقنوات الري ضمن حدود التجمع الأثري.

المادة ١٨ : الاستثناءات الخاصة بالمادة ١٧ :

- يُسمح بشق الطرق الإسفلتية والترابية والزراعية بغرض تخدم التجمعات السكنية والأراضي الزراعية ضمن حدود التجمع الأثري وبالشروط التي تحددها المديرية العامة للآثار والمتاحف أو (إدارة التجمع الأثري).

الصفحة ١٢/٨ من القرار رقم / تاريخ / ٢٠١٠/

- يُسمح بشق الطرق الإسفلتية والترابية وتجديدها داخل حدود الموقع الأثري من قبل السلطة المختصة وبعد موافقة المديرية العامة للآثار والمتاحف أو (إدارة التجمع الأثري) وحصرياً بهدف الإدارة والترويج للموقع الأثري.

- يخضع إنشاء شبكات الكهرباء المتوسطة والخفيفة داخل حدود التجمع الأثري وتحديد مسارها لموافقة



المديرية العامة للآثار والمتاحف أو (إدارة التجمع الأثري).

٤. يُخضع إنشاء محطات توزيع الكهرباء ومحطات الهاتف العادية والبرجية وأبراج استقبال وتقوية البث التلفزيوني وتحديد مكانها ضمن حدود التجمع الأثري لموافقة المديرية العامة للآثار والمتاحف أو إدارة التجمع الأثري.

الفصل الثالث: التخطيط الإقليمي والمسح العقاري:

المادة ١٩ : التخطيط الإقليمي:

على الإدارات والجهات المسؤولة عن إنجاز التخطيط الإقليمي والمدني أن تلتزم بحدود المواقع الأثرية و التجمع الأثري والأحكام التي تضمنها هذا القرار أثناء إنجازها لعملها وتدخّلها في مخططاتها الإقليمية والمدنية.

المادة ٢٠ : المسح العقاري:

على الإدارات والجهات المسؤولة عن عمليات مسح وتحديد وتحرير الأراضي وإزالة الشبوع لحظ حدود المواقع الأثرية والتجمع الأثري وحقوق الارتفاق التي نص عليها هذا القرار على المخططات والخرائط وفي السجلات العقارية والمستندات المساحية في الأراضي المحددة والمحررة سابقاً، وأثناء القيام بأعمال التحديد والتحرير وإزالة الشبوع للأراضي غير المحددة والمحررة أو المملوكة على الشبوع الواقعة ضمن التجمع الأثري .

الصفحة ١٢ / ٩ من القرار رقم / تاريخ / ٢٠١٠

الفصل الرابع: أحكام ختامية

المادة ٢١ : استثناءات

١. استثناءاً من أحكام الفقرة ٢ من المادة ١٣ من هذا القرار يُسمح بتحديد رخصة العمل لكل مقلع

حصري يتم استثمارها داخل حدود التجمع الأثري بموجب ترخيص نظامي لمدة لا تزيد

Rue Qasr el-Heir E-mail: dgam@syrianheritage.org.

Damas, Syrie

Tel: (963-11) 2219938-2228566, Fax: (963-11) 2247983

شارع قصر الحير الشرقي

دمشق . سورية

تلفون: ٢٢١٩٩٣٨ — ٢٢٢٨٥٦٦



على سنتين من تاريخ دخول هذا القرار حيز التنفيذ.

٢. يُوقف العمل بكل مقلع غير حاصل على ترخيص في مدة زمنية أقصاها ثلاثة أشهر بدءاً من تاريخ دخول هذا القرار حيز التنفيذ.
٣. استثناءاً من أحكام الفقرة ٣ من المادة ١٣ من هذا القرار تُعالج مكبات القمامة المنزلية والصناعية الواقعة ضمن حدود التجمع الأثري خلال مدة لا تتجاوز العام بدءاً من تاريخ دخول هذا القرار حيز التنفيذ.

المادة ٢٢ : صلاحية تنفيذ القرار:

١. تُمنح صلاحية تنفيذ هذا القرار للمديرية العامة للآثار والمتاحف أو (إدارة التجمع الأثري).
٢. على جميع الوزارات والإدارات ذات الصلة بمختلف أنواعها ومستوياتها تقديم المساعدة للمديرية العامة للآثار والمتاحف أو (إدارة الموقع الأثري) في تنفيذ أحكام هذا القرار.
٣. في نطاق تنفيذ هذا القرار تسعى المديرية العامة للآثار والمتاحف أو (إدارة الموقع الأثري) على تنسيق نشاطها التنفيذي مع جميع الوزارات والإدارات ذات الصلة.

الصفحة ١٢ / ١٠ من القرار رقم / تاريخ / ٢٠١٠

المادة ٢٣ : نشر القرار:

. يُنشر هذا القرار ويُبلغ من يلزم لتنفيذه.

المادة ٢٤ : دخول القرار حيز التنفيذ:

Rue Qasr el-Heir

Damas, Syrie

Tel: (963-11) 2219938-2228566, Fax: (963-11) 2247983

E-mail: dgam@syrianheritage.org.

شارع قصر الحير الشرقي

دمشق . سورية

تلفون: ٢٢١٩٩٣٨ — ٢٢٢٨٥٦٦



المادة ٢٣ : نشر القرار:

— يُنشر هذا القرار ويُبلغ من يلزم لتنفيذه.

المادة ٢٤ : دخول القرار حيز التنفيذ:

— يُعتبر هذا القرار نافذاً إعتباراً من تاريخ نشره في الجريدة الرسمية.

الفريق الوطني لل ملف التسجيل

المُنسق القانوني
أ.م. سليمان
المُنسق الفني
م. لينا قطيفان
الخبير العلمي
د. مأمون عبد الكريم

مدير المباني
نظير عوض
المدير العام للآثار والمتاحف
الدكتور إسام حاموس
وزير الثقافة
الدكتور رياض نعيان آغا

رئيس مجلس الوزراء
المهندس محمد ناجي عطري

الصفحة ١٢ / ١١ من القرار رقم / آ تاريخ / ٢٠١٠



نسخة عن المخطط) - وزارة الدفاع (مع نسخة عن المخطط) - محافظة حلب (مع نسخة عن المخطط) للتكرم بالتعميم على البلديات التي تقع العقارات ضمن حدودها الإدارية أو تتبع لها. - مديرية الخدمات الفنية في محافظة حلب (مع نسخة عن المخطط) للتكرم بإخراج المنطقة المعنية بالمادة ٤ / ٤ من هذا القرار خارج التنظيم وتثبيتها وفق الشروط المذكورة فيها - مالكي العقارات المذكورة في هذا القرار ع/ط البلديات التي تتبع لها هذه التجمعات - مديرية المصالح العقارية بحلب (مع نسخة عن المخطط للتكرم بوضع إشارة أTRI على التجمعات المعنية بإحداثياتها واحدهة بالخرائط المرفقة بهذا القرار) - وزارة الزراعة (مع نسخة عن المخطط) للتكرم بتخصيص العقارات العائدة لمليكيها لأملاك الدولة والواقعة ضمن المناطق المحددة في هذا القرار لصالح المديرية العامة للآثار والمتاحف في حال وجودها - مديرية زراعة حلب (مع نسخة عن المخطط) - وزارة السياحة (مع نسخة عن المخطط) - مديرية سياحة حلب (مع نسخة عن المخطط) - مديرية آثار حلب (مع نسخة عن المخطط) - مديرية الهندسة (مع نسخة عن المخطط) - مديرية التقيب (مع نسخة عن المخطط) - دائرة إدارة المواقع (مع نسخة عن المخطط) - القانونية (مع نسخة عن المخطط) - مديرية المباني مع الأصل .

الصفحة ١٢ / ١٢ من القرار رقم / آ تاريخ / ٢٠١٠



القرار رقم / /

وزير الثقافة
بناء على أحكام المرسوم التشريعي رقم ٢٢٢ لعام ١٩٦٣ وتعديلاته المتضمن قانون الآثار السوري لا سيما المادة ١٣/ منه التي تنص على تعيين وتسجيل الآثار.
وبموجب الالتزام بتنفيذ المادة ١١ من اتفاقية اليونسكو لحماية التراث العالمي الثقافي والطبيعي لعام ١٩٧٢
وبناء على ما أقره المجلس الأعلى للآثار بجلسته السادسة تاريخ ٢٩/١٠/٢٠٠٩

يقرر ما يلي

الفصل الأول: أحكام عامة

- المادة ١: تعاريف** يقصد بالتعابير التالية في معرض تطبيق هذا القرار ما هو موضح بجانب كل منها :
- أ- **المشهد الطبيعي الثقافي:** هو ممتلك ثقافي ويمثل العمل المشترك بين الطبيعة والإنسان ويعبر عن تطور المجتمع الإنساني والاستيطان البشري عبر الزمن تحت تأثير القيود التي تفرضها أو الفرص التي تتيحها بيئتها الطبيعية وتوالي القوى الاجتماعية والاقتصادية والثقافية الخارجية والداخلية.
- ب- **التجمع الأثري:** مجموعة ممتلكات ثقافية غير منقولة تشمل المشهد الطبيعي الثقافي ومواقع أثرية ذات قيمة عالمية استثنائية ومحددة بمحدود محمية.
- ت- **الموقع الأثري:** مجموعة ممتلكات ثقافية غير منقولة تشمل العناصر والمكونات ذات الصفة الأثرية والتلال والمباني المنفردة أو المتصلة ذات القيمة التاريخية أو الفنية أو العلمية ومحددة بمحدود واضحة.
- ث- **السلطة المختصة:** هي الوزارة أو الإدارة صاحبة الصلاحية باتخاذ القرار.



المادة ٢ : أهداف القرار الوزاري

يهدف هذا القرار إلى:

- أ- تسجيل التجمع الأثري (رقم ٥- جبل الزاوية- المعرة) في سجل المناطق الأثرية والأبنية التاريخية.
ب- تحديد حدود الموقع والتجمع الأثري حسب الخريطة الطبوغرافية التي تُعتبر جزءاً لا يتجزأ من هذا القرار.
ت- تحديد الشروط العامة والخاصة حول استثمار الأراضي الواقعة ضمن حدود المواقع الأثرية والتجمع الأثري.
ث- تحديد شروط النشاطات التي يسمح بها ضمن الموقع والتجمع الأثري (البناء - الزراعة-الصناعات والحرف اليدوية-البنى التحتية والأشغال العامة...الخ).
ج- ضمان حماية المواقع الأثرية والمشهد الطبيعي ضمن حدود التجمع الأثري.
د- وضع وتنفيذ خطة إدارة وحماية وترويج التجمع الأثري (الموقع والمشهد الطبيعي).
هـ- ترشيح التجمع الأثري للتسجيل على قائمة التراث العالمي كترت ذو قيمة عالمية استثنائية.

المادة ٣: مكونات التجمع الأثري:

- يشمل التجمع الأثري منطقة تحوي مشهد طبيعي ثقافي ذو قيمة عالمية استثنائية ويتضمن المواقع الأثرية التالية:
- أ - موقع رويحة .
ب- موقع جرادة .

المادة ٤ : تحديد حدود التجمع الأثري:

- يشغل التجمع الأثري (الخريطة رقم ٥- جبل الزاوية - المعرة) مساحة قدرها (٥٣٠ هكتار) والمبينة حدوده على الخريطة المرفقة رقم (٥) باللون الأخضر بمقياس ١/٢٥٠٠٠ والتي تعد جزءاً لا يتجزأ من هذا القرار.

المادة ٥: تحديد حدود المواقع الأثرية:

- ١- يشغل الموقع الأثري (الخريطة أ- رويحة) مساحة قدرها (٢٦.١٩٩١ هكتار) والمبينة حدوده على الخريطة المرفقة رقم (أ) باللون الأحمر بمقياس ١/٢٠٠٠.



٢- يشغل الموقع الأثري (الخريطة ب- جرادة) مساحة قدرها (١٦.٥٩٤١ هكتار) والمبينة حدوده على الخريطة المرفقة رقم (ب) باللون الأحمر بمقياس ١/٢٠٠٠٠.
٣- وتعد الخرائط الواردة أرقامها أعلاه للمواقع الأثرية المذكورة جزءاً لا يتجزأ من هذا القرار.

المادة ٦: تغيير صفة استخدام الأراضي:

تخضع عملية تغيير صفة استعمال الأراضي داخل التجمع الأثري لموافقة مسبقة من السلطة المختصة وبشرط الحصول على موافقة المديرية العامة للآثار والمتاحف أو (إدارة التجمع الأثري).

الفصل الثاني: الشروط العامة

المادة ٧: مبدأ عدم السماح بالبناء:

يُمنع البناء وتغيير وتوسيع المباني الموجودة حالياً داخل حدود التجمع الأثري وتؤخذ بعين الاعتبار الاستثناءات الممنوحة بموجب أحكام هذا القرار.

المادة ٨ : الاستثناءات الخاصة بالمادة ٦:

يُسمح بالنشاطات التالية بعد الحصول على موافقة السلطات المختصة وموافقة المديرية العامة للآثار والمتاحف أو (إدارة التجمع الأثري) التي تعين شروط الموافقة لكل حالة على حدة:

١. تغيير وتوسيع المباني القائمة في القرى والمناطق المحددة باللون الأزرق لاستيعاب النمو البشري، على الخريطة المرفقة بمقياس ١/٢٥٠٠٠.
٢. ترميم وصيانة المباني القائمة ضمن حدود التجمع الأثري، حسب الخريطة المرفقة رقم (٥) بمقياس ١/٢٥٠٠٠.
٣. بناء المسكن الزراعي على الأراضي الزراعية التي لا تقل مساحتها عن ٤٠٠٠ م^٢، وبما يتوافق مع شروط ترخيص السكن الزراعي.

الصفحة ٣/ ١٠ من القرار رقم / تاريخ / ٢٠١٠/



٤. بناء مبنى مستودع زراعي داخل حدود التجمع الأثري على الأراضي الزراعية التي لا تقل مساحتها عن ١٠٠٠ م^٢ وبمساحة قصوى للبناء ٢٠ م^٢ وارتفاع ٤ م بدءاً من سطح الأرض.

المادة ٩: النشاطات الزراعية الممنوعة

يُمنع داخل حدود التجمع الأثري النشاطات الزراعية التالية:

١. قلع الأشجار التي تُشكل جزءاً لا يتجزأ من المشهد الطبيعي ذو الأهمية الثقافية مثل (شجر البلوط، السندبان، الزيتون... الخ)
٢. غرس الأشجار.
٣. استصلاح الأراضي.
٤. إنشاء واستثمار المزارع الجماعية للأبقار ومرابط الأغنام والمداجن.
٥. قلع الأحجار بالآليات الثقيلة في الأراضي الزراعية داخل حدود الموقع الأثري.

المادة ١٠: الاستثناءات الخاصة بالمادة ٨:

تخضع الأعمال التالية لموافقة السلطة المختصة وموافقة المديرية العامة للآثار والمتاحف أو إدارة التجمع الأثري وحسب الشروط التي يتم وضعها لكل حالة على حدة:

١. قلع وقطع الأشجار المذكورة (في نطاق أعمال التجديد ومعالجة الأشجار المريضة) تحت الفقرة / ١ / من المادة / ٨ / .
٢. أعمال التشجير.
٣. الإصلاح الزراعي خارج حدود الموقع الأثري.
٤. يستمر نشاط المزارع الجماعية للأبقار ومرابط الأغنام والمداجن القائمة سابقاً بشرط أن تأخذ كل الإجراءات الممكنة للحد من التلوث والتأثير السلبي على التجمع الأثري والمحيط الطبيعي حوله، ويمنع كل توسع لهذه المنشآت يهدف إلى كثافة الإنتاج.
٥. أعمال قلع الأحجار باستخدام الآليات الثقيلة في الأراضي الزراعية داخل حدود التجمع الأثري وتضع السلطة المختصة شروط هذا النشاط.

الصفحة ٤/ ١٠ من القرار رقم / تاريخ / ٢٠١٠/



المادة ١١: النشاطات الزراعية المسموحة

يسمح القيام بالنشاطات الزراعية التالية داخل حدود التجمع الأثري:

١. الأعمال الزراعية التقليدية في الأراضي الزراعية.
٢. تربية المواشي التقليدية.

المادة ١٢: الاشتراطات الخاصة بالمادة ١١

تخضع الأعمال التالية لموافقة السلطة المختصة وموافقة المديرية العامة للآثار والمتاحف أو إدارة التجمع الأثري

وحسب الشروط التي يتم وضعها لكل حالة على حدة:

١. الأعمال الزراعية التقليدية في الأراضي الزراعية داخل حدود المواقع الأثرية.
٢. تربية الحيوانات (الدواجن، المواشي... الخ) داخل حدود المواقع الأثرية بالطرق التقليدية.

المادة ١٣ النشاطات الصناعية:

يُمنع القيام بالنشاطات التالية داخل حدود التجمع الأثري:

١. النشاطات الصناعية وإنشاء مناطق صناعية.
٢. إنشاء واستثمار مقالع حجرية.
٣. إنشاء واستثمار مواقع لوضع مخلفات البناء والنواتج المنزلية والصناعية.

المادة ١٤: المنشآت السياحية:

يُمنع إقامة المنشآت السياحية وعلى سبيل المثال لا الحصر(الفنادق الكبيرة . المجمعات سياحية . المسابح .

الكازينوهات . المطاعم... الخ) داخل حدود التجمع الأثري.

الصفحة ١٠/٥ من القرار رقم / تاريخ / ٢٠١٠/



المادة ١٥: الاستثناءات الخاصة بالمادة ١٤:

١. يُسمح بإقامة المنشآت لغرض إدارة وترويج المواقع الأثرية وعلى سبيل المثال لا الحصر (مركز زوار . موقف

سيارات . كافتريا صغيرة . حمامات . مركز طبي _ مراكز خدمة غير ثابتة_ خيم مؤقتة... الخ) داخل حدود المواقع الأثرية بعد موافقة المديرية العامة أو (إدارة التجمع الأثري) وحسب الشروط التي تحددها.

٢. يُسمح بإقامة المنشآت السياحية الخفيفة وعلى سبيل المثال لا الحصر (مطاعم صغيرة . فنادق صغيرة . خيم

مؤقتة... الخ) في التجمعات السكنية والقرى والمناطق المحددة للتوسع السكني الطبيعي داخل حدود التجمع الأثري والمحددة باللون الأزرق على الخريطة الطبوغرافية المرفقة رقم ٥ مقياس ٢٥٠٠٠/١ والتي

تُشكل جزء لا يتجزأ من هذا القرار بعد الحصول على موافقة المديرية العامة للآثار والمتاحف أو (إدارة التجمع الأثري) وحسب الشروط التي تحددها.

المادة ١٦: الترويج للتجمع الأثري:

١. يخضع الترويج الثقافي والترابي والاجتماعي والسياحي والاقتصادي للتجمع الأثري لموافقة السلطة المختصة وبعد الحصول على موافقة المديرية العامة للآثار والمتاحف أو (إدارة التجمع الأثري).

٢. يخضع نشاطات الترويج حسب الفقرة ١ من هذه المادة لدفتر شروط تضعه السلطة المختصة ولكل نشاط

على حدة وحسب خصوصية الموقع أو التجمع الأثري لموافقة المديرية العامة للآثار والمتاحف أو(إدارة التجمع الأثري).

المادة ١٧: إنشاءات البنية التحتية:

يُمنع القيام بالأعمال التالية:

١. شق الطرق الدولية والسريعة وإنشاء ممرات السكك الحديدية داخل حدود التجمع الأثري.

٢. تعبيد الطرق القائمة حالياً داخل حدود الموقع الأثري.

٣. حفر ممرات لشبكات الكهرباء والماء والهاتف والغاز والصرف الصحي داخل حدود الموقع الأثري.

٤. تمرير شبكات الكهرباء (شبكات التوتر العالي) داخل حدود التجمع الأثري.

الصفحة ١٠/٦ من القرار رقم / تاريخ / ٢٠١٠/

٥. إنشاء محطات التوليد الكهربائية ومحطات الهاتف العادية والبرجية وأبراج استقبال وتقوية البث التلفزيوني



ومحطات تجميع وضخ المياه والسدود وقنوات الري ضمن حدود التجمع الأثري.

المادة ١٨ : الاستثناءات الخاصة بالمادة ١٧ :

- يُسمح بالأعمال التالية بعد الحصول على موافقة السلطات المختصة وموافقة المديرية العامة للآثار والمتاحف أو (إدارة التجمع الأثري):
١. شق الطرق الإسفلتية والترابية والزراعية بغرض تختم التجمعات السكنية والأراضي الزراعية ضمن حدود التجمع الأثري.
 ٢. شق الطرق الإسفلتية والترابية وتحديد داخل حدود الموقع الأثري وحصرها بهدف الإدارة والترويج للموقع الأثري.
 ٣. إنشاء شبكات الكهرباء المتوسطة والخفيفة داخل حدود التجمع الأثري وتحديد مسارها.
 ٤. إنشاء محطات توزيع كهربائية ومحطات الهاتف العادية والبرجية وأبراج استقبال وتقوية البث التلفزيوني وتحديد مكانها ضمن حدود التجمع الأثري.

الفصل الثالث: التخطيط الإقليمي والمسح العقاري:

المادة ١٩ : التخطيط الإقليمي:

على الإدارات والجهات المسؤولة عن إنجاز التخطيط الإقليمي والمديني أن تلتزم بحدود المواقع الأثرية و التجمع الأثري والأحكام التي تضمنها هذا القرار أثناء إنجازها لعملها وتدخلها في مخططاتها الإقليمية والمدنية.

المادة ٢٠ : المسح العقاري:

على الإدارات والجهات المسؤولة عن عمليات مسح وتحديد وتحرير الأراضي وإزالة الشبوع لحظ حدود المواقع الأثرية والتجمع الأثري وحقوق الارتفاق التي نص عليها هذا القرار على المخططات والخرائط وفي السجلات العقارية والمستندات المساحية في الأراضي المحددة والحررة سابقاً، وأثناء القيام بأعمال التحديد والتحرير وإزالة الشبوع للأراضي غير المحددة والحررة أو المملوكة على الشبوع الواقعة ضمن التجمع الأثري .

الصفحة ١٠ / ٧ من القرار رقم / تاريخ / ٢٠١٠/

الفصل الرابع: أحكام ختامية



المادة ٢١ : استثناءات

١. استثناءاً من أحكام الفقرة ٢ من المادة ١٣ من هذا القرار يُسمح بتجديد رخصة العمل لكل مقلع حجري يتم استثمارها داخل حدود التجمع الأثري بموجب ترخيص نظامي لمدة لا تزيد على سنتين من تاريخ دخول هذا القرار حيز التنفيذ.
٢. يُوقف العمل بكل مقلع غير حاصل على ترخيص في مدة زمنية أقصاها ثلاثة أشهر بدءاً من تاريخ دخول هذا القرار حيز التنفيذ.
٣. استثناءاً من أحكام الفقرة ٣ من المادة ١٣ من هذا القرار تُعالج مكبات القمامة المنزلية والصناعية الواقعة ضمن حدود التجمع الأثري خلال مدة لا تتجاوز العام بدءاً من تاريخ دخول هذا القرار حيز التنفيذ.

المادة ٢٢ : صلاحية تنفيذ القرار:

١. تُمنح صلاحية تنفيذ هذا القرار للمديرية العامة للآثار والمتاحف أو (إدارة التجمع الأثري).
٢. على جميع الوزارات والإدارات ذات الصلة بمختلف أنواعها ومستوياتها تقديم المساعدة للمديرية العامة للآثار والمتاحف أو (إدارة الموقع الأثري) في تنفيذ أحكام هذا القرار.
٣. في نطاق تنفيذ هذا القرار تسعى المديرية العامة للآثار والمتاحف أو (إدارة الموقع الأثري) على تنسيق نشاطها التنفيذي مع جميع الوزارات والإدارات ذات الصلة.

الصفحة ٨ / ١٠ من القرار رقم / تاريخ / ٢٠١٠/

المادة ٢٣ : نشر القرار:



المادة ٢٣ : نشر القرار:

— يُنشر هذا القرار ويُبلغ من يلزم لتنفيذه.

المادة ٢٤ : دخول القرار حيز التنفيذ:

— يُعتبر هذا القرار نافذاً اعتباراً من تاريخ نشره في الجريدة الرسمية.

الفريق الوطني لملف التسجيل

الخبير العلمي	المنسق الفني	المنسق القانوني
د. مأمون عبد الكريم	م. لينا قطيفان	أ. م. سليمان

المدير العام للآثار والمتاحف	مدير المباني
الدكتور بسام جاموس	نظير عوض

وزير الثقافة

الدكتور رياض نعيان آغا

رئيس مجلس الوزراء

المهندس محمد ناجي عطري



صورة إلى:

رئاسة الوزراء مع نسخة عن المخطط - وزارة المالية نسخة عدد ٢/ / لتفضل بنشره وإعلامنا - وزارة الإسكان والتعمير مع نسخة عن المخطط - وزارة الإدارة المحلية والبيئة (مع نسخة عن المخطط) - وزارة النفط (مع نسخة عن المخطط) - المؤسسة العامة للجيولوجيا (مع نسخة عن المخطط) - وزارة النقل (مع نسخة عن المخطط) المؤسسة العامة للطرق (مع نسخة عن المخطط) - محافظة ادلب (مع نسخة عن المخطط) للتركوم بالتعميم على البلديات التي تقع العقارات ضمن حدودها الإدارية أو تتبع لها. - مديرية الخدمات الفنية في محافظة ادلب (مع نسخة عن المخطط) للتركوم بإخراج المنطقة المعنية بالمادة ٤/ من هذا القرار خارج التنظيم وتثبيتها وفق الشروط المذكورة فيها - مالكي العقارات المذكورة في هذا القرار ع/ط البلديات التي تتبع لها هذه التجمعات - مديرية المصالح العقارية بادلب (مع نسخة عن المخطط) للتركوم بوضع إشارة أثري على التجمعات المعنية بإحداثياتها والحددة بالخرائط المرفقة بهذا القرار - وزارة الزراعة (مع نسخة عن المخطط) للتركوم بتخصيص العقارات العائدة ملكيتها لأموال الدولة والواقعة ضمن المناطق المحددة في هذا القرار لصالح المديرية العامة للآثار والمتاحف في حال وجودها - مديرية زراعة ادلب (مع نسخة عن المخطط) - وزارة السياحة (مع نسخة عن المخطط) - مديرية سياحة ادلب (مع نسخة عن المخطط) - دائرة آثار ادلب (مع نسخة عن المخطط) - دائرة آثار المعرة مع نسخة من المخطط - مديرية الهندسة (مع نسخة عن المخطط) - مديرية التنقيب (مع نسخة عن المخطط) - دائرة إدارة المواقع (مع نسخة عن المخطط) - القانونية (مع نسخة عن المخطط) - مديرية المباني مع الأصل .

الصفحة ١٠/١٠ من القرار رقم / / تاريخ ٢٠١٠/

الصفحة ٩/ ١٠ من القرار رقم / / تاريخ ٢٠١٠/



القرار رقم / /

وزير الثقافة
بناء على أحكام المرسوم التشريعي رقم ٢٢٢ لعام ١٩٦٣ وتعديلاته المتضمن قانون الآثار السوري لا سيما المادة/١٣/ منه التي تنص على تعيين وتسجيل الآثار.
وموجب الالتزام بتنفيذ المادة ١١ من اتفاقية اليونسكو لحماية التراث العالمي الثقافي والطبيعي لعام ١٩٧٢
وبناء على ما أقره المجلس الأعلى للآثار بجلسته السادسة تاريخ ٢٩/١٠/٢٠٠٩

يقرر ما يلي

الفصل الأول: أحكام عامة

- المادة ١: تعاريف** يقصد بالتعابير التالية في معرض تطبيق هذا القرار ما هو موضح بجانب كل منها :
- أ- **المشهد الطبيعي الثقافي:** هو ممتلك ثقافي ويمثل العمل المشترك بين الطبيعة والإنسان ويعبر عن تطور المجتمع الإنساني والاستيطان البشري عبر الزمن تحت تأثير القيود التي تفرضها أو الفرص التي تتيحها بيئتها الطبيعية وتوالي القوى الاجتماعية والاقتصادية والثقافية الخارجية والداخلية.
- ب- **التجمع الأثري:** مجموعة ممتلكات ثقافية غير منقولة تشمل المشهد الطبيعي الثقافي ومواقع أثرية ذات قيمة عالمية استثنائية ومحددة بحدود محمية.
- ت- **الموقع الأثري:** مجموعة ممتلكات ثقافية غير منقولة تشمل العناصر والمكونات ذات الصفة الأثرية والتلال والمباني المنفردة أو المتصلة ذات القيمة التاريخية أو الفنية أو العلمية ومحددة بحدود واضحة.
- ث- **السلطة المختصة:** هي الوزارة أو الإدارة صاحبة الصلاحية باتخاذ القرار.

الصفحة ١ / ١٢ من القرار رقم / آ تاريخ / ٢٠١٠/



المادة ٢: أهداف القرار الوزاري

يهدف هذا القرار إلى:

- أ- تسجيل التجمع الأثري (رقم ١- جبل سمعان- قلعة ودير سمعان) في سجل المناطق الأثرية والأبنية التاريخية.
- ب- تحديد حدود الموقع والتجمع الأثري حسب الخريطة الطبوغرافية التي تُعتبر جزءاً لا يتجزأ من هذا القرار.
- ت- تحديد الشروط العامة والخاصة حول استثمار الأراضي الواقعة ضمن حدود المواقع الأثرية والتجمع الأثري.
- ث- تحديد شروط النشاطات التي يسمح بها ضمن الموقع والتجمع الأثري (البناء - الزراعة-الصناعات والحرف اليدوية-البنى التحتية والأشغال العامة...الخ).
- ج- ضمان حماية المواقع الأثرية والمشهد الطبيعي ضمن حدود التجمع الأثري.
- د- وضع وتنفيذ خطة إدارة وحماية وترويج التجمع الأثري (الموقع والمشهد الطبيعي).
- هـ- ترشيح التجمع الأثري للتسجيل على قائمة التراث العالمي كتراث ذو قيمة عالمية استثنائية.

المادة ٣: مكونات التجمع الأثري:

يشمل التجمع الأثري منطلقه تحوي مشهد طبيعي ثقافي ذو قيمة عالمية استثنائية ويتضمن المواقع الأثرية التالية:

- أ - موقع قلعة سمعان
ب- موقع دير سمعان
ج- موقع ست الروم
دموقع رفادة
هموقع قاطورة
و موقع الشيخ بركات
ز موقع خربة القصر

الصفحة ٢ / ١٢ من القرار رقم / آ تاريخ / ٢٠١٠/



المادة ٤ : تحديد حدود التجمع الأثري:

يشغل التجمع الأثري (التجمع رقم ١- جبل سمعان- قلعة ودير سمعان) مساحة قدرها (٣٧٠٠ هكتار) والمبينة حدوده على الخريطة المرفقة رقم (١) وباللون الأحمر مقياس ٢٥٠٠٠/١ والتي تعد جزءاً لا يتجزأ من هذا القرار.

المادة ٥: تحديد حدود المواقع الأثرية:

١. يشغل الموقع الأثري (قلعة و دير سمعان) مساحة قدرها (٧٨.٢٣٦٥/ هكتار) والمبينة حدوده باللون الأزرق على الصورة الفضائية المرفقة رقم (١).
٢. يشغل الموقع الأثري (ست الروم ورفادة) مساحة قدرها (٣٦.٤٢٠٧/ هكتار) والمبينة حدوده باللون الأزرق على الصورة الفضائية رقم (٢).
٣. يشغل الموقع الأثري (قاطورة) مساحة قدرها (٢٧.٠٣٦٤/ هكتار) والمبينة حدوده باللون الأزرق على الصورة الفضائية رقم (٣).
٤. يشغل الموقع الأثري (الشيخ بركات) مساحة قدرها (١٨.٤٤٥٦ هكتار) والمبينة حدوده باللون الأزرق على الصورة الفضائية رقم (٤).
٥. يشغل الموقع الأثري (خربة القصر) مساحة قدرها (١٧.١٥٨٤ هكتار) والمبينة حدوده باللون الأزرق على الصورة الفضائية رقم (٤).
٦. وتعد الخرائط الواردة أرقامها أعلاه للمواقع الأثرية المذكورة جزءاً لا يتجزأ من هذا القرار.

الصفحة ٣/ ١٢ من القرار رقم / تاريخ / ٢٠١٠/



المادة ٦: تغيير صفة استخدام الأراضي:

تخضع عملية تغيير صفة استعمال الأراضي داخل التجمع الأثري لموافقة مسبقة من السلطة المختصة وبشرط الحصول على موافقة المديرية العامة للآثار والمتاحف أو (إدارة التجمع الأثري).

الفصل الثاني: الشروط العامة

المادة ٧: مبدأ عدم السماح بالبناء:

يُمنع البناء وتغيير وتوسيع المباني الموجودة حالياً داخل حدود التجمع الأثري وتؤخذ بعين الاعتبار الاستثناءات الممنوحة بموجب أحكام هذا القرار.

المادة ٨ : الاستثناءات الخاصة بالمادة ٦:

يُسمح بالنشاطات التالية بعد الحصول على موافقة السلطات المختصة وموافقة المديرية العامة للآثار والمتاحف أو (إدارة التجمع الأثري) التي تعين شروط الموافقة لكل حالة على حدة:

١. تغيير وتوسيع المباني القائمة في القرى والمناطق المحددة باللون الأزرق لاستيعاب النمو البشري، على الخريطة المرفقة رقم (١) مقياس ٢٥٠٠٠/١.
٢. ترميم وصيانة المباني القائمة ضمن حدود التجمع الأثري، حسب الخريطة المرفقة رقم (١) بمقياس ٢٥٠٠٠/١.
٣. بناء المسكن الزراعي، على الأراضي الزراعية التي لا تقل مساحتها عن ٤٠٠٠ م^٢، وبما يتوافق مع شروط ترخيص السكن الزراعي داخل حدود التجمع الأثري بموافقة السلطة المختصة وبعد الحصول على موافقة المديرية العامة للآثار والمتاحف أو (إدارة التجمع الأثري) وتعين شروط الموافقة بحيث تشمل على (مكان توضع البناء، المساحة، الارتفاع، نوعية مواد البناء، شكل الواجهات...الخ).

الصفحة ٤/ ١٢ من القرار رقم / تاريخ / ٢٠١٠/

٤. يُسمح ببناء مبنى مستودع زراعي داخل حدود التجمع الأثري على الأراضي الزراعية التي لا تقل



مساحتها عن ١٠٠٠ م^٢، موافقة السلطة المختصة بعد الحصول على موافقة المديرية العامة للآثار والمتاحف أو (إدارة التجمع الأثري) وبمساحة قصوى للبناء ٢٠ م^٢ وارتفاع ٤ م بدءاً من سطح الأرض، ويتم تعيين شروط الموافقة الممنوحة بحيث تشمل على سبيل المثال لا الحصر (مكان بناء المستودع، ونوعية مواد البناء... الخ).

المادة ٩: النشاطات الزراعية الممنوعة

تُمنع داخل حدود التجمع الأثري النشاطات الزراعية التالية:

١. قلع الأشجار التي تُشكل جزء لا يتجزأ من المشهد الطبيعي ذو الأهمية الثقافية مثل (شجر البلوط، السنديان، الزيتون... الخ).
٢. غرس الأشجار.
٣. استصلاح الأراضي.
٤. إنشاء واستثمار المزارع الجماعية للآبقار ومرابط الأغنام والمداجن.
٥. قلع الأحجار بالآليات الثقيلة في الأراضي الزراعية داخل حدود الموقع الأثري.

المادة ١٠: الاستثناءات الخاصة بالمادة ٨:

تخضع الأعمال التالية لموافقة السلطة المختصة وموافقة المديرية العامة للآثار والمتاحف أو إدارة التجمع الأثري وحسب الشروط التي يتم وضعها لكل حالة على حدة:

١. قلع وقطع الأشجار المذكورة (في نطاق أعمال التجديد ومعالجة الأشجار المريضة) تحت الفقرة ١ / المادة ٨ / .
٢. أعمال التشجير.
٣. الإصلاح الزراعي خارج حدود الموقع الأثري.

الصفحة ٥ / ١٢ من القرار رقم / تاريخ / ٢٠١٠



٤. يستمر نشاط المزارع الجماعية للآبقار ومرابط الأغنام والمداجن القائمة سابقاً بشرط أن تأخذ كل الإجراءات الممكنة للحد من التلوث والتأثير السلبي على التجمع الأثري والمحيط الطبيعي حوله، ويمنع كل توسع لهذه المنشآت يهدف إلى كثافة الإنتاج.
٥. أعمال قلع الأحجار باستخدام الآليات الثقيلة في الأراضي الزراعية داخل حدود التجمع الأثري وتضع السلطة المختصة شروط هذا النشاط.

المادة ١١: النشاطات الزراعية المسموحة

يسمح القيام بالنشاطات الزراعية التالية داخل حدود التجمع الأثري:

١. الأعمال الزراعية التقليدية في الأراضي الزراعية.
٢. التربية التقليدية للمواشي.

المادة ١٢ : الاشتراطات الخاصة بالمادة ١١

١. تخضع الأعمال الزراعية التقليدية في الأراضي الزراعية داخل حدود المواقع الأثرية على شروط خاصة تشمل استعمال الآليات التقليدية للحراثة والغرس وحي المحاصيل نوع الزراعات ونوع طريقة الري المتبعة تحدد هذه الشروط في كل حالة على حدة من طرف السلطة المختصة بعد موافقة المديرية العامة أو (إدارة التجمع الأثري).
٢. تخضع تربية الحيوانات (الدواجن، المواشي... الخ) داخل حدود المواقع الأثرية وبالطرق التقليدية لموافقة المديرية العامة للآثار والمتاحف أو إدارة التجمع الأثري إلى شروط خاصة (كأماكن تربية الحيوان، عدم استعمال المباتي التاريخية والأثرية كحظائر، تنظيف مخلفات الحيوانات... الخ).

الصفحة ٦ / ١٢ من القرار رقم / تاريخ / ٢٠١٠

المادة ١٣ النشاطات الصناعية:



يُمنع القيام بالنشاطات التالية داخل حدود التجمع الأثري:

- النشاطات الصناعية وإنشاء مناطق صناعية.
- إنشاء واستثمار مقالع حجرية.
- إنشاء واستثمار مواقع لوضع مخلفات البناء والنواتج المنزلية والصناعية.

المادة ١٤ : المنشآت السياحية:

يُمنع إقامة المنشآت السياحية وعلى سبيل المثال لا الحصر (الفنادق الكبيرة . المجمعات سياحية . المسابح . الكازينوهات . المطاعم... الخ) داخل حدود التجمع الأثري.

المادة ١٥ : الاستثناءات الخاصة بالمادة ١٤ :

- يُسمح بإقامة المنشآت لغرض إدارة وترويج المواقع الأثرية وعلى سبيل المثال لا الحصر (مركز زوار . موقف سيارات . كافيتريا صغيرة . حمامات . مركز طبي _ مراكز خدمة غير ثابتة _ خيم مؤقتة... الخ) داخل حدود المواقع الأثرية بعد موافقة المديرية العامة أو (إدارة التجمع الأثري) وحسب الشروط التي تحددها.
- يُسمح بإقامة المنشآت السياحية الخفيفة وعلى سبيل المثال لا الحصر (مطاعم صغيرة . فنادق صغيرة . خيم مؤقتة... الخ) في التجمعات السكنية والقرى والمناطق المحددة للتوسع السكني الطبيعي داخل حدود التجمع الأثري والمحددة باللون الأزرق على الخريطة الطبوغرافية المرفقة رقم ١ مقياس ١/٢٥٠٠٠ والتي تُشكل جزء لا يتجزأ من هذا القرار بعد الحصول على موافقة المديرية العامة للآثار والمتاحف أو (إدارة التجمع الأثري) وحسب الشروط التي تحددها.

الصفحة ١٢/٧ من القرار رقم / تاريخ ٢٠١٠/

المادة ١٦ : الترويج للتجمع الأثري:

- يُخضع الترويج الثقافي والتربوي والاجتماعي والسياحي والاقتصادي للتجمع الأثري لموافقة السلطة المختصة



وبعد الحصول على موافقة المديرية العامة للآثار والمتاحف أو (إدارة التجمع الأثري).

- يُخضع نشاطات الترويج حسب الفقرة ١ من هذه المادة لدفتر شروط تضعه السلطة المختصة ولكل نشاط على حدا وحسب خصوصية الموقع أو التجمع الأثري لموافقة المديرية العامة للآثار والمتاحف أو (إدارة التجمع الأثري).

المادة ١٧ : إنشاءات البنية التحتية:

- يُمنع شق الطرق الدولية والسريعة وإنشاء ممرات السكك الحديدية داخل حدود التجمع الأثري.
- يُمنع تعبيد الطرق القائمة حالياً داخل حدود الموقع الأثري.
- يُمنع حفر ممرات لشبكات الكهرباء والماء والهاتف والغاز والصرف الصحي داخل حدود الموقع الأثري.
- يُمنع تمرير شبكات الكهرباء (شبكات التوتر العالي) داخل حدود التجمع الأثري.
- يُمنع إنشاء محطات توليد الكهرباء ومحطات الهاتف العادية والبرجية وأبراج استقبال وتقوية البث التلفزيوني ومحطات تجميع وضخ المياه والسدود وقنوات الري ضمن حدود التجمع الأثري.

المادة ١٨ : الاستثناءات الخاصة بالمادة ١٧ :

- يُسمح بشق الطرق الإسفلتية والترابية والزراعية بغرض تخدم التجمعات السكنية والأراضي الزراعية ضمن حدود التجمع الأثري وبالشروط التي تحددها المديرية العامة للآثار والمتاحف أو (إدارة التجمع الأثري).
- يُسمح بشق الطرق الإسفلتية والترابية وتجديدها داخل حدود الموقع الأثري من قبل السلطة المختصة وبعد موافقة المديرية العامة للآثار والمتاحف أو (إدارة التجمع الأثري) وحسب الإهداف والإدارة والترويج للموقع الأثري.

الصفحة ١٢ / ٨ من القرار رقم / تاريخ ٢٠١٠/

- يُخضع إنشاء شبكات الكهرباء المتوسطة والخفيفة داخل حدود التجمع الأثري وتحديد مسارها لموافقة المديرية العامة للآثار والمتاحف أو (إدارة التجمع الأثري).

- يُخضع إنشاء محطات توزيع الكهرباء ومحطات الهاتف العادية والبرجية وأبراج استقبال وتقوية البث



التلفزيوني وتحديد مكانها ضمن حدود التجمع الأثري لموافقة المديرية العامة للآثار والمتاحف أو إدارة التجمع الأثري.

الفصل الثالث: التخطيط الإقليمي والمسح العقاري:

المادة ١٩ : التخطيط الإقليمي:

على الإدارات والجهات المسؤولة عن إنجاز التخطيط الإقليمي والمدني أن تلتزم بحدود المواقع الأثرية و التجمع الأثري والأحكام التي تضمنها هذا القرار أثناء إنجازها لعملها وتدخلها في مخططاتها الإقليمية والمدنية.

المادة ٢٠ : المسح العقاري:

على الإدارات والجهات المسؤولة عن عمليات مسح وتحديد وتحرير الأراضي وإزالة الشبوع لحظ حدود المواقع الأثرية والتجمع الأثري وحقوق الارتفاق التي نص عليها هذا القرار على المخططات والخرائط وفي السجلات العقارية والمستندات المساحية في الأراضي المحددة والخررة سابقاً، وأثناء القيام بأعمال التحديد والتحرير وإزالة الشبوع للأراضي غير المحددة والخررة أو المملوكة على الشبوع الواقعة ضمن التجمع الأثري .

الصفحة ١٢ / ٩ من القرار رقم / تاريخ / ٢٠١٠ /

الفصل الرابع: أحكام ختامية

المادة ٢١ : استثناءات

١ . استثناءاً من أحكام الفقرة ٢ من المادة ١٣ من هذا القرار يُسمح بتحديد رخصة العمل لكل مقلع

حصري يتم استثمارها داخل حدود التجمع الأثري بموجب ترخيص نظامي لمدة لا تزيد

Rue Qasr el-Heir E-mail: dgam@sirianheritage.org.

Damas, Syrie

Tel: (963-11) 2219938-2228566, Fax: (963-11) 2247983

شارع قصر الحير الشرقي

دمشق . سورية

تلفون: ٢٢١٩٩٣٨ — ٢٢٢٨٥٦٦



على سنتين من تاريخ دخول هذا القرار حيز التنفيذ.

٢ . يُوقف العمل بكل مقلع غير حاصل على ترخيص في مدة زمنية أقصاها ثلاثة أشهر بدءاً من تاريخ دخول هذا القرار حيز التنفيذ.

٣ . استثناءاً من أحكام الفقرة ٣ من المادة ١٣ من هذا القرار تُعالج مكبات القمامة المنزلية والصناعية الواقعة ضمن حدود التجمع الأثري خلال مدة لا تتجاوز العام بدءاً من تاريخ دخول هذا القرار حيز التنفيذ.

المادة ٢٢ : صلاحية تنفيذ القرار:

١ . تُمنح صلاحية تنفيذ هذا القرار للمديرية العامة للآثار والمتاحف أو (إدارة التجمع الأثري).

٢ . على جميع الوزارات والإدارات ذات الصلة بمختلف أنواعها ومستوياتها تقديم المساعدة للمديرية العامة للآثار والمتاحف أو (إدارة الموقع الأثري) في تنفيذ أحكام هذا القرار.

٣ . في نطاق تنفيذ هذا القرار تسعى المديرية العامة للآثار والمتاحف أو (إدارة الموقع الأثري) على تنسيق نشاطها التنفيذي مع جميع الوزارات والإدارات ذات الصلة.

الصفحة ١٢ / ١٠ من القرار رقم / تاريخ / ٢٠١٠ /

المادة ٢٣ : نشر القرار:

. يُنشر هذا القرار ويُبلغ من يلزم لتنفيذه.

المادة ٢٤ : دخول القرار حيز التنفيذ:

شارع قصر الحير الشرقي

دمشق . سورية

تلفون: ٢٢١٩٩٣٨ — ٢٢٢٨٥٦٦

Rue Qasr el-Heir

E-mail: dgam@sirianheritage.org.

Damas, Syrie

Tel: (963-11) 2219938-2228566, Fax: (963-11) 2247983



المادة ٢٣ : نشر القرار:

— يُنشر هذا القرار ويُبلغ من يلزم لتنفيذه.

المادة ٢٤ : دخول القرار حيز التنفيذ:

— يُعتبر هذا القرار نافذاً اعتباراً من تاريخ نشره في الجريدة الرسمية.

التفريق الوطني الملف التسجيل

المنسق القانوني
أ.ن. سليمان

المنسق الفني
م. ليثا قطيخان

الخبير العلمي
د. مأمون عبد الكريم

مدير المباني
نظير عوض

المدير العام للآثار والمتاحف
الدكتور بسام جاموس

وزير الثقافة
الدكتور رياض نعبان آغا

رئيس مجلس الوزراء
المهندس محمد ناجي عطري

الصفحة ١٢ / ١١ من القرار رقم / آ تاريخ / ٢٠١٠



نسخة عن المخطط) - وزارة الدفاع (مع نسخة عن المخطط) - محافظة حلب (مع نسخة عن المخطط) للتكرم بالتعميم على البلديات التي تقع العقارات ضمن حدودها الإدارية أو تتبع لها. - مديرية الخدمات الفنية في محافظة حلب (مع نسخة عن المخطط) للتكرم بإخراج المنطقة المعنية بالمادة ٤ / ٤/ من هذا القرار خارج التنظيم وتثبيتها وفق الشروط المذكورة فيها - مالكي العقارات المذكورة في هذا القرار ع/ط البلديات التي تتبع لها هذه التجمعات - مديرية المصالح العقارية بحلب (مع نسخة عن المخطط) للتكرم بوضع إشارة أثري على التجمعات المعنية بإحداثياتها وحددة بالخرائط المرفقة بهذا القرار) - وزارة الزراعة (مع نسخة عن المخطط) للتكرم بتخصيص العقارات العائدة لمليكيها لأملاك الدولة والواقعة ضمن المناطق المحددة في هذا القرار لصالح المديرية العامة للآثار والمتاحف في حال وجودها - مديرية زراعة حلب (مع نسخة عن المخطط) - وزارة السياحة (مع نسخة عن المخطط) - مديرية سياحة حلب (مع نسخة عن المخطط) - مديرية آثار حلب (مع نسخة عن المخطط) - مديرية الهندسة (مع نسخة عن المخطط) - مديرية التقيب (مع نسخة عن المخطط) - دائرة إدارة المواقع (مع نسخة عن المخطط) - القانونية (مع نسخة عن المخطط) - مديرية المباني مع الأصل .

الصفحة ١٢ / ١٢ من القرار رقم / آ تاريخ / ٢٠١٠



القرار رقم / /

وزير الثقافة
بناء على أحكام المرسوم التشريعي رقم ٢٢٢ لعام ١٩٦٣ وتعديلاته المتضمن قانون الآثار السوري لا سيما المادة ١٣/ منه التي تنص على تعيين وتسجيل الآثار.
وموجب الالتزام بتنفيذ المادة ١١ من اتفاقية اليونسكو لحماية التراث العالمي الثقافي والطبيعي لعام ١٩٧٢
وبناء على ما أقره المجلس الأعلى للآثار بجلسته السادسة تاريخ ٢٩/١٠/٢٠٠٩

يقرر ما يلي

الفصل الأول: أحكام عامة

- المادة ١: تعاريف** يقصد بالتعابير التالية في معرض تطبيق هذا القرار ما هو موضح بجانب كل منها :
- أ- **المشهد الطبيعي الثقافي:** هو ممتلك ثقافي ويمثل العمل المشترك بين الطبيعة والإنسان ويعبر عن تطور المجتمع الإنساني والاستيطان البشري عبر الزمن تحت تأثير القيود التي تفرضها أو الفرص التي تتيحها بيئتها الطبيعية وتوالي القوى الاجتماعية والاقتصادية والثقافية الخارجية والداخلية.
- ب- **التجمع الأثري:** مجموعة ممتلكات ثقافية غير منقولة تشمل المشهد الطبيعي الثقافي ومواقع أثرية ذات قيمة عالمية استثنائية ومحددة بمحدود محمية.
- ت- **الموقع الأثري:** مجموعة ممتلكات ثقافية غير منقولة تشمل العناصر والمكونات ذات الصفة الأثرية والتلال والمباني المنفردة أو المتصلة ذات القيمة التاريخية أو الفنية أو العلمية ومحددة بمحدود واضحة.
- ث- **السلطة المختصة:** هي الوزارة أو الإدارة صاحبة الصلاحية باتخاذ القرار.



المادة ٢: أهداف القرار الوزاري

يهدف هذا القرار إلى:

- أ- تسجيل التجمع الأثري (رقم ٣- جبل سمعان- سنخار) في سجل المناطق الأثرية والأبنية التاريخية.
ب- تحديد حدود الموقع والتجمع الأثري حسب الخريطة الطبوغرافية التي تُعتبر جزءاً لا يتجزأ من هذا القرار.
ت- تحديد الشروط العامة والخاصة حول استثمار الأراضي الواقعة ضمن حدود المواقع الأثرية والتجمع الأثري.
ث- تحديد شروط النشاطات التي يسمح بها ضمن الموقع والتجمع الأثري (البناء - الزراعة-الصناعات والحرف اليدوية-البنى التحتية والأشغال العامة...الخ).
ج- ضمان حماية المواقع الأثرية والمشهد الطبيعي ضمن حدود التجمع الأثري.
د- وضع وتنفيذ خطة إدارة وحماية وترويج التجمع الأثري (الموقع والمشهد الطبيعي).
هـ- ترشيح التجمع الأثري للتسجيل على قائمة التراث العالمي كترت ذو قيمة عالمية استثنائية.

المادة ٣: مكونات التجمع الأثري:

- يشمل التجمع الأثري منطقة تحوي مشهد طبيعي ثقافي ذو قيمة عالمية استثنائية ويتضمن المواقع الأثرية التالية:
- أ- موقع سنخار
ب- موقع الشيخ سليمان
ج- موقع باطوطة

المادة ٤: تحديد حدود التجمع الأثري:

- يشغل التجمع الأثري (التجمع رقم ٣- جبل سمعان- سنخار) مساحة قدرها (٣٨٠ هكتار) والمبينة حدوده على الخريطة المرفقة رقم (٣) وباللون الأحمر مقياس ١/٢٥٠٠٠ والتي تعد جزءاً لا يتجزأ من هذا القرار.



المادة ٥: تحديد حدود المواقع الأثرية:

١. يشغل الموقع الأثري (باطوطة) مساحة قدرها (٥٠٤٤٥ هكتار) والمبينة حدوده باللون الأزرق على الصورة الفضائية المرفقة رقم (١).
٢. يشغل الموقع الأثري (سنخار) مساحة قدرها (٥٠١٢٢٧ هكتار) والمبينة حدوده باللون الأزرق على الصورة الفضائية المرفقة رقم (٢).
٣. يشغل الموقع الأثري (الشيخ سليمان) مساحة قدرها (٣٤٠٦٦٣٣ هكتار) والمبينة حدوده باللون الأزرق على الصورة الفضائية المرفقة رقم (٣).
٤. وتعد الخرائط الواردة أرقامها أعلاه للمواقع الأثرية المذكورة جزءاً لا يتجزأ من هذا القرار.

المادة ٦: تغيير صفة استخدام الأراضي:

تخضع عملية تغيير صفة استعمال الأراضي داخل التجمع الأثري لموافقة مسبقة من السلطة المختصة وبشرط الحصول على موافقة المديرية العامة للآثار والمتاحف أو (إدارة التجمع الأثري).

الفصل الثاني: الشروط العامة

المادة ٧: مبدأ عدم السماح بالبناء:

يُمنع البناء و تغيير وتوسيع المباني الموجودة حالياً داخل حدود التجمع الأثري وتؤخذ بعين الاعتبار الاستثناءات الممنوحة بموجب أحكام هذا القرار.



المادة ٨ : الاستثناءات الخاصة بالمادة ٦:

- يُسمح بالنشاطات التالية بعد الحصول على موافقة السلطات المختصة وموافقة المديرية العامة للآثار والمتاحف أو (إدارة التجمع الأثري) التي تعين شروط الموافقة لكل حالة على حدة:
١. ترميم وصيانة المباني القائمة ضمن حدود التجمع الأثري، حسب الخريطة المرفقة رقم (٣) بمقياس ٢٥٠٠٠/١.
 ٢. بناء المسكن الزراعي، على الأراضي الزراعية التي لا تقل مساحتها عن ٤٠٠٠ م^٢، وبما يتوافق مع شروط ترخيص السكن الزراعي داخل حدود التجمع الأثري
 ٣. بناء مبنى مستودع زراعي داخل حدود التجمع الأثري على الأراضي الزراعية التي لا تقل مساحتها عن ١٠٠٠ م^٢، لموافقة السلطة المختصة بعد الحصول على موافقة المديرية العامة للآثار والمتاحف أو (إدارة التجمع الأثري) وبمساحة قصوى للبناء ٢٠٠ م^٢ وارتفاع ٤ م بدءاً من سطح الأرض.

المادة ٩: النشاطات الزراعية الممنوعة

يُمنع داخل حدود التجمع الأثري النشاطات الزراعية التالية:

١. قلع الأشجار التي تُشكل جزء لا يتجزأ من المشهد الطبيعي ذو الأهمية الثقافية مثل (شجر البلوط، السنديان، الزيتون... الخ)
٢. غرس الأشجار.
٣. استصلاح الأراضي.
٤. إنشاء واستثمار المزارع الجماعية للأبقار ومرابط الأغنام والمداجن.
٥. قلع الأحجار بالآليات الثقيلة في الأراضي الزراعية داخل حدود الموقع الأثري.



المادة ١٠: الاستثناءات الخاصة بالمادة ٨:

- تخضع الأعمال التالية لموافقة السلطة المختصة وموافقة المديرية العامة للآثار والمتاحف أو إدارة التجمع الأثري وحسب الشروط التي يتم وضعها لكل حالة على حدة:
١. أعمال قلع وقطع الأشجار المذكورة (في نطاق أعمال التجديد ومعالجة الأشجار المريضة) تحت الفقرة / ١ من المادة / ٨ .
 ٢. أعمال التشجير .
 ٣. الإصلاح الزراعي خارج حدود الموقع الأثري.
 ٤. يستمر نشاط المزارع الجماعية للأبقار ومرابط الأغنام والمد اجن القائمة سابقاً بشرط أن تأخذ كل الإجراءات الممكنة للحد من التلوث والتأثير السلبي على التجمع الأثري والمحيط الطبيعي حوله، ويتمتع كل توسع لهذه المنشآت بهدف إلى كثافة الإنتاج.
 ٥. أعمال قلع الأحجار باستخدام الآليات الثقيلة في الأراضي الزراعية داخل حدود التجمع الأثري وتضع السلطة المختصة شروط هذا النشاط.

المادة ١١: النشاطات الزراعية المسموحة

- يسمح القيام بالنشاطات الزراعية التالية داخل حدود التجمع الأثري:
١. الأعمال الزراعية التقليدية في الأراضي الزراعية.
 ٢. التربية المواشي بالطرق التقليدية.



المادة ١٢: الاشتراطات الخاصة بالمادة ١١

١. تخضع الأعمال الزراعية التقليدية في الأراضي الزراعية داخل حدود المواقع الأثرية على شروط خاصة تشمل استعمال الآليات التقليدية للحراثة والغرس وجني المحاصيل نوع الزراعات ونوع طريقة الري المتبعة تحدد هذه الشروط في كل حالة على حدة من طرف السلطة المختصة بعد موافقة المديرية العامة أو (إدارة التجمع الأثري).
٢. تخضع تربية الحيوانات (الدواجن، المواشي... الخ) داخل حدود المواقع الأثرية وبالطرق التقليدية لموافقة المديرية العامة للآثار والمتاحف أو إدارة التجمع الأثري إلى شروط خاصة (كأماكن تربية الحيوان، عدم استعمال المباتي التاريخية والأثرية كحظائر، تنظيف مخلفات الحيوانات... الخ).

المادة ١٣ النشاطات الصناعية:

- يُمنع القيام بالنشاطات التالية داخل حدود التجمع الأثري:
١. النشاطات الصناعية وإنشاء مناطق صناعية.
 ٢. إنشاء واستثمار مقالع حجرية.
 ٣. إنشاء واستثمار مواقع لوضع مخلفات البناء والنواتج المنزلية والصناعية.

المادة ١٤: المنشآت السياحية:

٤. يُمنع إقامة المنشآت السياحية وعلى سبيل المثال لا الحصر (الفنادق الكبيرة . المجمعات سياحية . المسابح . الكازينوهات . المطاعم... الخ) داخل حدود التجمع الأثري.



المادة ١٥: الاستثناءات الخاصة بالمادة ١٤:

١. يُسمح بإقامة المنشآت لغرض إدارة وترويج المواقع الأثرية وعلى سبيل المثال لا الحصر (مركز زوار . موقف سيارات . كافيتريا صغيرة . حمامات . مركز طبي _ مراكز خدمة غير ثابتة _ خيم مؤقتة... الخ) داخل حدود المواقع الأثرية بعد موافقة المديرية العامة أو (إدارة التجمع الأثري) وحسب الشروط التي تحددها.
٢. يُسمح بإقامة المنشآت السياحية الخفيفة وعلى سبيل المثال لا الحصر (مطاعم صغيرة . فنادق صغيرة . خيم مؤقتة... الخ) في التجمعات السكنية والقرى والمناطق المحددة لتوسع السكني الطبيعي داخل حدود التجمع الأثري والمحددة باللون الأزرق على الخريطة الطبوغرافية المرفقة رقم ٣ مقياس ١/٢٥٠٠٠ والتي تُشكل جزء لا يتجزأ من هذا القرار بعد الحصول على موافقة المديرية العامة للآثار والمتاحف أو (إدارة التجمع الأثري) وحسب الشروط التي تحددها.

المادة ١٦: الترويج للتجمع الأثري:

١. يُخضع الترويج الثقافي والتربوي والاجتماعي والسياحي والاقتصادي للتجمع الأثري لموافقة السلطة المختصة وبعد الحصول على موافقة المديرية العامة للآثار والمتاحف أو (إدارة التجمع الأثري).
٢. يُخضع نشاطات الترويج حسب الفقرة ١ من هذه المادة لدفع شروط تضعه السلطة المختصة ولكل نشاط على حدا وحسب خصوصية الموقع أو التجمع الأثري لموافقة المديرية العامة للآثار والمتاحف أو (إدارة التجمع الأثري).

الصفحة ١١/٧ من القرار رقم / آ تاريخ ٢٠١٠/

المادة ١٧: إنشاءات البنية التحتية:



١. يُمنع شق الطرق الدولية والسريعة وإنشاء ممرات السكك الحديدية داخل حدود التجمع الأثري.
٢. يُمنع تعبيد الطرق القائمة حالياً داخل حدود الموقع الأثري.
٣. يُمنع حفر ممرات لشبكات الكهرباء والماء والهاتف والغاز والصرف الصحي داخل حدود الموقع الأثري.
٤. يُمنع تمرير شبكات الكهرباء (شبكات التوتر العالي) داخل حدود التجمع الأثري.
٥. يُمنع إنشاء محطات التوليد الكهربائية ومحطات الهاتف العادية والبرجية وأبراج استقبال وتقوية البث التلفزيوني ومحطات تجميع وضخ المياه والسدود وقنوات الري ضمن حدود التجمع الأثري.

المادة ١٨: الاستثناءات الخاصة بالمادة ١٧:

١. يُسمح بشق الطرق الإسفلتية والترابية والزراعية بغرض تخدم التجمعات السكنية والأراضي الزراعية ضمن حدود التجمع الأثري وبالشروط التي تحددها المديرية العامة للآثار والمتاحف أو (إدارة التجمع الأثري).
٢. يُسمح بشق الطرق الإسفلتية والترابية وتجديدها داخل حدود الموقع الأثري من قبل السلطة المختصة وبعد موافقة المديرية العامة للآثار والمتاحف أو (إدارة التجمع الأثري) وحسباً بهدف الإدارة والترويج للموقع الأثري.
٣. يُخضع إنشاء شبكات الكهرباء المتوسطة والخفيفة داخل حدود التجمع الأثري وتحديد مسارها لموافقة المديرية العامة للآثار والمتاحف أو (إدارة التجمع الأثري).
٤. يُخضع إنشاء محطات توزيع الكهرباء ومحطات الهاتف العادية والبرجية وأبراج استقبال وتقوية البث التلفزيوني وتحديد مكانها ضمن حدود التجمع الأثري لموافقة المديرية العامة للآثار والمتاحف أو إدارة التجمع الأثري.

الصفحة ١١ / ٨ من القرار رقم / آ تاريخ / ٢٠١٠/

الفصل الثالث: التخطيط الإقليمي والمسح العقاري:

المادة ١٩: التخطيط الإقليمي:

على الإدارات والجهات المسؤولة عن إنجاز التخطيط الإقليمي والمدين أن تلتزم بحدود المواقع الأثرية والتجمع الأثري



والأحكام التي تضمنها هذا القرار أثناء إنجازها لعملها وتدخّلها في مخططاتها الإقليمية والمدنية.

المادة ٢٠ : المسح العقاري:

على الإدارات والجهات المسؤولة عن عمليات مسح وتحديد وتحرير الأراضي وإزالة الشبوع لحظ حدود المواقع الأثرية والتجمع الأثري وحقوق الارتفاق التي نص عليها هذا القرار على المخططات والخرائط وفي السجلات العقارية والمستندات المساحية في الأراضي المحددة والخمرة سابقاً، وأثناء القيام بأعمال التحديد والتحرير وإزالة الشبوع للأراضي غير المحددة والخمرة أو المملوكة على الشبوع الواقعة ضمن التجمع الأثري .

الفصل الرابع: أحكام ختامية

المادة ٢١ : استثناءات

١. استثناءً من أحكام الفقرة ٢ من المادة ١٣ من هذا القرار يُسمح بتحديد رخصة العمل لكل مقلع حجري يتم استثمارها داخل حدود التجمع الأثري بموجب ترخيص نظامي لمدة لا تزيد على سنتين من تاريخ دخول هذا القرار حيز التنفيذ.
٢. يُوقف العمل بكل مقلع غير حاصل على ترخيص في مدة زمنية أقصاها ثلاثة أشهر بدءاً من تاريخ دخول هذا القرار حيز التنفيذ.
٣. استثناءً من أحكام الفقرة ٣ من المادة ١٣ من هذا القرار تُعالج مكبات القمامة المنزلية والصناعية الواقعة ضمن حدود التجمع الأثري خلال مدة لا تتجاوز العام بدءاً من تاريخ دخول هذا القرار حيز التنفيذ.

المادة ٢٢ : صلاحية تنفيذ القرار:

١. تُمنح صلاحية تنفيذ هذا القرار للمديرية العامة للآثار والمتاحف أو (إدارة التجمع الأثري).

الصفحة ٩ / ١١ من القرار رقم / تاريخ / ٢٠١٠

٢. على جميع الوزارات والإدارات ذات الصلة بمختلف أنواعها ومستوياتها تقديم المساعدة للمديرية العامة للآثار والمتاحف أو (إدارة الموقع الأثري) في تنفيذ أحكام هذا القرار.

٣. في نطاق تنفيذ هذا القرار تسعى المديرية العامة للآثار والمتاحف أو (إدارة الموقع الأثري) على



المادة ٢٣ : نشر القرار:

— يُنشر هذا القرار ويُبلغ من يلزم لتنفيذه.

المادة ٢٤ : دخول القرار حيز التنفيذ:

— يُعتبر هذا القرار نافذاً اعتباراً من تاريخ نشره في الجريدة الرسمية.

الفريق الوطني لملف التسجيل

المسح القانوني	المنسق الفني	الخبير العلمي
أمين سليمان	م. لينا قطيفان	د. مأمون عبد الكريم

مدير المباني	المدير العام للآثار والمتاحف
نظير عوض	الدكتور بسام جاموس

وزير الثقافة
الدكتور رياض نعيان آغا
رئيس مجلس الوزراء
المهندس محمد ناجي عطري

الصفحة ٩ / ١٠ من القرار رقم / تاريخ / ٢٠١٠



العامة للجيولوجيا (مع نسخة عن المخطط) - وزارة النقل (مع نسخة عن المخطط) المؤسسة العامة للطرق (مع نسخة عن المخطط) - وزارة الدفاع (مع نسخة عن المخطط) - محافظة حلب (مع نسخة عن المخطط) للتركيم بالتعميم على البلديات التي تقع العقارات ضمن حدودها الإدارية أو تتبع لها. - مديرية الخدمات الفنية في محافظة حلب (مع نسخة عن المخطط) للتركيم بإخراج المنطقة المعنية بالمادة ٤ / من هذا القرار خارج التنظيم وتثبيتها وفق الشروط المذكورة فيها - مالكي العقارات المذكورة في هذا القرار ع/ط البلديات التي تتبع لها هذه التجمعات - مديرية المصالح العقارية بحلب (مع نسخة عن المخطط للتركيم بوضع إشارة أترى على التجمعات المعنية بإحداثياتها والمحددة بالخرائط المرفقة بهذا القرار) - وزارة الزراعة (مع نسخة عن المخطط) للتركيم بتخصيص العقارات العائدة ملكيتها لأموال الدولة الواقعة ضمن المناطق المحددة في هذا القرار لصالح المديرية العامة للآثار والمتاحف في حال وجودها - مديرية زراعة حلب (مع نسخة عن المخطط) - وزارة السياحة (مع نسخة عن المخطط) - مديرية سياحة حلب (مع نسخة عن المخطط) - مديرية آثار حلب (مع نسخة عن المخطط) - مديرية الهندسة (مع نسخة عن المخطط) - مديرية التقيب (مع نسخة عن المخطط) - دائرة إدارة المواقع (مع نسخة عن المخطط) - القانونية (مع نسخة عن المخطط) - مديرية المباني مع الأصل .

الصفحة ١١ / ١١ من القرار رقم / تاريخ / ٢٠١٠



القرار رقم / /

وزير الثقافة

بناء على أحكام المرسوم التشريعي رقم ٢٢٢ لعام ١٩٦٣ وتعديلاته المتضمن قانون الآثار السوري لا سيما المادة ١٣/ منه التي تنص على تعيين وتسجيل الآثار.
وموجب الالتزام بتنفيذ المادة ١١ من اتفاقية اليونسكو لحماية التراث العالمي الثقافي والطبيعي لعام ١٩٧٢
وبناء على ما أقره المجلس الأعلى للآثار بجلسته السادسة تاريخ ٢٩/١٠/٢٠٠٩

يقرر ما يلي

الفصل الأول: أحكام عامة

المادة ١: تعاريف يقصد بالتعابير التالية في معرض تطبيق هذا القرار ما هو موضح بجانب كل منها :

- أ- **المشهد الطبيعي الثقافي:** هو ممتلك ثقافي ويمثل العمل المشترك بين الطبيعة والإنسان ويعبر عن تطور المجتمع الإنساني والاستيطان البشري عبر الزمن تحت تأثير القيود التي تفرضها أو الفرص التي تتيحها بيئتها الطبيعية وتوالي القوى الاجتماعية والاقتصادية والثقافية الخارجية والداخلية.
- ب- **التجمع الأثري:** مجموعة ممتلكات ثقافية غير منقولة تشمل المشهد الطبيعي الثقافي ومواقع أثرية ذات قيمة عالمية استثنائية ومحددة بمحدود محمية.
- ت- **الموقع الأثري:** مجموعة ممتلكات ثقافية غير منقولة تشمل العناصر والمكونات ذات الصفة الأثرية والتلال والمباني المنفردة أو المتصلة ذات القيمة التاريخية أو الفنية أو العلمية ومحددة بمحدود واضحة.
- ث- **السلطة المختصة:** كل الوزارات والمؤسسات الإدارية ذات الصلاحيات الإدارية بموجب قانون أو أحكام عامة أخرى.



المادة ٢ : أهداف القرار الوزاري

يهدف هذا القرار إلى:

- أ- تسجيل التجمع الأثري (رقم ٣- جبل الوسطاني) في سجل المناطق الأثرية والأبنية التاريخية.
ب- تحديد حدود الموقع والتجمع الأثري حسب الخريطة الطبوغرافية التي تُعتبر جزءاً لا يتجزأ من هذا القرار.
ت- تحديد الشروط العامة والخاصة حول استثمار الأراضي الواقعة ضمن حدود المواقع الأثرية والتجمع الأثري.
ث- تحديد شروط النشاطات التي يسمح بها ضمن الموقع والتجمع الأثري (البناء - الزراعة-الصناعات والحرف اليدوية-البنى التحتية والأشغال العامة...الخ).
ج- ضمان حماية المواقع الأثرية والمشهد الطبيعي ضمن حدود التجمع الأثري.
د- وضع وتنفيذ خطة إدارة وحماية وترويج التجمع الأثري (الموقع والمشهد الطبيعي).
هـ- ترشيح التجمع الأثري للتسجيل على قائمة التراث العالمي كتراث ذو قيمة عالمية استثنائية.

المادة ٣: مكونات التجمع الأثري:

يشمل التجمع الأثري منطقة تحوي مشهد طبيعي ثقافي ذو قيمة عالمية استثنائية ويتضمن المواقع الأثرية التالية:

- أ- موقع الفاسوق.
ب- موقع كفر تعقاب.
ج- موقع بنصرة.

المادة ٤ : تحديد حدود التجمع الأثري:

يشغل التجمع الأثري (الخريطة رقم ٣- جبل الوسطاني) مساحة قدرها (٦٨٠ هكتار) والمبينة حدوده على الخريطة المرفقة رقم (٣) باللون الأخضر بمقياس ١/٢٥٠٠٠ والتي تعد جزءاً لا يتجزأ من هذا القرار.

المادة ٥: تحديد حدود المواقع الأثرية:

١. يشغل الموقع الأثري (الخريطة أ- الفاسوق) مساحة قدرها (٢٠٣ هكتار) والمبينة حدوده على الخريطة المرفقة رقم (أ) باللون الأحمر بمقياس ١/١٠٠٠٠.



- يشغل الموقع الأثري (الخريطة ب_ كفر تعقاب) مساحة قدرها (٣٠.٤٦٩٦ هكتار) والمبينة حدوده على الخريطة المرفقة رقم (ب) باللون الأحمر بمقياس ١/٢٠٠٠.
- يشغل الموقع الأثري (الخريطة ج _ بنصرة) مساحة قدرها (٧.١١٣١ هكتار) والمبينة حدوده على الخريطة المرفقة رقم (ج) باللون الأحمر بمقياس ١/٥٠٠٠.
- وتعد الخرائط الواردة أرقامها أعلاه للمواقع الأثرية المذكورة جزءاً لا يتجزأ من هذا القرار.

المادة ٦: تغيير صفة استخدام الأراضي:

تخضع عملية تغيير صفة استعمال الأراضي داخل التجمع الأثري لموافقة مسبقة من السلطة المختصة وبشرط الحصول على موافقة المديرية العامة للآثار والمتاحف أو (إدارة التجمع الأثري).

الفصل الثاني: الشروط العامة

المادة ٧: مبدأ عدم السماح بالبناء:

يُمنع البناء وتغيير وتوسيع المباني الموجودة حالياً داخل حدود التجمع الأثري وتؤخذ بعين الاعتبار الاستثناءات الممنوحة بموجب أحكام هذا القرار.

المادة ٨ : الاستثناءات الخاصة بالمادة ٦:

- يُسمح بالنشاطات التالية بعد الحصول على موافقة السلطات المختصة وموافقة المديرية العامة للآثار والمتاحف أو (إدارة التجمع الأثري) التي تعين شروط الموافقة لكل حالة على حدة:
- تغيير وتوسيع المباني القائمة في القرى والمناطق المحددة باللون الأزرق لاستيعاب النمو البشري، على الخريطة المرفقة رقم (٣) بمقياس ١/٢٥٠٠٠.
 - ترميم وصيانة المباني القائمة ضمن حدود التجمع الأثري حسب الخريطة المرفقة رقم (٣) بمقياس ١/٢٥٠٠٠.



- بناء المسكن الزراعي على الأراضي الزراعية التي لا تقل مساحتها عن ٤٠٠٠ م^٢، وبما يتوافق مع شروط ترخيص السكن الزراعي.
- بناء مبنى مستودع الزراعي داخل حدود التجمع الأثري على الأراضي الزراعية التي لا تقل مساحتها عن ١٠٠٠ م^٢ وبمساحة قصوى للبناء ٢٠ م^٢ وارتفاع ٤ م بدءاً من سطح الأرض.

المادة ٩: النشاطات الزراعية الممنوعة

يُمنع داخل حدود التجمع الأثري النشاطات الزراعية التالية:

- قلع الأشجار التي تُشكل جزء لا يتجزأ من المشهد الطبيعي ذو الأهمية الثقافية مثل (شجر البلوط، السنديان، الزيتون... الخ)
- غرس الأشجار.
- استصلاح الأراضي.
- إنشاء واستثمار المزارع الجماعية للأبقار ومرابط الأغنام والمداجن.
- قلع الأحجار بالآليات الثقيلة في الأراضي الزراعية داخل حدود الموقع الأثري.

المادة ١٠: الاستثناءات الخاصة بالمادة ٨:

تخضع الأعمال التالية لموافقة السلطة المختصة وموافقة المديرية العامة للآثار والمتاحف أو إدارة التجمع الأثري وحسب الشروط التي يتم وضعها لكل حالة على حدة:

- قلع وقطع الأشجار المذكورة (في نطاق أعمال التجديد ومعالجة الأشجار المريضة) تحت الفقرة / ١ / من المادة / ٨ / .
- أعمال التشجير.
- الإصلاح الزراعي خارج حدود الموقع الأثري.



٤. يستمر نشاط المزارع الجماعية للأبقار ومرابيط الأغنام والمداجن القائمة سابقاً بشرط أن تأخذ كل الإجراءات الممكنة للحد من التلوث والتأثير السلبي على التجمع الأثري والمحيط الطبيعي حوله، ويمنع كل توسع لهذه المنشآت بهدف إلى كثافة الإنتاج.
٥. أعمال قلع الأحجار باستخدام الآليات الثقيلة في الأراضي الزراعية داخل حدود التجمع الأثري وتضع السلطة المختصة شروط هذا النشاط.

المادة ١١: النشاطات الزراعية المسموحة

يسمح القيام بالنشاطات الزراعية التالية داخل حدود التجمع الأثري:

١. الأعمال الزراعية التقليدية في الأراضي الزراعية.
٢. تربية المواشي التقليدية.

المادة ١٢: الاشتراطات الخاصة بالمادة ١١

- تخضع الأعمال التالية لموافقة السلطة المختصة وموافقة المديرية العامة للآثار والمتاحف أو إدارة التجمع الأثري وحسب الشروط التي يتم وضعها لكل حالة على حدة:
١. الأعمال الزراعية التقليدية في الأراضي الزراعية داخل حدود المواقع الأثرية.
 ٢. تربية الحيوانات (الدواجن، المواشي... الخ) داخل حدود المواقع الأثرية بالطرق التقليدية.

المادة ١٣: النشاطات الصناعية:

يُمنع القيام بالنشاطات التالية داخل حدود التجمع الأثري:

١. النشاطات الصناعية وإنشاء مناطق صناعية.
٢. إنشاء واستثمار مقالع حجرية.
٣. إنشاء واستثمار مواقع لوضع مخلفات البناء والنواتج المنزلية والصناعية.



المادة ١٤: المنشآت السياحية:

يُمنع إقامة المنشآت السياحية وعلى سبيل المثال لا الحصر (الفنادق الكبيرة . الجمعيات سياحية . المساح . الكازينوهات . المطاعم... الخ) داخل حدود التجمع الأثري.

المادة ١٥: الاستثناءات الخاصة بالمادة ١٤:

١. يُسمح بإقامة المنشآت لغرض إدارة وترويج المواقع الأثرية وعلى سبيل المثال لا الحصر (مركز زوار . موقف سيارات . كافيتريا صغيرة . حمامات . مركز طبي _ مراكز خدمة غير ثابتة_ خيم مؤقتة... الخ) داخل حدود المواقع الأثرية بعد موافقة المديرية العامة أو (إدارة التجمع الأثري) وحسب الشروط التي تحددها.
٢. يُسمح بإقامة المنشآت السياحية الخفيفة وعلى سبيل المثال لا الحصر (مطاعم صغيرة . فنادق صغيرة . خيم مؤقتة... الخ) في التجمعات السكنية والقرى والمناطق المحددة للتوسع السكني الطبيعي داخل حدود التجمع الأثري والمحددة باللون الأزرق على الخريطة الطبوغرافية المرفقة رقم ٣ مقياس ٢٥٠٠٠/١ والتي تُشكل جزء لا يتجزأ من هذا القرار بعد الحصول على موافقة المديرية العامة للآثار والمتاحف أو (إدارة التجمع الأثري) وحسب الشروط التي تحددها.

المادة ١٦: الترويج للتجمع الأثري:

- يخضع لموافقة السلطة المختصة بعد الحصول على موافقة المديرية العامة للآثار والمتاحف أو (إدارة التجمع الأثري) ما يلي:
١. الترويج الثقافي والتربوي والاجتماعي والسياحي والاقتصادي للتجمع الأثري.
 ٢. نشاطات الترويج حسب الفقرة ١ من هذه المادة استناداً لدفتر شروط تضعه السلطة المختصة ولكل نشاط على حدة وحسب خصوصية الموقع أو التجمع الأثري.



المادة ١٧ : إنشاءات البنية التحتية:

١. يُمنع شق الطرق الدولية والسريعة وإنشاء ممرات السكك الحديدية داخل حدود التجمع الأثري.
٢. يُمنع تعبيد الطرق القائمة حالياً داخل حدود الموقع الأثري.
٣. يُمنع حفر ممرات لشبكات الكهرباء والماء والهاتف والغاز والصرف الصحي داخل حدود الموقع الأثري.
٤. يُمنع تمرير شبكات الكهرباء (شبكات التوتر العالي) داخل حدود التجمع الأثري.
٥. يُمنع إنشاء محطات التوليد الكهربائية ومحطات الهاتف العادية والبرجية وأبراج استقبال وتقوية البث التلفزيوني ومحطات تجميع وضخ المياه والسدود وقنوات الري ضمن حدود التجمع الأثري.

المادة ١٨ : الاستثناءات الخاصة بالمادة ١٧:

- يُسمح بالأعمال التالية بعد الحصول على موافقة السلطات المختصة وموافقة المديرية العامة للآثار والمتاحف أو (إدارة التجمع الأثري):
١. شق الطرق الإسفلتية والترابية والزراعية بغرض تخدم التجمعات السكنية والأراضي الزراعية ضمن حدود التجمع الأثري.
 ٢. شق الطرق الإسفلتية والترابية وتعبيدها داخل حدود الموقع الأثري وحسباً بهدف الإدارة والترويج للموقع الأثري.
 ٣. إنشاء شبكات الكهرباء المتوسطة والخفيفة داخل حدود التجمع الأثري وتحديد مساراتها.
 ٤. إنشاء محطات توزيع الكهرباء ومحطات الهاتف العادية والبرجية وأبراج استقبال وتقوية البث التلفزيوني وتحديد مكانها ضمن حدود التجمع الأثري.

الفصل الثالث: التخطيط الإقليمي والمسح العقاري:

المادة ١٩ : التخطيط الإقليمي:

على الإدارات والجهات المسؤولة عن إنجاز التخطيط الإقليمي والمديني أن تلتزم بمحدود المواقع الأثرية و التجمع الأثري والأحكام التي تضمنها هذا القرار أثناء إنجازها لعملها وتدخلها في مخططاتها الإقليمية والمدينية.

الصفحة ١٠/٧ من القرار رقم / تاريخ ٢٠١٠/

المادة ٢٠ : المسح العقاري:



على الإدارات والجهات المسؤولة عن عمليات مسح وتحديد وتحرير الأراضي وإزالة الشبوع لحظ حدود المواقع الأثرية والتجمع الأثري وحقوق الارتفاق التي نص عليها هذا القرار على المخططات والخرائط وفي السجلات العقارية والمستندات المساحية في الأراضي المحددة والخررة سابقاً، وأثناء القيام بأعمال التحديد والتحرير وإزالة الشبوع للأراضي غير المحددة والخررة أو المملوكة على الشبوع الواقعة ضمن التجمع الأثري .

الفصل الرابع: أحكام ختامية

المادة ٢١ : استثناءات

١. استثناءً من أحكام الفقرة ٢ من المادة ١٣ من هذا القرار يُسمح بتحديد رخصة العمل لكل مقلع حجري يتم استثمارها داخل حدود التجمع الأثري بموجب ترخيص نظامي لمدة لا تزيد على سنتين من تاريخ دخول هذا القرار حيز التنفيذ.
٢. يُوقف العمل بكل مقلع غير حاصل على ترخيص في مدة زمنية أقصاها ثلاثة أشهر بدءاً من تاريخ دخول هذا القرار حيز التنفيذ.
٣. استثناءً من أحكام الفقرة ٣ من المادة ١٣ من هذا القرار تُعالج مكبات القمامة المنزلية والصناعية الواقعة ضمن حدود التجمع الأثري خلال مدة لا تتجاوز العام بدءاً من تاريخ دخول هذا القرار حيز التنفيذ.

المادة ٢٢ : صلاحية تنفيذ القرار:

١. تُمنح صلاحية تنفيذ هذا القرار للمديرية العامة للآثار والمتاحف أو (إدارة التجمع الأثري).
٢. على جميع الوزارات والإدارات ذات الصلة بمختلف أنواعها ومستوياتها تقديم المساعدة للمديرية العامة للآثار والمتاحف أو (إدارة الموقع الأثري) في تنفيذ أحكام هذا القرار.
٣. في نطاق تنفيذ هذا القرار تسعى المديرية العامة للآثار والمتاحف أو (إدارة الموقع الأثري) على تنسيق نشاطها التنفيذي مع جميع الوزارات والإدارات ذات الصلة.

الصفحة ١٠/٨ من القرار رقم / تاريخ ٢٠١٠/

المادة ٢٣ : نشر القرار:

يُنشر هذا القرار ويُبلغ من يلزم لتنفيذه.



المادة ٢٣ : نشر القرار:

— يُنشر هذا القرار ويُبلغ من يلزم لتنفيذه.

المادة ٢٤ : دخول القرار حيز التنفيذ:

— يُعتبر هذا القرار نافذاً اعتباراً من تاريخ نشره في الجريدة الرسمية.

الفريق الوطني لملف التسجيل

الخبير العلمي	المنسق الفني	المنسق القانوني
د. مأمون عبد الكريم	م. لينا قطيفان	أ. م. سليمان

المدير العام للآثار والمتاحف
الدكتور بسام جاموس

مدير المباني
نظير عوض

وزير الثقافة

الدكتور رياض نعيان آغا

رئيس مجلس الوزراء
المهندس محمد ناجي عطري



والتعمير (مع نسخة عن المخطط) - وزارة الإدارة المحلية والبيئة (مع نسخة عن المخطط) - وزارة النفط (مع نسخة عن المخطط) - المؤسسة العامة للجيولوجيا (مع نسخة عن المخطط) - وزارة النقل (مع نسخة عن المخطط) المؤسسة العامة للطرق (مع نسخة عن المخطط) - محافظة ادلب (مع نسخة عن المخطط) للتركيب بالتعميم على البلديات التي تقع العقارات ضمن حدودها الإدارية أو تتبع لها. - مديرية الخدمات الفنية في محافظة ادلب (مع نسخة عن المخطط) للتركيب بإخراج المنطقة المعينة بالمادة ٤ / ٤ من هذا القرار خارج التنظيم وتثبيتها وفق الشروط المذكورة فيها - مالكي العقارات المذكورة في هذا القرار ع/ط البلديات التي تتبع لها هذه التجمعات - مديرية المصالح العقارية بادل (مع نسخة عن المخطط) للتركيب بوضع إشارة أثري على التجمعات المعينة بإحداثياتها والمحددة بالخرائط المرفقة بهذا القرار - وزارة الزراعة (مع نسخة عن المخطط) للتركيب بتخصيص العقارات العائدة ملكيتها لأموال الدولة الواقعة ضمن المناطق المحددة في هذا القرار لصالح المديرية العامة للآثار والمتاحف في حال وجودها - مديرية زراعة ادلب (مع نسخة عن المخطط) - وزارة السياحة (مع نسخة عن المخطط) - مديرية سياحة ادلب (مع نسخة عن المخطط) - دائرة آثار ادلب (مع نسخة عن المخطط) - دائرة آثار المعرة مع نسخة من المخطط - مديرية الهندسة (مع نسخة عن المخطط) - مديرية التفتيش (مع نسخة عن المخطط) - دائرة إدارة المواقع (مع نسخة عن المخطط) - القانونية (مع نسخة عن المخطط) - مديرية المباني مع الأصل .

LES VILLAGES ANTIQUES
DU NORD DE LA SYRIE



RÉPUBLIQUE
ARABE SYRIENNE

JANVIER 2010